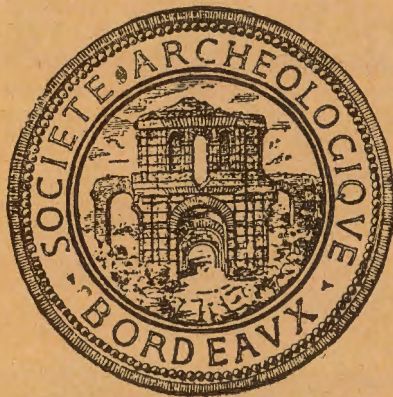


BULLETIN ET MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX

Reconnue d'utilité publique par décret du 11 Mars 1915

TOME LXVII

CERCLE BERTRAND-ANDRIEU-III
ANNÉES 1968-1971



BORDEAUX
BISCAYE FRÈRES
IMPRIMEURS

18 à 22, rue du Peugue
1973

SCD BORDEAUX 3



3SCD0216791

UNIVERSITÉ Michel de MONTAIGNE
Centre Léo DROUYN
BOULIAC

SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX

BULLETIN ET MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX

Reconnue d'utilité publique par décret du 11 Mars 1915

TOME LXVII

CERCLE BERTRAND-ANDRIEU-III
ANNÉES 1968-1971



BORDEAUX
BISCAYE FRÈRES
IMPRIMEURS

18 à 22, rue du Peugue
1973

UN NUMISMATE BORDELAIS, JOSEPH DUCASSE

par Daniel NONY



Le cercle Bertrand-Andrieu avait dédié le premier volume consacré à ses activités au grand médailleur Bertrand Andrieu, le second à Omer Miller, généreux donateur d'une riche collection, et c'est tout naturellement qu'il a décidé d'offrir ce troisième volume en hommage à l'un de ses fondateurs, M. Joseph Ducasse.

Joseph Ducasse est né à Libourne, le 20 juillet 1885, d'un père notaire. Sa santé délicate ne lui permit pas plus de poursuivre ses études secondaires que d'être reconnu bon pour le service armé. Après avoir suivi des cours de notariat et travaillé dans une étude d'avoué, il fut accepté en 1913 au Comptoir national d'escompte de Paris, à Bordeaux, service du contentieux. Lors de la guerre de 1914-1918, envoyé comme auxiliaire à la Poudrerie de Saint-Médard-en-Jalles, il débuta comme employé dans les bureaux, mais devint ensuite l'un des chefs d'une brigade, secteur des poudres sèches. C'est alors qu'il fut atteint par ce fléau que fut l'épidémie de grippe espagnole. Revenu au C.N.E.P., il y travailla jusqu'en 1948 et la retraite lui permit alors de se livrer aux recherches qui lui tenaient à cœur sur la numismatique de l'Aquitaine.

Il avait commencé par une collection de papiers-monnaie, mais la crise monétaire mondiale orienta ensuite sa curiosité vers la monnaie métallique ; il eut le mérite, seul ou presque à Bordeaux, d'entreprendre des recherches d'archives pour connaître l'histoire de l'atelier de Bordeaux du Moyen Age à sa disparition en 1878. Au-delà des monnaies, il retrouvait les hommes et leurs conflits d'intérêts, et la numismatique devenait, grâce à cette dimension, un fragment de l'histoire vivante. Ce serait, toutefois, singulièrement diminuer son personnage à ne voir en lui qu'un chercheur. Son enthousiasme communicatif en a fait un éveilleur de vocations : toujours disponible, optimiste, il fut pour beaucoup d'entre nous celui qui familiarisait avec une discipline à première vue austère,

qui identifiait les monnaies, procurait une documentation et fournissait les premiers éléments d'une collection. Convaincu de l'urgence qu'il y avait, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, à sauver du creuset tous les documents métalliques du passé, il alla trouver en 1946 notre ancien collègue et président René Forton pour lui proposer de créer, au sein de la Société archéologique de Bordeaux, une section spécialisée de numismatique. Collectionneur lui-même, René Forton, secondé par Edmond Bastide, fut le rapporteur du projet au conseil d'administration qui donna son accord : le 21 décembre 1947, au 71 de la rue du Loup, la séance inaugurale rassemblait sept personnes.

L'inaccessibilité des collections publiques bordelaises (y compris celle de la Société archéologique) ne favorisa guère les débuts de cette section et ce n'est qu'à partir de 1951 qu'une bibliothèque de livres de numismatique était isolée des autres livres de la Société et que la collection Miller pouvait être consultée. Le Cercle décidait alors de se placer sous le patronage de Bertrand Andrieu et, à l'issue d'un nouveau lustre, grâce aux Journées numismatiques de 1957, tenues à Bordeaux, accédait enfin à la majorité. La définition de ses activités n'avait pas été chose facile : certains membres penchaient vers une sorte de Bourse des monnaies, sur le modèle de la Bourse des timbres, facilitant les échanges entre les collectionneurs ; d'autres, au contraire, suivant la tradition des Sociétés savantes et à l'exemple de la Société française de numismatique, désiraient des réunions où les échanges consisteraient uniquement en informations dans un esprit d'enseignement mutuel et de recherche. C'est ce dernier point de vue qui finit par triompher, grâce, notamment, à la liaison étroite existant entre le Cercle et la Société archéologique et à l'action de Joseph Ducasse.

Pendant vingt-cinq ans, il multiplia présentations et communications et fut vraiment l'âme de notre Cercle. Seule la maladie, qui réduisit considérablement son acuité visuelle, le contraignit à ralentir ses activités, puis à nous quitter pour aller résider près de Poitiers chez ses enfants et petits-enfants ; la Société des Antiquaires de l'Ouest, à son tour, put profiter de ses enseignements. Puisse-t-il agréer, avec l'assurance de notre affectueuse gratitude, ce témoignage du fidèle souvenir qu'il a laissé auprès de chacun d'entre nous.

BIBLIOGRAPHIE DE JOSEPH DUCASSE JUSQU'EN 1972

- Histoire de l'écu français*, plaquette, Bordeaux, s.d. (vers 1950), 8 pages.
- « Une mission monétaire avortée sous Louis XVI : les espèces aux palmes », dans *Bull. et Mémoires de la Soc. archéologique de Bordeaux*, t. 57, 1945-1950 (publié en 1954), p. 70-74.
- « Le monnayage anglo-gascon d'Edouard I^{er} », dans la *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, t. 6, 1957, p. 3-18. Cette étude a obtenu de l'Académie de Bordeaux le Prix du marquis de La Grange, en 1956.

- « La Monnaie de Bordeaux, des origines jusqu'à la fin du règne d'Edouard I^{er} », dans *Bulletin de la Société française de numismatique*, 12-6, juin 1957, p. 130-132, repris dans *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. 60, Cercle Bertrand-Andrieu, 1947-1958 (publié en 1960), p. 15-17.
- « La Monnaie de Bordeaux. Un conflit de juridiction sous Louis XV (1759-1764). L'affaire Jeandreau », dans *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. 59, 1954-1956 (publié en 1958), p. 100-110.
- « Les offices bordelais des poids et mesures », dans *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. 60, Cercle Bertrand-Andrieu 1, 1947-1958 (publié en 1960), p. 69-81.
- « Les billets de confiance de La Réole », dans *Les Cahiers du Réolais*, n° 45, 1^{er} trimestre 1961, p. 8-14.
- « La crise monétaire de 1558 à Bordeaux. Le décri des « vaches » béarnaises », dans la *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, t. 9, 1962, p. 167-181.
- « Refonte des mocos à Bordeaux », dans *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. 64, Cercle Bertrand-Andrieu, 1959-1967 (publié en 1968), p. 247-252.
- « Esterlin anglais et boisseaux poitevins », dans *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, t. 9, 1968, p. 549-564.
- « Le treizain de mariage », dans *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, t. 10, 1970, p. 603-615.

**PROCES-VERBAUX DES SEANCES
DES ANNEES 1968 A 1971**

**Liste des Membres de la Société Archéologique
Ayant participé aux réunions du Cercle**

M. BARDET	M. J. DUPUCH
† E. BASTIDE	M. DUREPAIRE
M. BASSET	M ^{me} H. ESPAGNET
M. J. BENUSIGLIO	M. GABAGNOU
M. J. BÉRAUD-SUDREAU	M. GERAULT
M ^{me} BEYNIS	D ^r Ch. LASSERRE
M. J.-J. CABARROT	M. LATASTE
D ^r CASTÉRA	† F. MAGI
M. CHALMIN	M. M. MARQUASSUZAA
M. COUDROY DE LILLE	M. MEYNARD
M. B. COUGOUL	M. MOMMÉJA
D ^r J. COUGOUL	M. D. NONY
M. J. DELMAS	M. H. REDEUILH
D ^r DELPRAT	M. ROUMIEU
M. J. DUCASSE	M. VERMEYLÉN
M. J. DUGROS	M. J. YVON

SEANCE DU 21 JANVIER 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

D^r COUGOUL : Chersonèse de Thrace, Tribole (480-350 av. J.-C.), 2, g 40 (B.M.C., n° 8 à 14, var.).

D^r LASSERRE : trois médailles de la Ville de Bordeaux, par Daniel Dupuis ;

— médaille de mariage, par Roty ;

— jeton maçonnique de la Loge de l'Accord Parfait, de Rochefort.

Note. — Un bref résumé du procès-verbal de chaque séance a été publié dans l'hebdomadaire *La Vie de Bordeaux* dans la page réservée aux activités de la Société archéologique.

M. DUGROS : médailles de la Société Philomathique de Bordeaux.

M. GABAGNOU :

- monnaies d'U.R.S.S. pour l'anniversaire de la révolution de 1917 (1967);
- monnaies du Vatican : séries de 1966 et de 1967.

SEANCE DU 18 FEVRIER 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

J. Benusiglio, J.-J. Cabarrot, D^r J. Cougoul. — *Le Gorgonéion en numismatique* (texte non communiqué).

Cette communication était illustrée par des monnaies de Populonia, Motyé, Néapolis de Macédoine, Amisos du Pont, Parion de Mysie et Selgé de Pisidie. Le D^r Lasserre y ajouta les photographies des sulfures de Boudon de Saint-Amand (musée d'Agen) sur ce même motif (vers 1820).

Présentations :

M. BENUSIGLIO : monnaies « à la roue » d'Athènes (dites *wappenmunzen*), dont une obole.

M. B. COUGOUL : tétradrachmes de billon d'Alexandrie, pour Maximin (235-238) et Trajan Dèce (249-251).

M. MESNARD : médaillons moulés d'Auguste et de Faustine.

D^r LASSERRE :

- médaille de mariage de Napoléon I^{er} (Andrieu et Brenet), argent, 32 mm;
- moulage de la médaille du duc de Berry, par Boudon de Saint-Amand.

D^r DELPRAT : *taël* de Saïgon.

M. GABAGNOU : quelques frappes contemporaines de la république d'Haïti (monnaies de luxe à l'effigie de F. Duvalier, 1967, en argent et or purs), de la république de Tunisie (deux dinars, or, à l'effigie du président Bourguiba), du royaume de Danemark (mariage de la princesse Bénédicta, le 3 déc. 1968), de la république populaire de Hongrie (série de 1967) et une *crown* de Gibraltar (1967).

M. DUGROS : médaillon de terre cuite de la Galerie bordelaise (rond, 115 mm).

a/ Tête de femme à droite, surmontée d'une étoile; à droite, niveau, équerre et compas; à gauche, attributs du commerce.

r/ Légende : GALERIES DE BORDEAUX. EXPOSITION ET VENTE DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE ET ETRANGERE. MM. DE LA TORRE NEGOCIANT / DE YRIGOYEN NEGOCIANT / GIMET AGENT DE CHANGE ET D'AFFAIRES INDUSTRIE. / CAILLAVET NOTAIRE / & G.I. DURAND ARCHITECTE / SE SONT REUNIS POUR FONDER CE MONUMENT FONDE EN 1831.

Jeton de la Caisse de Secours mutuels de Bordeaux (argent, 35 mm) :

a/ ASSOCIATION DE PREVOYANCE. Ruche avec essaim sur une charrue et un marteau à long manche, en sautoir, cep de vigne et branche de laurier, le tout reposant sur un bandeau avec culot ornemental.

r/ A l'entour : CAISSE DE SECOURS MUTUELS DE BORDEAUX. Dans le champ, au milieu d'un cercle perlé, en neuf lignes : FONDÉE / LE 1^{er} AVRIL 1838 / ET RECONNUE / ETABLISSEMENT / D'UTILITE PUBLIQUE / PAR ORDONNANCE ROYALE / DU / 1^{er} JUILLET 1843.

(Existe également en cuivre.)

SEANCE DU 10 MARS 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

D^r COUGOUL : drachme de Trajan frappée à Césarée de Cappadoce (B.M.C. 54) et tétradrachme de Philippe jeune frappée à Antioche (B.M.C. 517).

M. B. COUGOUL : tétradrachmes de potin frappés à Alexandrie pour Gordien III (238-244) et Philippe père (244-249).

M. LATASTE : médaille (1707) de Joseph-Clément von Bayern, évêque de Cologne (1688-1723), bronze.

D^r CASTÉRA : collection d'épreuves en étain de médailles de Bertrand Andrieu (du siège de la Bastille au baptême du roi de Rome) présentée dans une reliure aux armes de l'Empire.

M. DUGROS : lingots monétaires en argent du royaume d'Annam (1802-1863).

M. GABAGNOU : monnaies contemporaines de la Fédération de Malaysia (série de 1967) et des Nouvelles-Hébrides (100 francs 1966, 20 et 10 francs 1967).

SEANCE DU 21 AVRIL 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

D^r COUGOUL : tridrachme cistophorique de Claude I^{er}, frappé en Asie vers 50 (Cohen 3; B.M.C. 228; Th. FISHER, « Bemerkungen zur spätclaudischen Münzprägung », *Revue suisse de numismatique*, t. XLVI, p. 40 et suiv.).

M. B. COUGOUL : tétradrachme de billon frappé à Alexandrie pour Julia Mamaea, mère de Sévère Alexandre, vers 231 ap. J.-C. (B.M.C. 1748).

M. BARDET : sesterce d'Aelius Caesar (136-138) (Cohen 47) et P.B. de Delmace (335-337) frappé à Siscia (type *Gloria exercitus*).

M. DELPRAT : double louis de Louis XVI (Bordeaux 1786, V.G. 68), cinq lires de Marie-Louise, duchesse de Parme (1815, V.G. 2387) et once d'or fin de la République sud-africaine (1967).

M. J. DUGROS : monnaies du royaume d'Annam (1820-1883) (cf. Schroeder, 188, 182, 183, 259, 368).

SEANCE DU 19 MAI 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Le président fait part du décès de M. F. Magi, disparition brutale déplorée par tous les membres du Cercle qui se souviendront de ce collègue discret et affable, spécialiste très averti dans les monnaies de guerre et de nécessité.

Présentations :

D^r COUGOUL : monnaies de l'atelier de Césarée de Cappadoce : hémidrachme de Trajan (B.M.C. 56), drachme de Trajan (B.M.C. 54), didrachme de Trajan (B.M.C. 69).

M. B. COUGOUL : sesterce de Gordien III (atelier de Rome).

M. MOMMÉJA : monnaies antiques de Marseille, de Massinissa, de Septime Sévère, etc.

M. J. BÉRAUD-SUDREAU : jeton d'argent de la Chambre des notaires de Bordeaux; jetons de Louis XV et de Louis XVI pour les Etats de Bretagne; jeton de la Chambre de commerce de La Rochelle, sous Louis XV.

M. J. DUGROS : monnaies contemporaines pour les Nouvelles-Hébrides : série de 1966 gravée par R. Joly (100 francs d'argent, 20 et 10 francs de nickel); monnaies de la Nouvelle-Calédonie (1967) (50, 20 et 10 francs en nickel); monnaies de la Polynésie française, série de 1967 (50, 20 et 10 francs en nickel).

M. GABAGNOU : monnaie mexicaine de 25 pesos (argent) pour les jeux Olympiques de 1968; série de l'archipel des Bahamas (1966) dans le système décimal.

SEANCE DU 16 JUIN 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

M. J. BENUSIGLIO : imitations des monnaies d'Athènes dans le Moyen-Orient antique.

M. J.-J. CABARROT : diverses monnaies antiques d'Afrique du Nord.

D^r DELPRAT : écu de Louis XVI frappé à Pau en 1787; monnaies des Napoléonides.

D^r CASTÉRA : *real* de Ferdinand le Catholique.

M. COUDROY DE LILLE : monnaie cambodgienne uniface.

M. DUGROS : monnaies du royaume d'Annam de l'ère de Trieu-Tri (1841-1847).

SEANCE DU 21 JUILLET 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

M. MOMMÉJA : monnaies parthes.

D^r CASTÉRA : demi-écu de Paris, de Louis XVI, 1791.

M. DUGROS : monnaies siamoises et cambodgiennes.

M. DUCASSE : médailles, dont une de 1884, associant la prise de la Bastille, par B. Andrieu, et le donjon de Vincennes, par Rogat (bronze), et une médaille en cuivre ovale :

a/ Paroisse de Saint-Eloi - Association des 104 messes (1^{er} janvier 1836).

r/ *Mater agonizantium ora pro nobis*.

SEANCE DU 20 OCTOBRE 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Le président fait part du décès de M. Edmond Bastide, président d'honneur de la Société archéologique et son doyen; il participa à la fondation du Cercle Bertrand-Andrieu dont il fut un des membres les plus assidus. Sa disparition sera vivement ressentie par tous les membres du Cercle dont il fut un guide affable et un ami dévoué.

Présentations :

M. BARDET : denier de Julia Domna (Cohen 246) et sesterce de Julia Mammea (Cohen 83).

M. J. DUGROS : monnaies du royaume d'Annam (XIX^e s.).

D^r GIRVÈS : série de monnaies d'or de la république d'Haïti (1967) à l'effigie du D^r François Duvalier (*an X de la Révolution*).

D^r LASSERRE : diverses médailles de B. Andrieu.

SEANCE DU 17 NOVEMBRE 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

M. D. Nony présente la revue espagnole *Numario Hispánico*, publiée à Madrid par le *Consejo Superior de Investigaciones Cientificas* depuis 1952, et fait circuler quelques volumes de cette publication de haute qualité.

Présentations :

- D^r COUGOUL : tribole d'argent de Corcyre (Epire), type B.M.C. 136.
M. BARDET : monnaies de princesses romaines : Antonia (Cohen 6), Faustine mère (Cohen 80) et Faustine jeune (Cohen 142).
M. B. COUGOUL : monnaies de Constantin I^{er} et de Constantin II César.
M. J.-J. CABARROT : monnaies romaines du IV^e siècle.
M. MOMMÉJA : monnaies antiques de Numidie.
M. LATASTE : monnaies d'Aquitaine pendant le haut Moyen Age, de Pépin I^{er} à Richard Cœur de Lion (deniers).
M. J. DUGROS : monnaies contemporaines de Grande-Bretagne (système décimal).

SEANCE DU 15 DECEMBRE 1968

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

- D^r COUGOUL et B. COUGOUL : monnaies romaines d'Antonin le Pieux (Cohen 404, B.M.C. 1338) et Gordien III.
M. DUREPAIRE (au nom des Amis du Vieux-Lormont) : trois antoniniens de consécration de Claude II, monnaies d'imitation frappées après 270 et trouvées dans la grave ; un denier tournois de Louis XIII et une monnaie de XXI^e heller, Allemagne, XVIII^e s., trouvées à Lormont en juin 1968 lors d'un sondage effectué auprès de l'église ; trois monnaies trouvées à Bordeaux, place Gambetta, lors du creusement du passage souterrain : de Gênes (CONRADVS, monnaies au portail), de Louis XII et de François I^{er} (Hoffmann 154).

M. J.-J. BENUSIGLIO : monnaies émises à Bordeaux pendant le haut Moyen Age.

M. J. DUGROS : monnaies annamites du XIX^e siècle.

D^r DELPRAT : série de monnaies-médailles en or frappées pour le voyage du pape Paul VI en Colombie à l'occasion du XXXIX Congreso Eucarístico Internacional, Bogota, 1968 (1 500, 500, 300, 200 et 100 pesos).

SEANCE DU 19 JANVIER 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

- M. B. COUGOUL : Alexandrie, monnaie de Claude I^{er} (B.M.C. 2319).
M. J.-J. CABARROT : denier de la République romaine de la *gens Norbana* et le timbre-poste espagnol qui le représente pour commémorer la fondation de la ville de Cacerés (*Colonia Caesarina Norbensis*).
D^r COUGOUL : Dupondius d'Hadrien (B.M.C. 1225, var. de Cohen 784).
M. BARDET : monnaie de bronze de Décence, César, frère de Magnence (351-353).
M. J. DUCASSE : deux monnaies gauloises (Bituriges Cubes et Elusates) et un denier du X^e siècle à la légende LEVTARIO et BVRDEGAL.
M. J. DUGROS : les principaux types de la pièce d'or de 20 francs de Napoléon I^{er} (V.G. 1253, 1490, 1877, 1889, 2282).
M. BARDET : la pièce d'or de 40 francs de Napoléon I^{er} (V.G. 2049) frappée à La Rochelle en 1808.

SEANCE DU 16 FEVRIER 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Le président fait part du décès subit de M. René Forton, président d'honneur de la Société archéologique et l'un de ses doyens. Il fut l'un des fondateurs du Cercle Bertrand-Andrieu. Collectionneur averti, il s'intéressa tout spécialement à l'œuvre de Bertrand Andrieu, aux médailles se rapportant au duc de Bordeaux et, d'une façon générale, aux médailles bordelaises du XIX^e siècle. Enfin, la Société archéologique lui est redevable de l'entrée dans son patrimoine de la collection Omer Miller. Le Cercle Bertrand-Andrieu perd en M. René Forton un ami dont le souvenir n'est pas près de s'éteindre.

Présentations :

- M. BARDET : monnaies d'Alexandrie (Néron, Titus, Julia Maesa, Carus, Numérien et Carin).
M. J. DUCASSE : gros et « blanc » émis par Henry, comte de Derby et de Lancastre, vraisemblablement à Bergerac entre 1347 et 1352 ;
— édit du roi de 1641, portant nouvelle fabrication des pièces, publié en 1642 par Séb. Cramoizy, imprimeur du Roy, rue Saint-Jacques, à Paris.
— M. DUGROS : monnaies diverses du royaume d'Annam de l'ère de Trieu-Tri (1841-1847) et de l'ère Tu-Duc (1847-1883), cf. Schroeder, 261, 261 B, 252, 355, 363, 365, 357.

SEANCE DU 16 MARS 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Le président félicite M. Benusiglio qui vient d'être élu vice-président de la Société française de numismatique.

Présentations :

M. J. BÉRAUD-SUDREAU : tétradrachmes d'Alexandre III (frappe posthume), de Philippe de Macédoine (imitation frappée sur le Bas-Danube) et de Velia (Italie).

D^r COUGOUL : imitation thessalienne (?) d'une hémidrachme de Rhodes (vers 160 av. J.-C.).

M. B. COUGOUL : monnaie d'Hiéropolis de Phrygie, à l'effigie de Clau-
de I^{er}, contremarquée d'une tête d'Hélios (variante de B.M.C. 112).

M. J.-J. CABARROT : monnayage de l'atelier de Carthage, sous Maxence, de la fin de l'été 306 à l'été 307, date de fermeture de l'atelier.

M. J. DUCASSE : vestiges d'un petit trésor médiéval trouvé en 1958 dans la région de Villandraut (Bazadais) et composé de deniers d'Aquitaine et du Béarn. Collés entre eux par l'oxydation, plusieurs furent brisés par leur possesseur qui voulut les séparer de force. Il n'en est resté que deux d'Aquitaine, pouvant être attribués l'un à Guillaume VIII, l'autre à Guillaume X (entre 1080 et 1130), et huit du Béarn, paraissant dater de Centulle IV, Gaston III ou Centulle V, soit entre 1079 et 1137. Leur enfouissement ne pourrait être que de peu postérieur à cette date.

M. J. DUGROS : monnaies de la Capitainerie générale de Caracas (pour Ferdinand VII d'Espagne, 2 *reales* et 1/4 de *real*, 1818, cf. Craig n° 6 et n° 2), de Santa Marta de Colombie (pour Ferdinand VII d'Espagne, deux 1/4 de *real*, 1818 et 1820, cf. Craig n° 71 et n° 72), de Cartagène (même prince, 1/2 *real*, cf. Craig n° 91), de Saint-Domingue (même prince, cf. Craig n° 51).

M. GABAGNOU : médailles en or pur et en argent pur frappées par la Monnaie de Paris pour le bicentenaire de Napoléon I^{er}; monnaies commémoratives du cinquantenaire de la république de Tchécoslovaquie, du vingtième anniversaire du régime socialiste et des cent cinquante ans du musée de Prague, ainsi qu'une médaille en or à l'effigie de MM. Alexandre Dubcek et Hendrick Svoboda.

D^r DELPRAT : médailles de la Monnaie de Paris, en or pur, aux effigies de Tout ank Amon et Néfertiti, de Cléopâtre et d'Hatschepunt.

SEANCE DU 20 AVRIL 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

J. Benusiglio et J.-J. Cabarrot. — Les monnaies du royaume de Numidie.

La séance a été exclusivement consacrée au monnayage de la Numidie dont les limites étaient approximativement celles de l'Algérie. Les présentations ont permis d'approfondir l'étude des monnaies de cette période assez obscure pour laquelle les documents sont peu abondants et qui fut

très longtemps négligée par les numismates. Un type très courant, pour le bronze, présente, au droit, une tête barbue, aurée, à gauche, et au revers, un cheval bondissant à gauche; l'étude de ces frappes permet d'émettre l'hypothèse que certaines ont dû être frappées directement sous le contrôle du souverain, d'autres dans des villes placées plus ou moins sous son autorité, ce qui pourrait expliquer les différences, notamment pour la barbe, tantôt pointue, tantôt ronde. On peut penser aussi qu'il s'agit de souverains différents, Massinissa (208-148), Micipsa (148-118) ou Adherbal (118-112). L'ouvrage de référence le plus commode demeure : Jean MAZARD, *Corpus Nummorum Numidiae Mauretaniaeque* (en français), Paris, 264 p., 1955, qui joint dessins au trait et planches photographiques. De nombreuses monnaies accompagnaient cette communication.

SEANCE DU 18 MAI 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

J. Benusiglio et J.-J. Cabarrot. — Les monnaies du royaume de Numidie (suite).

Présentations :

M. ROUMIEU : diverses monnaies romaines et byzantines.

M. J. DUCASSE : sesterce d'Herennius Etruscus et petit bronze de Cornelia Supera.

M. J. DUGROS : monnaies d'argent des anciennes possessions espagnoles :

- Bolivie, Ferdinand VI, atelier de Potosi, 8 *reales* de 1749 ;
- Mexique, Philippe V, atelier de Mexico, 8 *reales* de 1703 ;
- Pérou, Charles III, atelier de Lima, 8 *reales* de 1764 ;
- Bolivie, Charles IV, atelier de Potosi, 8 *reales* de 1806 ;
- Guatemala, Charles IV, atelier de Guatemala, 2 *reales* de 1797 (Craig n° 45) ;
- Colombie, Ferdinand VII, atelier de Santafé de Bogota, 1 *real* de 1818 (Craig n° 63) ;
- Chili, Charles IV, atelier de Santiago, 1/2 *real* de 1801 (Craig n° 57).

D^r DELPRAT : dollar en or de Formose à l'effigie de Tchang Kaï-Chek.

SEANCE DU 22 JUIN 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

J. Benusiglio. — Monnaies du royaume de Numidie (fin).

Présentations :

M. J. DUCASSE : monnaie médiévale d'Aquitaine à la légende énigmatique DVCISIT, frappée entre la mort de Guillaume X et le mariage d'Aliénor d'Aquitaine et de Louis VII.

M. J. DUGROS : monnaies mexicaines du XIX^e siècle.

SEANCE DU 17 JUILLET 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

M. J. BENUSIGLIO : monnaies de Juba I^{er} et Juba II de Maurétanie.
M. J. DUCASSE : collection de trente-cinq frappes uniface sur étain de monnaies à l'effigie de Louis XVI provenant d'un tableau ayant décoré le bureau des maîtres de l'atelier monétaire de Bordeaux.

SEANCE DU 19 OCTOBRE 1969

Présidence du D^r COUGOUL, vice-président.

M. D. Nony présente et commente la récente publication de M^{lle} R. ROSS HOLLOWAY, *The Thirteen-Months Coinage of Hieronymos of Syracuse*, Berlin, 1969, et signale la réédition, sous forme d'un agrandissement à 275 mm (bronze, fonte, uniface) de la célèbre médaille de Bertrand Andrieu, la *Prise de la Bastille* (cf. le bulletin n° 23, 2^e trimestre 1969, du *Club français de la médaille*, à Paris).

Présentations :

D^r COUGOUL : tétradrachme de Septime Sévère (193-211) frappé en Syrie.

M. B. COUGOUL : follis de Constantin I^{er} (type *Soli invicto comiti*).

M. BARDET : monnaie gauloise des Senons (cf. La Tour, n° 7527).

M. J. DUGROS : belle série de monnaies espagnoles des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles.

M. LATASTE : écu de Berne de 1835.

D^r DELPRAT : médaille en or rappelant l'arrivée du premier homme sur la lune.

D^r CASTÉRA : plomb circulaire de la C^{ie} des Indes (1749) qui témoignait de la qualité des étoffes acheminées par cette compagnie.

SEANCE DU 16 NOVEMBRE 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

Présentations :

M. CABARROT : monnaies byzantines de l'atelier de Carthage, dont une monnaie d'Héraclius consul, frappée vers 610 (Sabatier, n° 6).

M. H. REDEUILH : monnaies trouvées à Saint-Pardon-de-Vayres (Gironde) :

- deux antoniniens de Gallien (253-268) ;
- Constance Chlore (type au génie), atelier de Trèves, vers 304-305.

M. J. DUGROS : médailles bordelaises du xix^e siècle :

— loge maçonnique n° 204 de Bordeaux (médaille par Stern, bronze et argent) ;

— médaille des Mobiles de la Gironde, 1870-1905 (cuivre) ;

— Léon Gambetta. Gouvernement de la défense nationale, délégation de Bordeaux (cuivre) ;

— Maison François David Aîné, Bordeaux. Prix fixe. Draperies, Soieries, 40, rue St-Rémy (jeton de cuivre à pans) ;

— Maison Lafitte, Facteur Bordeaux, Service des Emballages vides, Consigne, 1 fr. (jeton octogonal de nickel) ;

— Plaque de garde particulier des propriétés de l'île Cazeau.

SEANCE DU 21 DECEMBRE 1969

Présidence de M. J.-J. CABARROT, président.

M. D. Nony présente et commente l'ouvrage récent de H. G. PFLAUM et P. BASTIEN, *La Trouvaille de Canakkale (Turquie), deniers et antoniniani émis de 261 à 284*, Wetteren, Belgique, 1969.

D^r Ch. LASSERRE. — *Les jetons de l'Ormée* (communication publiée dans « La Vie de Bordeaux » du 3 janvier 1970).

J. Ducasse. — Monnaies grecques frappées à Bordeaux en 1878.

Il s'agit de la présentation du contrat passé le 22 mars 1878 entre le ministère des Finances de Grèce et MM. Oeschger, Mesdach et C^{ie}, négociants à Paris, pour la frappe à Bordeaux de 1 500 000 drachmes, en pièces de 10 *lepta*, 5 *lepta*, 2 *lepta* et 1 *lepton*. Ces monnaies portent la lettre de l'atelier de Bordeaux, K, et le millésime 1878. Deux différents, une ancre pour le graveur Barre fils, et une croix recroisetée pour le directeur de fabrication Delebecque.

Présentation :

M. BARDET : monnaies byzantines de Tibère Constantin à Isaac II l'Ange.

SEANCE DU 18 JANVIER 1970

Présidence de M. J.-J. CABARROT puis de M. D. NONY.

Après les élections pour le renouvellement du bureau, celui-ci se constitue comme suit :

Présidents d'honneur : MM. L. Desgraves, J. Ducasse et R. Etienne.

Président : M. D. Nony.

Vice-présidents : MM. J.-J. Cabarrot et D^r Cougoul.

Secrétaire : M. J. Dupuch.

Présentations :

- M. J. DUCASSE : hémidrachme de Catane.
M. B. COUGOUL : obole de Tarente (vers 520-473).
D^r J. COUGOUL : monnaies de Syrie d'Antiochos I^{er} Soter (280-261) à Trajan Dèce (249-251).
M. BARDET : petits bronzes de Constantin I^{er}.
M. J.-J. CABARROT : monnaies impériales romaines évoquant l'Afrique du Nord (Hadrien et Septime Sévère).
M. J. DUGROS : monnaies des colonies françaises de Louis XVI à Louis-Philippe (Mascareignes, île Maurice, île Bourbon, Cayenne, Guyane).
M. J. DUCASSE : deux boîtes de balances de changeur complètes provenant de la fabrique d'Antoine Fournel. Dans l'une, il est qualifié de « *balancier de la Monnaie, marché de l'Egalité 12* » (après 1803); dans l'autre, il est devenu « *balancier impérial, marché Royal n° 7* » (vers 1815). A. Fournel était entré à la Monnaie de Bordeaux vers 1788 comme balancier-juré près de la Cour de cette Monnaie, mais il dut cesser ses fonctions en vertu de la loi du 16 août 1791 qui supprimait cette juridiction. Il dut alors s'installer en ville. Il fut ainsi à la fois le premier et le dernier balancier ayant exercé dans une Monnaie de province (en dehors de celle de Lyon). Vers 1825, sa fabrique paraît avoir été absorbée par la firme Morlet Juin.

SEANCE DU 15 FEVRIER 1970

Présidence de M. J.-J. CABARROT, vice-président.

Présentations :

- D^r COUGOUL : drachme de Maronée de Thrace (vers 400-350).
M. B. COUGOUL : monnaie des *Bruttii* du Bruttium (bronze, B.M.C. 85).
M. BARDET : hémiobole de Mendé (Macédoine) et petit bronze de Syracuse.
M. J. DUCASSE : pièce de billon de *Six blancs*, frappée à Bordeaux en 1657, monnaie énigmatique dont on ne connaît plus que six exemplaires. Son avers est celui d'un 1/4 d'écu de l'époque (Louis XIV enfant, à la mèche longue), avec une légende plus abrégée. Le revers est du type du liard à l'L couronné, mais la lettre K remplace l'L, la valeur est en exergue et le millésime entre le K et l'exergue. On sait que ces pièces de six blancs devaient en remplacer de plus anciennes qui avaient été *tapées* (surchargées d'une fleur de lys) pour les valider à raison de 30 deniers chacune, or ces six blancs furent décriés alors qu'ils en étaient encore à la période d'essai. A Bordeaux, ces *six blancs* apparurent peu avant la fermeture de l'atelier régulier, tandis que le fermier des liards continuait à y travailler. D'où ces deux questions : quelle est l'équipe qui a frappé cet essai ? Pourquoi cette orthographe anormale. En raison de l'organisation monétaire du moment, les hypothèses sont nombreuses.
M. J. DUGROS : monnaies coloniales françaises (îles du Vent, îles Saintes, Montserrat et Dominique).

SEANCE DU 15 MARS 1970

Présidence de M. D. NONY, président.

Daniel Nony. — Les sceaux des archevêques de Bordeaux au Moyen Age.

De 1135 à 1456, vingt-sept archevêques se sont succédé et les sceaux de six d'entre eux, seulement, semblent avoir été signalés :

- Guillaume I^{er} le Templier (1173-1187), dans les sceaux de la Bourgogne (pour 1182);
- Gérard de Malemort (1227-1261), dans les sceaux du Vatican, pour 1245;
- Pierre I^{er} de Roncevaux (1262-1270), aux Archives nationales (pour 1263) (seul le contre-sceau est conservé);
- Amanieu II de Lamothe (1351-1360), aux archives des Basses-Pyrénées (pour 1355);
- François I^{er} Ugucione (1384-1412), aux archives des Basses-Pyrénées (pour 1387);
- Pierre III, dit Pey Berland (1430-1456), aux archives des Basses-Pyrénées (pour 1452).

Joseph Ducasse. — **La Monnaie de Bordeaux en 1870-1871** (cf. « La Vie de Bordeaux » du 4 avril 1970).

Présentations :

M. J. DUGROS : monnaies coloniales françaises (Saint-Domingue, Tobago, La Guadeloupe).

SEANCE DU 19 AVRIL 1970

Présidence de M. D. NONY, président.

Présentations :

- M. D. NONY : médaille de la Chambre de commerce de Bordeaux par Thomas Bernard.
M. J. DUCASSE : billets de confiance des Caisses patriotiques de la Gironde (Bordeaux, Bazas, Blaye, Cadillac, Lesparre et Libourne) et un titre de rente de l'an VIII sur le Grand Livre de la Dette publique (liquidation des assignats et mandats territoriaux).
D^r Ch. LASSERRE : médailles de mariage du XIX^e siècle.
M. J. DUGROS : monnaies japonaises du XIX^e siècle et monnaie-médaille des jeux Olympiques de Tokyo.
M. ROUMIEU : médailles des Expositions universelles de 1878 et 1889.

SEANCE DU 24 MAI 1970

Présidence de M. D. NONY, président.

La séance s'est tenue dans le Cabinet des Médailles de la Bibliothèque municipale de Bordeaux; elle a été consacrée à l'examen d'un certain nombre de plateaux.

SEANCE DU 21 JUIN 1970

Présidence de M. D. NONY, président.

Présentations :

D^r COUGOUL : tétrobole de Sicyone (IV^e s. av. J.-C.) (B.M.C. 122).

M. B. COUGOUL : petit bronze de Sicyone.

M. H. REDEUILH : monnaies romaines trouvées à Béguey (Gironde) : as de Nîmes (cassé) et as frappé par Commode vers 180 à la mémoire de Marc Aurèle divinisé (*Consecratio*).

M. CHAMP : monnaies romaines.

M. DUCASSE : monnaies romaines de personnages liés à l'histoire de Bordeaux (Crassus, César, Auguste, Domitien, Tétricus père, Tétricus fils, Probus, Gratien, Honorius).

M. J. DUGROS : essais de la I^{re} République et de la III^e République, ainsi qu'une monnaie de 10 francs, frappée en 1952 à Beaumont, sur flan décalé.

D^r Ch. LASSERRE : médailles bordelaises du second Empire.

SEANCE DU 18 OCTOBRE 1970

Présidence de M. D. NONY, président.

M. Nony présente et commente l'ouvrage récent de M^{lle} Simone SCHEERS, *Les Monnaies de la Gaule inspirées de celles de la République romaine*, Louvain, 1969, 270 p., qui complète le livre classique d'Adrien BLANCHET, *Traité des monnaies gauloises*, Paris, 1905, 650 p.

Joseph Ducasse. — *Les Mailles poitevines* (cf. « La Vie de Bordeaux » du 7 novembre 1970).

Présentations :

M. D. NONY : as de Tibère frappé vers 14-23 ap. J.-C., à Tarraco (Espagne), et provenant des fouilles de Camblanes (cf. VIVES Y ESCUDERO, *La moneda hispanica*, IV, p. 132, n° 20, pl. 171, n° 8).

D^r Ch. LASSERRE : médaille de la Société française des habitations à bon marché (ronde, argent, 60 mm) :

a/ En demi-relief, représentation réaliste du repas d'une famille d'ouvriers. Le père tient soulevé, dans un geste familier, son enfant qui

l'accueille avec joie pendant que la jeune mère sert le potage. L'intérieur est modeste mais confortable. A l'exergue, signature : J.-C. CHAPLAIN.

r/ Dans un rameau de laurier SOCIÉTÉ/FRANÇAISE/DES/HABITATIONS/A/BON/MARCHE, et, sur un cartouche en relief, C. CAZALET.

Médaille doublement intéressante par le nom de Chaplain, graveur en médailles (1839-1909), élève de Jouffroy et d'Oudiné, prix de Rome en 1863, membre de l'Académie des Beaux-Arts, et par le nom de Ch. Cazalet, promoteur à Bordeaux des habitations à bon marché et qui occupa dans divers domaines une place très importante dans notre cité.

M. J. DUGROS : monnaies d'Extrême-Orient, en particulier toute une série de *Ticals*, boules, de Siam.

SEANCE DU 15 NOVEMBRE 1970

Présidence de M. D. NONY, président.

M. Nony présente et commente le bel ouvrage d'Herbert A. CAHN, *Knidos, Die Münzen des sechsten und des fünften Jahrhunderts v. Chr.*, Berlin, 1970, 245 p.

Présentations :

M. J. BENUSIGLIO : épitaphe incomplète d'un affranchi (II^e siècle ?).

M. D. NONY : *Aureus* de Trajan trouvé dans les fouilles de Saint-Jean-le-Vieux (Pyrénées-Atlantiques) (cf. *Bull. de la Soc. fr. de numismatique*, novembre 1970, p. 583-585).

M. J.-J. CABARROT : monnaies romaines aux effigies de Marc-Antoine, Octave, Auguste, Livie.

M. CALMONT : médaille des sapeurs-pompiers (1905) avec inscription gravée en l'honneur de ceux de Bordeaux.

M. J. DUGROS : monnaies du Siam (XIX^e et XX^e siècles) et de la France libre.

D^r DELPRAT : monnaie-médaille du Tchad (or, 900/1000) à l'effigie du général de Gaulle.

M. D. NONY : médaille des Laboratoires Sarget (1968-1969).

SEANCE DU 20 DECEMBRE 1970

Présidence de M. D. NONY, président.

M. Nony fait circuler l'ouvrage de M^{me} Aleksandra KRZYŻANOWSKA, *Monnaies coloniales d'Antioche de Pisidie*, Varsovie, 1970, 247 p. (en français).

Présentations :

M. J.-J. CABARROT : monnaies romaines des principats de Tibère et de Caligula.

D^r Ch. LASSERRE : jeton de Thomas Le Vacher de La Feutrie, 24 mm (Faculté de médecine de Paris, 1779-1780), par Duvivier, et la médaille des raffineurs de Bordeaux (bronze, 42 mm), par Lorthior.

M. J. DUGROS : monnaies de l'Indochine française.

M. J. BENUSIGLIO : médailles de la Ville de Paris (argent) et de l'Ordre des experts comptables (25^e anniversaire, 1945-1970).

SEANCE DU 17 JANVIER 1971

Présidence de M. D. NONY, président.

Le président donne lecture d'une lettre de M. Belaubre, chef de la section de documentation aux Monnaies et Médailles à Paris, qui a fait le relevé de seize médailles intéressant la ville de Bordeaux depuis 1945, frappées sur coins particuliers à la Monnaie du quai Conti. Onze de ces médailles comportent avers et revers nouveaux, tandis que trois revers et deux avers semblent couplés à des coins anciens. M. Nony indique qu'il faut ajouter au moins six autres médailles et qu'ainsi les seuls coins particuliers totalisent vingt-deux médailles. Au total, on peut estimer qu'une trentaine, au moins, de médailles illustrent l'histoire locale depuis la Deuxième Guerre mondiale. Puis le président présente un ouvrage de Chester G. STARR, *Athenian Coinage 480-449 B.C.*, Oxford, 1970, 97 p., 26 pl., qui offre une belle synthèse sur les monnaies d'Athènes au lendemain des guerres médiques et propose une datation plus basse pour certaines séries.

J. Benusiglio. — Le monnayage archaïque d'Egine (texte non communiqué).

Présentations :

D^r COUGOUL : statère d'Archelaos I^{er} (431-399) de Macédoine (type B.M.C. 164).

M. B. COUGOUL : petit bronze de Pergame (Mysie), vers 133-67 (type B.M.C. 157).

M. J.-J. CABARROT : monnaies impériales romaines des principats de Claude et de Néron.

M. J. DUGROS : monnaies d'Indochine de 1886 à 1943, dont deux proviennent d'ateliers inhabituels, le 20 cent. (1941) de San Francisco (U.S.A.) et le 1 cent. (1943) d'Hanoï.

M^{me} BEYNIS : dollar d'Hong-Kong à l'effigie d'Elizabeth II (1970).

D^r CASTÉRA : demi-dollar des U.S.A. à l'effigie de J.F. Kennedy (1964).

SEANCE DU 21 FEVRIER 1971

Présidence de M. J.-J. CABARROT, vice-président.

Présentations :

M. BENUSIGLIO : monnaies celtibériennes (Ausetani, Ilergètes, Edetani, Epora).

M. H. REDEUILH : monnaie gauloise en bronze trouvée par M. Videau à Vayres dans la cour du château. Il s'agit d'un petit bronze de Contoutos (La Tour n° 4316) attribué aux Pétrôcores ; ce site a déjà livré, au moins, une autre monnaie identique.

M. BARDET : monnaies gauloises des Massaliotes.

M. LATASTE : tétradrachme de billon à l'effigie de Dioclétien (Alexandrie).

M. J.-J. CABARROT : monnaies de la crise de 68-69 ap. J.-C. aux effigies de Galba, Othon et Vitellius, avec, en plus, un denier sans effigie au type de *Salus Generis Humani* (Cohen 420).

M. J. DUGROS : monnaies anglaises de la reine Victoria au système décimal de 1971 en passant par l'essai d'un penny bimétallique.

M. J. BENUSIGLIO : piéfort et essai de la nouvelle pièce de 5 francs (75 % de cuivre, 25 % de nickel, poids : 10 grammes).

SEANCE DU 21 MARS 1971

Présidence de M. J.-J. CABARROT, vice-président.

Présentations :

M. J.-J. CABARROT : monnaies impériales romaines des Flaviens : Vespasien (69-79), Titus (79-81), Domitien (81-96).

M. J. DUGROS : monnaies de l'Etat du Grand Liban, de la République libanaise, de l'Etat de Syrie, de la Banque de Syrie et de la République syrienne (1921-1935).

D^r LASSERRE (au nom de M^{lle} Vezia) : médailles et jetons :

— le Triomphe de Bonaparte en Égypte (1798), arg., 40 mm, par Brenet ;

— jetons de la Chambre de commerce de La Rochelle sous Louis XV, par Roettiers et F. Marteau ;

— jeton du Conseil municipal de La Rochelle (1836), par Caqué ;

— jeton des Commissaires des pauvres de Saint-Sulpice (Paris), en 1756.

M. J. DUCASSE : deux médailles pour rappeler la fermeture de l'atelier de la Monnaie à Bordeaux en 1878 :

— La République d'Oudiné. Revers : Palais du Trocadéro.

— La République d'Oudiné. Revers : Centenaire de l'Administration des Monnaies.

SEANCE DU 18 AVRIL 1971

Présidence de M. D. NONY, président.

Le D^r Cougoul entretient les membres du Cercle de son travail de dépouillement bibliographique sur la numismatique grecque et fait circuler quelques exemplaires des dossiers ainsi réalisés. M. Nony présente ensuite deux ouvrages récents sur les monnaies antiques de la péninsule

ibérique : Antonio M. de GUADAN, *Numismatica iberica e ibero-romana*, Madrid, 1969, 288 p., 56 pl., et Joaquin M. de NAVASCUES, *Las monedas hispánicas del Museo Arqueológico Nacional de Madrid*, t. I, 1969, 124 p., 82 pl. ; t. II, 1971, 59 p., 62 pl., Barcelone.

D. Nony. — L'atelier monétaire de Julia Traducta (Bétique).

La ville de Julia Traducta, sur le détroit de Gibraltar, est connue par ses monnaies et un passage du géographe Strabon qui déclare : « Tanger avait autrefois pour voisine la ville de Zélis, mais les Romains la transportèrent sur la rive opposée, après avoir ajouté à sa population une partie de celle de Tanger. Ils lui envoyèrent aussi des colons romains et lui donnèrent le nom de Julia Iozza (= Traducta). » Si l'on fut, autrefois, tenté de la localiser à Algeciras, on la situe maintenant de préférence à Tarifa ; toutefois, les rares découvertes archéologiques ne permettent pas de trancher entre ces deux sites avec une certitude totale : les nombreux travaux d'urbanisme d'Algeciras n'ont donné aucun vestige archéologique important, alors que Tarifa a ses secteurs les plus intéressants exposés à l'érosion marine ou compris dans des zones militaires peu accessibles.

L'atelier monétaire de cette ville n'a frappé que sous Auguste, et, peut-être, une seule émission avec quatre valeurs en bronze. Toutes les monnaies connues portent à l'avvers l'effigie d'Auguste, sauf un type de *semis* qui la remplace par l'effigie de l'un ou l'autre des princes de la jeunesse, Caius ou Lucius Caesar, et un type de *quadrans* qui porte à l'avvers un *simpulum* (coupe à libation). Les légendes sont : (*cum*) *PERM* (*issu*) *CAES(aris) AVG(usti)*, abrégée sur le *quadrans* en *PER.CAE.AVG* ou même *CAES.AVG*. (avec le *simpulum*). Les *semisses* aux effigies des princes de la jeunesse portent *C.CAESAR* ou *L.CAESAR* suivant les cas.

Le revers du *dupondius* réunit les effigies des deux princes de la jeunesse (*C.L.CAES/IVL.TRAD*), celui de l'*as* la légende *IVLIA/TRAD* dans une couronne de laurier, ceux des *semisses* le bonnet de flamme et le *simpulum* (pour Auguste, avec *IVLI.TRAD*) ou une grappe de raisin ou un épi (pour les princes de la jeunesse, avec *IVL.TRAD*), tandis que le *quadrans* associe les instruments pontificaux à la tête d'Auguste (*IVLI.TRAD*) ou bien un thon à l'avvers au *simpulum* (*IVL.TRA*).

Les types dynastiques avec l'exaltation des princes de la jeunesse et la propagande en faveur du grand pontificat (symbolisé par les instruments) permettent de situer cette émission entre 12 av. J.-C. et 4 ap. J.-C. Les autres types (grappe de raisin, épi et thon) sont largement répandus en Bétique et en Maurétanie. La brièveté de la légende ne permet pas de préciser le statut de Julia Traducta à cette époque, mais il n'est pas impossible qu'elle ait été une colonie augustéenne : Strabon mentionne l'envoi de colons romains et la colonie de Pax Iulia (Beja au Portugal) signalait avec le même laconisme ses émissions ; Pline la cite parmi les colonies de Maurétanie.

Présentations :

M. J. BENUSIGLIO : tétradrachme frappé par les Carthaginois en Sicile et dont le coin fut probablement l'œuvre d'un graveur grec.

M. J.-J. CABARROT : monnaies impériales romaines de Nerva (96-98) et de Trajan (98-117).

M. REDEUILH : sesterce d'Antonin le Pieux trouvé à Mourens, dans l'Entre-Deux-Mers, dans la propriété de M. Catherineau. Il porte la date de la vingt et unième puissance tribunicienne (soit 158 ap. J.-C.).

D^r Ch. LASSERRE : médaille de félicitations du département de la Gironde à Louis-Philippe pour le mariage du duc d'Orléans (30 mai 1837) ; l'avvers porte les portraits du roi et des jeunes époux (par Barre) tandis que le revers comporte quatorze lignes de texte : LE DEPARTEMENT/ DE LA GIRONDE / FELICITE LE ROI / SUR LE MARIAGE / DE S.A.R. / LE DUC D'ORLEANS / AVEC LA PRINCesse HELENE / DE MECKLEMBOURG SCHWEREIN / CELEBRE A FONTAINEBLEAU / LE 30 MAI 1837 / M. LE Ce DE MONTALIVET / P.D.F. MINE DE L'INTERIEUR / M. DE PREISSAC / PREFET. Bronze, 41 mm.

Trois médailles de mariage par Depaulis (à l'évêque bénissant, vermeil, 41 mm), au lévrier au galop (TOUJOURS FIDELE, octogonale, 30 mm) et par Dropsy (l'époux et l'épouse devant un autel portant une flamme, argent, 30 mm).

SEANCE DU 16 MAI 1971

Présidence de M. D. NONY, président.

Présentations :

M. H. REDEUILH : *as* de Claude (41-54) trouvé à Vayres (au nom de M. Videau).

MM. J.-J. CABARROT et D. NONY : monnaies impériales romaines d'Hadrien (117-138) ; les monnaies ont été choisies de façon à évoquer, par leurs types, les provinces africaines.

M. J. DUGROS : monnaie-médaille du royaume de Labé. Aimé Olivier, qui dirigeait un comptoir sur la côte d'Afrique, au Fouta-Djalon, pour le compte de la maison Pastre, de Marseille, obtint des concessions des princes indigènes et se fit proclamer souverain de Labé (en Guinée, cap. Conakry, aujourd'hui) sous le nom de comte Olivier de Sanderval.

Argent, 25,65 g, titre 950 ‰ :

a/ Lion marchant à gauche, au-dessus : croissant ; au-dessous : KAHAL.

r/ FOUTAH-DJALON, 1879 ; en arabe : SANDERVAL.

D^r Ch. LASSERRE : jetons de la Connétablie-maréchaussée de France (octogonal, argent, 31 mm, Feuardent, 1662), de la Chambre au tribunal de commerce de Nantes (argent, 31 mm) et du Chemin de fer de Paris à Orléans (par Bovy, argent, octogonal, 36 mm, règne de Louis-Philippe).

M. J. DUCASSE : jeton de Venise, de la Société de navigation lagunaire, pour aller au Lido, et médaille de la Régie des Monnaies pour le centenaire de la Révolution de 1789 (en 1889).

SEANCE DU 20 JUIN 1971

Présidence de M. D. NONY, président.

Le président annonce que le prochain centenaire de la Société archéologique sera commémoré par une exposition et qu'une section numismatique y est prévue, puis il fait circuler un ouvrage commode d'initiation sur un sujet rarement traité en langue française : Lajos HUSZAR, *Monnaies de Hongrie*, Corvina, Budapest, 1963, 54 p., 99 photos sur pl. h.t.

J.-P. Masdoumier. — Le monnayage des Lingons, à propos d'une monnaie de la coll. Miller (coll. Soc. archéologique) (texte non communiqué).

J. Benusiglio et J.-J. Cabarrot. — Les problèmes du monnayage carthaginois de bronze au III^e siècle av. J.-C.

Il s'agit du type à la tête de Tanit avec, au revers, le buste de cheval. Divers ateliers ont été envisagés pour ce monnayage et les styles permettraient de distinguer des émissions en Espagne, en Sardaigne et même, peut-être, en Italie. Les émissions d'argent et de billon d'Afrique et de Sicile n'ont elles-mêmes pas livré encore tous leurs secrets. Une trentaine de monnaies illustraient cette communication.

D. Nony. — Premières monnaies découvertes en 1971 aux allées de Tourny à Bordeaux.

Vingt et une monnaies avaient été trouvées jusqu'au 13 juin lors des travaux entrepris pour la construction d'un parc à voitures souterrain. Seize de ces monnaies sont antiques : la plus ancienne est un *as* de Claude (41-54) au type de Pallas marchant à droite. Viennent ensuite quatre monnaies du II^e siècle : deux sesterces d'Hadrien (117-138), un *as* de Marc-Aurèle (161-180) et un *as* à l'effigie de l'impératrice Crispina, femme de Commode. Le III^e siècle est représenté par huit antoniniens, quatre de frappe régulière, aux effigies de Salonin (Antioche, 256), de Gallien (Rome, 266), de Claude II (Rome, 269) et de Tétricus père (Trèves, 271-273), et quatre autres qui sont des imitations, trois d'entre elles s'inspirant des monnaies de Tétricus père (type *Virtus augg*) et la dernière d'un type de Tétricus fils. Le IV^e siècle ne figure que par trois monnaies de bronze, l'une au type de Rome casquée, la seconde de Constance II, et la dernière, de l'atelier de Lyon, à l'effigie de Théodose ou d'Honorius. Quant aux cinq dernières monnaies, elles appartiennent aux époques médiévale ou moderne mais leur identification est malaisée. M. J. Lafaurie a pu cependant reconnaître un *triens* d'or mérovingien, frappé vers 600 dans l'Orléanais.

Présentations :

M. MOMMÉJA : monnaie de Gallien (Rome).

M. J. DUGROS : monnaies suisses. Ecu de Louis XV au bandeau (Bayonne, 1763) contremarqué de l'écu de Berne (40 *batzen*) et à la tranche refoulée ; écu constitutionnel de Louis XVI (Paris, 1792) avec les mêmes contremarques ; décime (an IX) et cinq centimes (an VIII) de l'atelier de Genève ; un *batz* d'Alexandre Berthier, prince et duc de Neuchâtel (1806).

SEANCE DU 17 OCTOBRE 1971

Présidence de M. D. NONY, président.

Le président accueille M. Jacques Yvon, conservateur au Cabinet des Médailles de la Bibliothèque nationale, qui vient d'être nommé conservateur de la Bibliothèque municipale de Bordeaux, puis fait le point sur les découvertes de monnaies dans les travaux des allées de Tourny à Bordeaux.

Présentations :

D^r COUGOUL : terre cuite de Campanie (début V^e s.) représentant un masque de silène qui est à rapprocher de certains types de monnaies grecques.

M. B. COUGOUL : deux *as* de Nîmes au buste d'Agrippa et d'Auguste (r/ Crocodile attaché par une chaîne à un palmier) qui permettent de rappeler la récente étude de M. J.-B. GIARD, *Gazette numismatique suisse*, août 1971, p. 68, qui conclut définitivement la question : les émissions de Nîmes appartiennent au seul principat d'Auguste.

M. J.-J. CABARROT : monnaies impériales romaines d'Antonin le Pieux (138-161), de Marc-Aurèle (161-169), de Lucius Verus (161-169) et de Commode (180-192).

M. J. DUGROS : monnaies coloniales des Indes, Indes françaises, Pondichéry (double fanon, fanon et deux doudous, sous Louis XV), et Indes danoises, Tranduebar (X vas de 1777, et 4 vas de 1807, sous Christian VII).

D^r Ch. LASSERRE : médailles du mariage du duc et de la duchesse de Berry (par Andrieu, bronze, 50 mm), de la maternité de la duchesse de Berry (par Depaulis, bronze, 50 mm), de la naissance du duc de Bordeaux (par Caqué, bronze, 50 mm, et par Gayrard), de l'enfance du duc de Bordeaux, en uniforme (par Dubois, en 1827).

D^r DELPRAT : monnaie-médaille de la République gabonaise :

a/ Effigie à gauche du président Pompidou. REPUBLIQUE GABONAISE.

r/ Armes du Gabon. VISITE OFFICIELLE DU PRESIDENT POMPIDOU/5 000 Fr./11 FEVRIER 1971.

Or, 32 mm, tranche cannelée (tirage à 3 000 exemplaires).

SEANCE DU 21 NOVEMBRE 1971

Présidence de M. D. NONY, président.

J.-J. Cabarrot. — Fêtes des Decennalia de Septime Sévère, à Rome (202).

Un denier de Septime Sévère (Cohen 253, R.I.C. 274), frappé en 202 avec la légende LAETITIA/TEMPORUM, représente un spectacle donné pour la commémoration des dix ans de règne de l'empereur et ainsi rapporté par l'historien grec Cassius Dion : « Tout le quartier des bêtes, dans le théâtre, fut mis en forme de navire apte à recevoir et débarquer en un instant quatre cents bêtes ; ce navire était soudainement mis en

pièces et bondissaient au dehors hommes, panthères, lions, autruches, ânes sauvages et bisons » (76-71). Sur la monnaie on reconnaît une autruche, un lion, deux tigres, un buffle, un deuxième lion (?) et un quadrupède (un éléphant ?) ainsi que quatre quadriges. Le décor et la position du navire (avec voile) rappellent la *spina* du Grand Cirque. Ce dernier était accompagné de nombreux autres aux effigies des membres de la famille sévérienne.

J. Yvon. — Quelques trouvailles de monnaies isolées.

Au témoignage de l'abbé Baurein, le 25 avril 1772, fut découverte une monnaie d'or en creusant les fondations de l'hôtel de ville à Bordeaux. Il s'agit d'un *noble* d'or d'Edouard III émis après le traité de Brétigny et avant 1369 puisque le roi ne s'y présente que comme seigneur de l'Aquitaine (et non roi de France). (Cf. les manuscrits de LABOUBÉE, *Bibl. municip.*, *Manuscrits*, n° 712, t. XVII, L, et le *Bull. Polymathique du Museum d'instruction publique de Bordeaux*, 1813, p. 217-219 et p. 253-257.)

A Saint-Savin-de-Blaye, vers 1962-1963, fut découvert un *esterlin* d'Alexandre III d'Ecosse (Seaby, 1952, n° 3027).

A Pessac-l'Alouette, entre 1940 et 1944, découverte d'un *as* de Lyon aux têtes adossées d'Auguste et d'Agrippa (revers : Proue à droite) (cf. La Tour, n° 4660).

Présentations :

M. J. DUGROS : monnaies grecques. Obole de Philippe de Macédoine, tétradrachmes d'Alexandrie (Néron, Néron et Poppée, Tranquillina, femme de Gordien III).

D^r Ch. LASSERRE : médaille d'une exposition culinaire à Bordeaux : Bronze, 40 mm.

a/ VILLE DE BORDEAUX. Les armes de la ville ornées d'une branche de chêne et de laurier.

r/ EXPOSITION CULINAIRE, et dans la moitié inférieure UNION, TRAVAIL, PROGRES, FRATERNITE. Le centre est occupé par une couronne avec DECERNEE/AMI/1888.

Elle a conservé son nœud de ruban rouge fixé à une guirlande dont les extrémités sont réunies.

D^r CASTÉRA : monnaie anglaise de 10 NEW PENCE (système décimal), de 1968.

SEANCE DU 19 DECEMBRE 1971

Présidence de M. D. NONY, président.

D. Nony. — Les monnaies du « Chameau », perdu le 26 août 1725, en Nouvelle-Ecosse (Canada).

En juillet 1725, la flûte *Le Chameau*, de 45 canons, quittait Rochefort pour le Canada, emportant 316 personnes, dont Louvigny, gouverneur de Trois-Rivières, l'intendant G. de Chazel, successeur de Bégon, et une

centaine de soldats parmi lesquels 40 jeunes recrues de la région parisienne et 40 soldats-bagnards venus de l'hôpital de Bicêtre. Après une navigation difficile, le bateau sombra sur des récifs, près du Cap-Breton, en Nouvelle-Ecosse, sur l'île Porto-Nova. Il n'y eut aucun survivant et environ 180 cadavres seulement purent être recueillis pour être inhumés. Le navire transportait 82 010 livres en espèces qui ne purent être récupérées lors d'une tentative en 1726.

En juin-septembre 1965, une fouille sous-marine ramenait des monnaies d'or et d'argent mises en vente à New York en décembre 1971 avec quelques objets dont une croix de chevalier de Saint-Louis. Il y avait 494 louis d'or de dix livres et environ 8 000 écus d'argent de six livres. Si ces derniers sont souvent trop oxydés, les louis d'or sont dans un état remarquable de conservation et permettent quelques observations intéressantes : ils ont été frappés en trois années dans vingt-quatre ateliers différents : l'année 1723 est représentée par 109 pièces, l'année 1724 par 323 et l'année 1725 par 62 seulement. Trois ateliers, proches de Rochefort, suffisent pour cette dernière année : La Rochelle (37 louis), Bordeaux (23 louis) et Limoges (2 louis). Si nous regroupons les trois années, c'est l'apport de l'atelier de Bordeaux qui se détache avec 126 louis (dont 18 pour 1723 et 85 pour 1724), suivi par La Rochelle avec 100 louis (dont 17 pour 1723 et 46 pour 1724), et, loin derrière, Bayonne avec 38 louis (dont 10 pour 1723 et 28 pour 1724), Toulouse avec 37 louis, Poitiers avec 31 louis (tous de 1724), Paris avec 25 louis (dont 18 pour 1723 et 7 pour 1724), Pau avec 20 louis, Lyon avec 18 louis (dont 10 de 1723 et 8 de 1724) et Limoges avec 15 louis (dont 13 de 1724). Les autres ateliers sont ceux de Rouen (5 louis, dont 2 de 1723 et 3 de 1724), Caen (7 louis, dont 2 de 1723 et 5 de 1724), Tours (8 louis, dont 2 de 1723 et 6 de 1724), Montpellier (11 louis), Riom (3 louis), Dijon (1 louis), Perpignan (3 louis), Orléans (4 louis), Nantes (12 louis), Troyes (1 louis), Lille (4 louis), Bourges (3 louis), Grenoble (2 louis), Aix (10 louis) et Rennes (10 louis). Cette diversité semble bien refléter, à quelques exceptions près, le volume des émissions de chaque hôtel des Monnaies (cf. le catalogue de vente des 10-11 décembre 1971, *Recovered Treasure from « Le Chameau » lost 26 august 1725, Porto-Nova Island, Kelpy Cove, Nova-Scotia, Canada*, Parke-Bernett Galleries, New York, 1971).

Présentations :

M. J.-J. CABARROT : monnaies impériales romaines de Géta (209-211), Macrin (217-218) et son fils Diaduménien, d'Elagabal (218-222) avec sa mère Iulia Soaemias et sa grand-mère Iulia Maesa.

M. J. DUGROS : trois jetons bordelais par trois graveurs bordelais :

— du marché aux bestiaux (argent, 35 mm) :

A/ MARCHE GENERAL AUX BESTIAUX DE BORDEAUX. Armes de la ville entre des épis et des grappes.

R/ CONSEIL DE SURVEILLANCE. Signature J.B.J. CONSTANT, BORDEAUX.

— des avoués au tribunal civil (argent, 35 mm) :

A/ TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX. Au centre, balance, livre de loi, main de justice.

R/ CHAMBRE DES AVOUES. Signature U. ROGUEL, BORDEAUX.

— de la vaccine (argent, 35 mm) :

A/ PROPAGATION DE LA VACCINE. Une génisse entre une branche de chêne et une de laurier.

R/ DEPARTEMENT DE LA GIRONDE. Signature MARCHAIS. F. A BORDEAUX.

D^r Ch. LASSERRE : médailles bordelaises :

— Société des Archives historiques de la Gironde (bronze, 68 mm), par Oudiné.

— Prix de l'Ecole de Notariat 1886-1887 (vermeil, 45 mm), par Desaide.

— Jeton des notaires de l'arrondissement de Bordeaux (argent, octogonal, 33 mm), par Tiolier.

ABREVIATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

B.M.C. — *Catalogue of Greck Coins in the British Museum*, Londres 1873-1927 (réimprimé en 1963 à Bologne), 29 volumes. L'une des plus importantes collections du monde, mais cette publication n'intéresse que l'Italie et tout le bassin oriental de la Méditerranée (Moyen-Orient et Cyrénaïque inclus).

Cohen. — Henri COHEN, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain*, 2^e édition, 8 vol., Paris, 1880-1892 (réimprimé en 1956 à Graz); cet ouvrage traditionnel est souvent remplacé par H. MATTINGLY et E. SYDENHAM, *The Roman imperial Coinage*, Londres, 1923-1967, 11 volumes parus, presque achevé (abrégé en R.I.C.) et par *Coins of the Roman Empire in the British Museum* (par H. MATTINGLY, R.A.G. CARSON, etc.), 6 volumes, jusqu'en 238 ap. J.-C. (abrégé également en B.M.C. ou B.M.C. Emp.).

Craig. — W.-D. CRAIG, *Coins of the World*, U.S.A., 1966.

Hoffmann. — H. HOFFMANN, *Les Monnaies royales de France depuis Hugues Capet jusqu'à Louis XVI*, Paris, 1878 (remplacé en partie par J. LAFaurie, *Les Monnaies des rois de France, Hugues Capet à Louis XII*, Paris-Bâle, 1951, et J. LAFaurie et P. PRIEUR, *Les Monnaies des rois de France, François I^{er} à Henri IV*, Paris, 1956).

La Tour. — Henri de LA TOUR, *Atlas des monnaies gauloises*, Paris, 1892 (réimprimé à Londres en 1965), recueil de 55 planches, dessins au trait.

Sabatier. — J. SABATIER, *Description générale des monnaies byzantines*, 2 vol., Paris, 1862 (réimprimé à Graz en 1955).

Schroeder. — Albert SCHROEDER, *Dai Nam Hoa Te Do Luc, Annam. Etudes numismatiques*, 2 vol., Paris, 1905.

V.G. — Victor GUILLoteau, *Monnaies françaises, Colonies 1670-1942, Métropole 1774-1942*, Versailles, 1942.

(Philip GRIERSON, *Bibliographie numismatique*, Bruxelles, 1966, 235 p., constitue actuellement le meilleur guide; le collectionneur débutant utilisera avec profit O.-P. WENGER, *Les Monnaies*, Petit Atlas Payot, Lausanne.)

LE MEDAILLER DE LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE BORDEAUX

par Michel PASTOUREAU

Le médaillier de la Bibliothèque municipale de Bordeaux est un médaillier important, à la fois par la quantité (environ 25 000 pièces) et la qualité des documents qu'il renferme (monnaies aquitaines par exemple). Parmi les médailliers de province, on peut considérer qu'il se situe en cinquième ou sixième position, après ceux de Lille, Dijon, Lyon, Strasbourg et peut-être Marseille. A Bordeaux, au reste, la numismatique tient une grande place dans la vie savante puisque, outre le médaillier de la bibliothèque, qui est la propriété de la municipalité, la Société archéologique de Bordeaux possède une importante collection de monnaies et abrite une très vivante section numismatique, le Cercle Bertrand-Andrieu.

I. — Histoire des collections composant le médaillier municipal.

La constitution des fonds composant le médaillier municipal s'est faite en totalité à l'extérieur de la Bibliothèque puisque ce n'est qu'en 1959 qu'il est venu y prendre place, alors que dès 1911 il avait revêtu les structures que nous lui connaissons aujourd'hui. Il se compose de cinq collections principales, auxquelles se sont jointes, de temps à autre, des séries limitées et quelques pièces isolées résultant de trouvailles locales, de dons (surtout des médailles) et parfois d'achats.

Il convient d'étudier d'abord séparément chacune de ces grandes collections, et ensuite de retracer l'histoire du médaillier municipal depuis le moment où il acquit la dernière d'entre elles, en 1911, jusqu'à aujourd'hui.

1. LE FONDS GÉNÉRAL ORIGINEL.

L'histoire du fonds général, qui n'a jamais été faite, reste très mal connue et son origine demeure pour nous tout à fait obscure. Il semble que le médaillier municipal que l'on trouve vers les premières années de la III^e République au musée d'Armes et d'objets

anciens¹ soit issu de la fusion de deux séries numismatiques différentes, l'une provenant des Archives municipales, l'autre du musée des Antiques.

La première, composée essentiellement de médailles frappées à Bordeaux, de jetons concernant l'histoire de la Guyenne et de poids anciens des villes du midi de la France, apparaît aux Archives municipales dès la fin du XVII^e siècle et y restera jusqu'au second Empire.

La seconde tient probablement son origine dans le dépôt d'Antiques créé en 1781 par l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, dépôt acquis par la ville en 1803 et qui devint en 1810 le Cabinet d'antiques, dont l'administration était confiée au conservateur de la Bibliothèque municipale, puis en 1845 le musée des Antiques, confié à un directeur spécial qui prit le titre de « Conservateur du musée des Antiques et du Cabinet des médailles² ». Elle était constituée d'un fonds général, d'origine inconnue, qui avait été augmenté par quelques-unes des nombreuses trouvailles faites dans le département de la Gironde depuis la fin du XVIII^e siècle³.

Entre 1865 et 1867, lorsque le musée des Antiques devint musée Lapidaire, ses collections numismatiques furent transférées à l'hôtel Fieffé où elles rejoignirent celles des Archives municipales qui avaient quitté l'hôtel de ville après l'incendie de 1862⁴. En 1870, lorsque les Archives se réinstallèrent dans le pavillon nord-ouest de l'hôtel de ville, les deux séries furent transférées au musée d'Armes et d'objets anciens où elles formèrent le « médaillier municipal ».

Celui-ci s'accrut dans d'importantes proportions, à la fois en quantité et en qualité, grâce aux trésors monétaires découverts à la fin du siècle, parmi lesquels les plus remarquables furent ceux de Margaux, trouvé en 1884⁵, de Preignac, trouvé en 1887⁶, de Tayac,

1. *Bordeaux, aperçu historique...*, publié par la municipalité bordelaise, Paris, Bordeaux, 1892, t. III, p. 347.

2. *Ibid.*, t. III, p. 343.

3. La liste des trésors de monnaies romaines découverts en Gironde a été donnée par M. Daniel Nony : « Le trésor d'Escoussans et les trésors de monnaies romaines en Gironde », dans la *Revue numismatique*, 1961, p. 91-107. Un supplément y a été ajouté en 1968 : D. Nony : « Les trésors de monnaies romaines en Gironde », dans *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. LXIV, *Cercle Bertrand-Andrieu, années 1959-1967*, 1968, p. 239-242. Dans cette même livraison, M. J. BÉRAUD-SUDREAU a donné une brève liste des trouvailles de monnaies isolées à Bordeaux et dans le département de la Gironde (p. 243-245).

M. J. LAFAURIE a dressé un « Catalogue des trésors et monnaies isolées du V^e au VII^e siècle trouvés dans le département de la Gironde », dans *Histoire de Bordeaux*, t. II, p. 309-325.

4. *Bordeaux, aperçu historique...*, t. I, p. 157 et 158, et t. III, p. 343 et 344.

5. Dépôt de 345 monnaies romaines de bronze dont l'enfouissement pourrait se situer vers 313.

Voir CABARROT (J.-J.) et NONY (D.), « Le trésor de folles de Margaux (Gironde) », dans *Revue numismatique*, t. VIII, 1966, p. 199-240 et pl. XX-XXVII.

6. Dépôt de près de 500 antoniniani, dont le catalogue a été dressé par C. de MENSIGNAC dans le *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. XV, 1890, p. 57-94.

trouvé en 1893⁷, et de Naujac, trouvé en 1895⁸. En 1893, ce médaillier fut transféré au musée de peinture et de sculpture (devenu plus tard le musée des Beaux-Arts), et une commission municipale, dirigée par Camille Jullian, Emile Lalanne et Camille de Mensignac, fut chargée d'en établir un classement⁹. Celui-ci, retardé par l'acquisition du trésor de Naujac, ne fut définitivement achevé qu'en 1896.

A cette époque, les différentes séries composant le médaillier municipal étaient les suivantes : monnaies gauloises, romaines, féodales françaises, royales françaises (987-1789), françaises de la Révolution et du XIX^e siècle, étrangères, médailles et jetons bordelais, médailles de pèlerinage du sud-ouest de la France, poids des villes de Guyenne et de Languedoc. En tout environ 5 000 pièces et 200 poids, de qualité très inégale, mais formant une suite suffisamment importante pour inciter les collectionneurs locaux à léguer leurs propres collections au médaillier municipal. C'est effectivement ce qui se produisit entre cette date et la Première Guerre mondiale.

2. LA COLLECTION BONIE.

Edouard Bonie, (1818-1894), magistrat puis conseiller à la cour d'appel de Bordeaux (1874-1890), avait poussé le goût des collections jusqu'à un point quasi pathologique ; grand voyageur que tout intéressait, il collectionnait les objets les plus divers et avait transformé son hôtel bordelais en un véritable musée où les séries numismatiques (environ 600 pièces) occupaient une place non négligeable. A sa mort, en 1894, il légua ses collections à la ville de Bordeaux qui fit de son hôtel le « musée Bonie », d'où les monnaies furent soustraites pour être jointes au médaillier municipal¹⁰.

3. LA COLLECTION LALANNE.

Emile Lalanne (1831-1909) était un véritable collectionneur humaniste ; archéologue, philatéliste, bibliophile, il était aussi numismate

7. Trésor gaulois composé de 325 statères d'or, qui pendant longtemps fut conservé au musée d'Art ancien (rue Bouffard) et non pas au musée des Beaux-Arts avec le reste du médaillier.

Voir BLANCHET (A) : « Une nouvelle théorie relative à l'expédition des Cimbres en Gaule. Examen et réfutation », dans *Revue des études anciennes*, t. XII, 1910, p. 21-46 ; KELLNER (H.-J.) : « Der Fund von Tayac, ein Zeugnis des Cimbernzuges ? », *Jahrbuch für Numismatik und Geldgeschichte*, 1970, p. 13 et suiv. ; « Trésor monétaire de Tayac », dans *Bordeaux, 2 000 ans d'histoire ; catalogue de l'exposition 1971*, p. 25-27.

8. Dépôt composé d'environ 200 grands bronzes. Catalogue dressé par C. de MENSIGNAC dans *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. XXI, 1896, p. 45-64.

9. Cf. *infra*, § 3.

10. Voir P. COURTEAULT, *Le Musée Bonie*, Bordeaux, 1930, in-8, 32 p.

et avait rassemblé une collection qui, vers 1900, date à laquelle elle a cessé, semble-t-il, d'être augmentée, était la plus riche et la plus complète de la France méridionale¹¹.

A sa mort, en 1909, sa femme devint héritière de la collection, mais, alors que sa famille lui conseillait de la vendre, elle s'en dessaisit généreusement deux ans plus tard au profit de la ville de Bordeaux¹².

La collection d'Emile Lalanne comprenait environ 9 000 monnaies (gauloises, grecques, romaines consulaires, romaines impériales, byzantines, mérovingiennes, carolingiennes, féodales françaises, aquitaines, royales françaises, étrangères médiévales et modernes, orientales); 2 000 médailles et jetons (pour le tiers, au moins, bordelais), 80 poids de villes de Guyenne et Languedoc, 800 assignats et papiers monnaies français et étrangers¹³, auxquels il convient d'ajouter quelques sceaux, bulles et cachets, et une certaine quantité de poids monétaires, déners et fiertons.

Son acquisition par le médaillier municipal en 1911 fit de lui l'un des plus importants médailliers de province et justifia parfaitement que l'une des grandes salles du musée de peinture et de sculpture lui fût entièrement consacrée¹⁴.

4. LA COLLECTION EVRARD DE FAYOLLE.

Pharmacien philanthrope, archéologue et numismate, s'intéressant de très près à l'histoire du Sud-Ouest de la France, Alexis-Philippe-Edouard Evrard de Fayolle (1862-1913) avait réuni une très belle collection de médailles et jetons bordelais (environ 500 pièces, dont certaines d'une grande valeur), une autre de médailles frappées en l'honneur du duc de Bordeaux, Henri V (400 types différents), et une série de monnaies aquitaines du VIII^e au XV^e siècle. Il en fit don

11. Directeur des poids et mesures de la ville de Bordeaux (1872-1892), Emile Lalanne était l'un des savants les plus renommés de cette ville. Membre assidu de la Société archéologique de Bordeaux et de la Société des Archives historiques de la Gironde, il était aussi membre de la Société française de numismatique et collaborateur de la *Revue numismatique*. Il a peu écrit, mais le catalogue sur fiches de sa collection, conservé à la Bibliothèque municipale, témoigne d'une haute érudition et d'une authentique rigueur scientifique.

Voir la notice archéologique que lui a consacrée A. BLANCHET dans la *Revue numismatique*, 4^e s., t. XIII, 1909, p. 520-521, et celle parue dans la *Revue belge de numismatique*, 1911, p. 418-419.

12. Sur ce don, voir la *Revue historique de Bordeaux*, 1910, p. 136.

13. Cette collection d'assignats et de papiers monnaies se trouve maintenant aux Archives municipales. Voir *Revue historique de Bordeaux*, 1934, p. 233.

14. Emile Lalanne n'avait pas légué son médaillier à la ville mais il semble bien qu'il avait prié sa femme de le faire à plus ou moins longue échéance, en posant comme ferme condition que ses collections soient exposées et facilement accessibles à tous. Son vœu fut en grande partie respecté après la réorganisation du médaillier en 1936.

en 1911 au musée des Antiques qui les transféra, après la Première Guerre mondiale semble-t-il, au médaillier municipal¹⁵.

5. LA COLLECTION DE MONNAIES ROMAINES.

Il se trouve parmi les collections constituant le médaillier municipal une collection de monnaies romaines d'origine tout à fait inconnue. Elle est distincte du fonds général, dans lequel elle n'a jamais été refondue, mais semble l'avoir rejoint de très bonne heure pour former le point de départ des collections numismatiques de la ville de Bordeaux.

Cette collection est classée selon les usages habituels, mais chacune des 1 637 pièces (107 consulaires et 1 530 impériales) est placée, non pas dans l'alvéole d'un plateau, mais sur une petite planchette de bois dans laquelle a été creusé un trou au module de la pièce. Une étiquette identifie l'effigie et donne une date d'émission approximative; sur certaines planchettes figure la mention : « *Don de M. Arnozan père* »¹⁶. Nous n'avons pas été en mesure de déterminer à quelle date et par quels moyens cette collection est devenue la propriété de la ville¹⁷.

6. HISTOIRE DU MÉDAILLIER MUNICIPAL DEPUIS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le médaillier municipal, grâce à l'acquisition des collections Lalanne et Evrard de Fayolle, avait atteint une telle richesse qu'il était devenu nécessaire de le reclasser et de lui donner de nouvelles installations à l'intérieur du musée des Beaux-Arts. La municipalité fut longue à comprendre l'intérêt immense que présentait ce médaillier, puisque ce n'est qu'en 1935, grâce au crédit qu'avait Paul Courteault, conservateur du musée, auprès du maire de Bordeaux, Adrien Marquet, que furent décidés ce reclassement et cette réinstallation.

Le classement fut effectué par M^{lles} Dalby, Chauvreau et Dubos, sous la direction de Paul Courteault; Paul Burguburu classa les

15. Membre de presque toutes les sociétés savantes bordelaises, Evrard de Fayolle était aussi correspondant de la Société française de numismatique; il a laissé plusieurs ouvrages, parmi lesquels il faut surtout retenir : *Histoire numismatique de la Chambre de commerce de Bordeaux (1705-1898)*, Bordeaux, 1900, in-4°, 250 p., et *Recherches sur Bertrand Andrieu de Bordeaux (1761-1828), sa vie, son œuvre*, Chalons-sur-Saône, 1902, in-4°, XII-239 p.

Sur le don de ses collections aux différents musées de Bordeaux, voir *Revue historique de Bordeaux*, 1911, p. 63.

16. Peut-être Alfred Arnozan (v. 1820-1890), père de Gabriel Arnozan (1849-1908), président de la Société de pharmacie de Bordeaux, et de Xavier Arnozan (1852-1928), illustre professeur à la Faculté de médecine de Bordeaux.

17. M. D. Nony pense qu'il pourrait s'agir des plus belles monnaies romaines du fonds général qui en auraient été retirées de très bonne heure pour former une série particulière.

poids anciens des villes du Midi et en dressa un catalogue qui reste aujourd'hui un des modèles du genre¹⁸. Le médaillier fut installé dans trois salles du premier étage de l'aile nord du musée, et l'inauguration eut lieu le 7 mars 1936¹⁹.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Société archéologique de Bordeaux, qui jusqu'à présent n'avait compté parmi ses membres que peu de numismates, se trouva, par le hasard de la vie, en réunir un nombre suffisamment élevé pour justifier, en 1947, la création en son sein d'une section de numismatique ; c'était le début d'un renouveau certain de la numismatique bordelaise²⁰.

La section devint en 1952 le Cercle Bertrand-Andrieu, et celui-ci, même s'il possédait au sein de la Société archéologique ses propres collections de monnaies et médailles, s'intéressa de très près au médaillier municipal du musée des Beaux-Arts. A juste titre l'on jugea, d'une part, que les locaux qui lui étaient attribués ne permettaient pas de mettre en valeur les richesses très grandes de ses collections, d'autre part, que sa présence au musée interdisait, sauf exception, la communication de celles-ci aux spécialistes qui désiraient les consulter. L'on proposa son transfert à la Bibliothèque municipale qui offrait le double avantage de posséder sur ses rayons un choix important d'ouvrages de numismatique et d'avoir pour rôle essentiel de communiquer des documents. M. L. Desgraves, alors conservateur en chef de la Bibliothèque municipale, fut tout à fait favorable à ce projet que la municipalité adopta en 1956.

L'on décida la fabrication de meubles spécialement conçus pour recevoir les documents monétiformes, et leur installation dans une pièce de la Bibliothèque réservée à la seule numismatique. Cette installation, supervisée par M. L. Desgraves et M. R. Vaultier, attaché au Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale, prit un certain temps, et ce n'est qu'en juillet 1959 que les collections purent être transférées du musée à la Bibliothèque²¹.

Le reclassement devenu nécessaire fut effectué en liaison avec le Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale par M^{lle} C. Boutteaux et M. Bosc, et l'inauguration du médaillier eut lieu le 28 mai 1960 en présence de nombreuses personnalités, parmi lesquelles M. Julien Cain et M. Jacques Chaban-Delmas. Dès le mois suivant il put être ouvert au public, d'abord un après-midi par semaine, puis trois, et aujourd'hui aux mêmes jours et aux mêmes heures que la Bibliothèque elle-même²².

18. *Catalogue des poids anciens du médaillier municipal et de la collection Emile Lalanne*, Bordeaux, 1936, in-8, 66 p.

19. Voir *Revue historique de Bordeaux*, 1936, p. 103.

20. *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux*, t. LX, Cercle Bertrand-Andrieu, années 1947-1958, Bordeaux, 1960, p. 5-11.

21. Les monnaies d'or ne furent transférées du coffre de la Trésorerie principale de Bordeaux à la Bibliothèque que le 4 avril 1960 ; voir *Cercle Bertrand-Andrieu*, années 1959-1968, p. 9, 13, 19.

22. Tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 à 18 h, sauf le lundi matin.

II. — Etat actuel des collections composant le médaillier municipal.

1. APERÇU GÉNÉRAL.

Il est d'usage d'évaluer à 25 000 le nombre des documents monétiformes que conserve le médaillier de Bordeaux, et parmi ceux-ci de dénombrer 20 000 monnaies²³. Les calculs relativement précis que nous avons effectués confirment ces chiffres, mais il convient d'y apporter deux compléments très importants : d'une part, les 20 000 monnaies se réduisent en fait à 15 000, car le médaillier renferme environ 5 000 mauvaises pièces (pour la plupart romaines impériales et royales françaises de la première moitié du XVII^e siècle), dont l'état de conservation est tout à fait mauvais, et qui n'ont pas été classées avec les autres pièces, mais laissées pêle-mêle dans des boîtes métalliques rangées dans le tiroir inférieur de deux des six meubles²⁴. Parmi ces mauvaises pièces, certains types se rencontrent en plusieurs centaines d'exemplaires ; par exemple, un *antoninianus* de bronze à l'effigie de Postume, frappé vers 260-265 dans l'atelier monétaire de Cologne, ou bien une pièce de billon émise en 1642.

D'autre part, l'on relève, parmi les pièces classées dans les médailliers, un très grand nombre de pièces en deux, trois, dix et même trente exemplaires, et c'est aux environs de 4 000 à 5 000 que l'on doit chiffrer le nombre des variétés représentées.

D'une manière générale, le médaillier de Bordeaux est assez complet puisqu'il conserve des monnaies de toutes les époques et de tous les pays. Toutefois, il ne faut pas cacher qu'il existe un grand déséquilibre, au reste parfaitement naturel, entre les différentes séries numismatiques : c'est en monnaies romaines impériales (fonds général, coll. Lalanne, coll. d'origine inconnue) et en monnaies aquitaines (coll. Lalanne, coll. de Fayolle) que le médaillier est le plus riche. Il est par contre relativement pauvre en monnaies grecques, byzantines et médiévales autres que françaises et anglaises. Il faut en effet signaler que parmi les nombreuses monnaies étrangères, mises à part une cinquantaine de belles monnaies espagnoles et portugaises du XVI^e siècle (coll. Lalanne, fonds général), très peu sont antérieures au début du XIX^e siècle ; il en est de même des monnaies orientales et extrême-orientales. Enfin, en raison de l'histoire même

23. Voir par exemple l'article consacré à l'inauguration du médaillier paru dans le numéro de *Sud-Ouest* du samedi 28 mai 1960, et le rapport dactylographié de Pierre d'Espézel après sa visite du médaillier de Bordeaux en mai 1938.

24. Les meubles n^{os} 1 et 5. Malgré leur mauvais état de conservation, il serait souhaitable que ces pièces ne soient pas laissées pêle-mêle, mais au moins disposées, ne serait-ce que grossièrement, sur des plateaux que la Bibliothèque possède en surnombre.

UN PETIT TRESOR DU III^e SIECLE ap. J.-C. TROUVE A BORDEAUX (RIVE DROITE)

par Claude BRENOT

Vers 1952-1954, les ouvriers qui travaillaient à la construction des grands immeubles du lotissement de la Benauges, à Bordeaux, sur la rive droite de la Garonne, vinrent apporter à M. J. Deprez, membre de la Société archéologique de Bordeaux, qui habitait à proximité, un petit lot de monnaies romaines qui auraient été trouvées lors des travaux de terrassement dans une région, au pied des coteaux, où des vestiges romains n'ont jamais, à notre connaissance, été signalés, mais où le sol est peu propice à la construction ; une voie romaine passait vraisemblablement dans le voisinage. M. Deprez fit l'acquisition de ce lot, car il contenait une monnaie à l'effigie de Marius, et plaça également dans sa collection trois imitations barbares de Tetricus de petit module. Les autres monnaies firent l'objet de cadeaux et c'est ainsi que M. Daniel Nony reçut toutes celles qui restaient, au nombre de vingt-quatre. A l'origine, le lot soumis à M. Deprez comprenait moins de cinquante monnaies, vraisemblablement trente-cinq environ. La collection de M. Deprez ayant été dispersée, seules restent les vingt-quatre monnaies données à M. Nony, mais, à l'exception de l'antoninien à l'effigie de Marius (du type R.I.C. 17), ce petit dépôt semble avoir été constitué exclusivement d'imitations barbares de Tetricus¹.

Parmi les vingt-quatre monnaies soumises à notre examen, toutes de fabrication « locale », une seule (n° 18) retient l'attention : il s'agit d'une imitation hybride de Gallien et de Tetricus ; le revers laisse deviner une Victoire tenant une couronne au-dessus d'un aigle très déformé dont les ailes sont réduites à deux boucles. On reconnaît en ce type la reproduction sommaire d'une monnaie de Milan, émise en 261-262 dans la série des légions avec la légende LEG V MAC VII P VIIF. A part le n° 13, de style un peu différent (en particulier dans la facture des lettres), l'ensemble du lot est d'aspect très homogène. Les flans eux-mêmes paraissent de même venue, de 12 mm à 15 mm

1. Daniel NONY, « Le trésor d'Escoussans et les trésors de monnaies romaines en Gironde », dans *Revue numismatique*, 1961, p. 108, n° 8. Ce trésor est conservé désormais au médaillier de la Bibliothèque municipale de Bordeaux.

de diamètre, pesant entre 0,56 g et 1,72 g pour un poids moyen de 1,05 g.

En l'absence de toute monnaie officielle postérieure à Tétricus, la date d'enfouissement ne peut être que vaguement située après 275. Aussi bien l'intérêt de ce modeste document qui nous est parvenu incomplet est beaucoup plus lié à la position géographique de son enfouissement qu'à la date de celui-ci et qu'au détail de son contenu. En effet, en l'état actuel des publications de dépôts monétaires, les imitations de Tétricus, nombreuses dans les trésors situés au nord de la Loire, sont rares dans ceux situés au sud de ce fleuve. Cela n'exclut évidemment pas que des ateliers locaux aient fonctionné en deçà de cette limite. Les fouilles de Limoges ont dernièrement rendu au jour un groupe de 27 imitations dont 23 de mêmes coins de droit et de revers, ce qui laisse conjecturer leur lieu de fabrication dans l'immédiat voisinage de leur lieu d'enfouissement².

Le dépôt de Bordeaux, rive droite, ne comporte aucune pièce des mêmes coins et nous n'avons relevé aucune liaison avec quelque autre trésor. Mais, si modeste soit-il, il présente néanmoins l'intérêt d'être un jalon de plus sur la carte de la circulation de ces imitations du III^e siècle³.

TRESOR DE BORDEAUX

Imitations locales

A

R/ au type de *Pax aug.* *Pax* à g. tenant de la main droite un rameau d'olivier et de la gauche un sceptre.

		Poids en g	Diam. en mm
<i>Tétricus père</i>			
1	ETRICVS.... Tête barbue radié à dr.	0,89	14
2	ETRICVS.... Même tête; décentrée à dr.	0,64	13
3	RICVS AVG. Même tête; décentrée à g.	1,26	14
4 P	SAV Buste radié drapé, barbu à dr.	1,25	13
5	CVS PF AV.... Même buste	1,01	12

Tétricus fils

6	Légende hors du flan. Buste radié, drapé, imberbe à dr.	1,34	14
---	---	------	----

2. Sylvie de ROQUEFEUIL, « Monnaies romaines provenant de Limoges (Haute-Vienne) », dans le *Bulletin de la Soc. française de numismatique*, n° 8, octobre 1971, p. 100.

3. Sur la circulation de ces imitations au nord de la Loire, on consultera désormais l'étude de Jacqueline LALLEMAND et Marcel THIRION, *Le Trésor de Saint-Mard I*, Wetteren, 1970, 263 p., 53 pl.

B

R/ au type de *Salus aug.* *Salus* à g. tenant un sceptre et nourrissant un serpent enroulé autour d'un autel.

Tétricus père

7	CVS PF AVG Tête barbue radiée à dr.	0,78	15
8	I - III Même tête	0,65	13
R/	<i>Salus</i> tient un gouvernail et non un sceptre.		
9	ACIC Tête barbue radiée à dr.	0,87	13

C

R/ au type de *Spes aug.* *Spes* tenant une fleur et relevant le bord de sa jupe.

Tétricus père

10 /AG VT	Buste barbue, radié cuirassé à dr.	1,11	12
11	RIO Tête barbue, radiée à dr.	0,92	13

Tétricus fils

12	Légende hors du flan. Tête imberbe radiée à dr.	1,37	14
----	---	------	----

D

R/ au type de *Hilaritas aug.* *Hilaritas* à g. tenant une palme et une corne d'abondance.

Tétricus père

13 IMP TETRI	Tête barbue radiée à dr.	0,72	15
14 TETRICVS PF	Même tête	0,56	13
15 TETRICVS PF	Même tête	1,24	14
16 ICVS	Même tête	1,32	13

E

R/ au type de *Leaetitia aug.* *Leaetitia* à g. tenant une couronne et un sceptre.

Tétricus père

17	RICVS AVG Buste barbu radié cuirassé à dr.	1,09	14
----------	--	------	----

F

Revers imités d'autres empereurs et revers de type hybride.

Tétricus père

18	Légende hors du flan. Tête barbue radiée à dr.	0,89	12
----	--	------	----

R/ imité du revers de Gallien frappé à Milan : LEG V MAC
VII P VII F (RIC. 345). La Victoire à dr. tenant une
couronne, à ses pieds un aigle.

19. ICVS P Tête barbue radiée à dr. 0,80 15

R/ au type de *Sol* à dr. levant la main g. *Aeternitas* (?) *Oriens* (?).

20. A II Buste barbu radié à dr. 0,98 13

R/ III ... CC. Figure à g. tenant un rameau de la main dr.
et un gouvernail de la g.

21. Légende hors du flan. Tête barbue radiée à dr. 1,67 13

.... VGG Figure indéterminée à g.

22. Sans légende. Tête barbue radiée à dr. 0,57 12

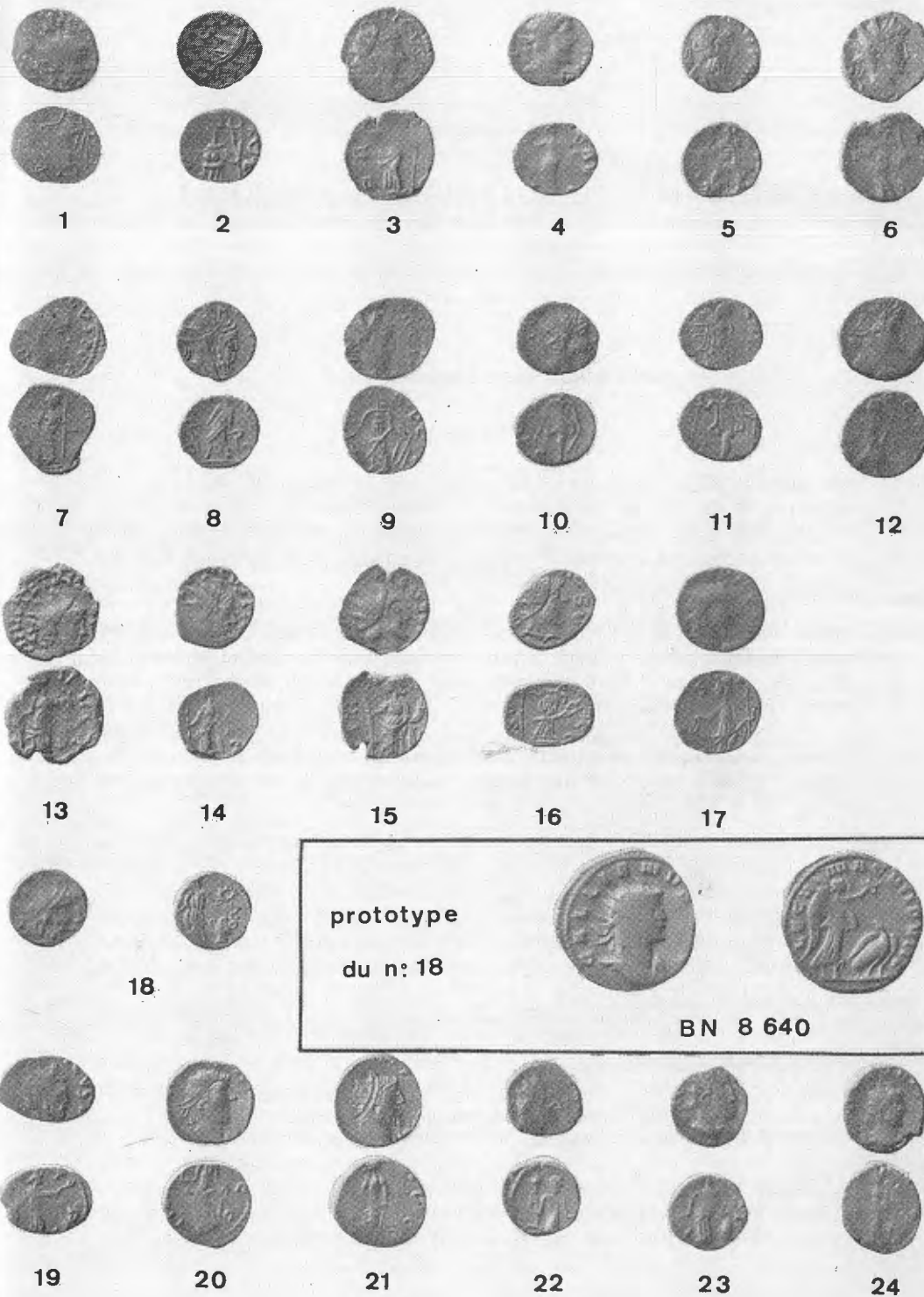
R/ sans légende. Figure de face tête à dr. tenant une haste
de la main dr.

23. Sans légende. Tête barbue radiée à dr. 0,92 12

R/ *Salus* ou *Pietas* mais l'autel à dr., la figure à g. lui
tourne donc le dos.

24. IMP. TETRICVS Buste barbu radié à dr. 1,40 12

R/ indéterminé figure à g.



LA MONNAIE DE BORDEAUX DE 1774 A 1795

par Joseph DUCASSE

I. — La Monnaie sous Louis XVI.

1. HÔTEL ET PERSONNEL.

Lors de l'avènement de Louis XVI, en mars 1774, l'hôtel de la Monnaie était encore celui construit sur un terrain de la paroisse Sainte-Croix, en 1759, d'ordre d'Aubert de Tourny. Les réparations étaient toujours à la charge du maître. Il subsistera jusque sous le Consulat.

Le personnel était encore régi par les anciennes institutions, et les offices partagés en deux catégories : ceux de la Cour et ceux de la Fabrication. Mais ils furent supprimés en 1790 et 1791 ; leurs titulaires furent alors remplacés par de nouveaux cadres, n'ayant plus que la qualité et les attributions de simples fonctionnaires.

Du début du règne de Louis XVI jusqu'à la suppression de ces divers offices, ils se présentent comme suit :

Membres de la Cour :

Général provincial subsidiaire : Suire (?) qui céda son office entre 1772 et 1779 à Garnung de Lalande, son dernier possesseur. Celui-ci habitait cours Sainte-Eulalie. Comme son rôle en était arrivé à ne servir que d'intermédiaire entre Paris et les juges de Bordeaux, il ne venait presque jamais à la Monnaie. Il ne sera, du reste, jamais question de lui.

Juges-gardes : Pelligneau Antoine, depuis 1749, et Princeteau Pierre, depuis 1756. Ils seront eux aussi les derniers possesseurs de leurs titres.

Procureur : Monlun Guillaume, depuis le 15 juillet 1754. Après son décès, sa veuve céda l'office, le 21 février 1777, à David Herbert, dernier bénéficiaire.

Greffier : Mestre Pierre, depuis le 5 août 1771. Lors du décès du précédent titulaire, il avait dû « lever » l'office, aux parties casuelles, pour la somme de 450 livres. Il le revendit en 1781, pour

2 000 livres, à M^e Rideau, notaire à Bordeaux, qui le destinait à son fils Jean-Baptiste Rideau ; mais M^e Rideau trouva à le revendre, en 1785, pour 6 000 livres, à un sieur Marraquier. Celui-ci le revendit en 1787 à Jean-Robert Louvet qui ne put en profiter que pendant trois ans.

Contrôleur contre-garde : Rivière Pierre, depuis 1748, jusqu'au 10 avril 1778, date de la cession de son office à Laurent-Bruno Lhoste. En 1788, Lhoste, étant devenu maître de la Monnaie, dut s'en défaire. Il le transféra, par suite, à un certain Dartigue, qui ne le garda que quelques semaines, et s'en démit ; il fut remplacé par Guillaume-Dominique Duthil qui le conserva jusqu'à sa suppression.

Membres de la Fabrication :

Maîtres directeurs particuliers : Gallant Antoine, neveu et successeur de Blaise Jeandreau, qui resta en fonction jusqu'au 19 octobre 1780, date de la cession de son office à Antoine Dutemple. Celui-ci le revendit à Laurent-Bruno Lhoste, son contrôleur contre-garde, le 10 octobre 1788. Ce fut surtout ce dernier qui, malgré toutes les vicissitudes de la Révolution, restera à son poste jusqu'au début de l'an XIII.

Essayeur : Haubet, depuis 1755. Il abandonnera son emploi lors de la suppression de son office ou, au plus tard, lors de la fermeture de l'atelier en l'an II.

Graveurs : Moulinier, acquéreur en 1758 de l'office de Jacques Petit. Après avoir pris un assistant du nom de David, il céda son office à Antoine-François Charpentier, qui resta à son poste jusque sous le Directoire.

Balancier : Antoine Fournel. Vers 1788, apparut à la Monnaie un personnage bien inattendu, le balancier Fournel. On ne connaît rien ni de son origine ni du lieu de son apprentissage. Jusque-là, aucun texte, aucune indication ne mentionnait la présence d'un balancier dans un hôtel de province, en dehors de celui de Lyon, seul centre provincial de fabrique de balances de changeurs et de poids monétaires. Ce fut donc, en l'espèce, une création locale de la dernière heure, puisque, commis juré auprès de la Cour de la Monnaie de Bordeaux, il sera lui-même atteint en 1790 par la suppression de cette Cour et de tout ce qui dépendait d'elle. On le retrouvera donc installé en ville comme simple commerçant. Il est vrai qu'en raison de sa spécialité, il restera cependant en liaison étroite avec la nouvelle administration monétaire.

Pour les maîtres de la Monnaie, qu'il suffise d'abord de rappeler qu'au cours de sa maîtrise, Blaise Jeandreau s'était adjoint son neveu, Antoine Gallant, qui lui succéda et vendit l'office à Antoine Dutemple, le 19 octobre 1780, pour la somme de 22 000 livres.

Antoine Dutemple était né le 22 mai 1741. Il était fils — unique — d'un maître sellier de Bordeaux qui abandonna sa famille en 1748 pour aller chercher fortune aux Antilles. Sa mère, restée seule, plaça

son fils en apprentissage chez un orfèvre de Bordeaux, Pierre Sicard. Plus tard, cet apprenti passa compagnon, puis maître dans la corporation. Finalement, il se maria, en 1771, avec Victoire Lalanne, fille d'un autre orfèvre de la ville. Entré à la Monnaie en 1780, il n'y resta que huit ans ; mais il y a lieu de croire que la profession était devenue particulièrement rentable, puisque quelques mois après avoir quitté la Monnaie, on le retrouve seigneur du château de la Roquetaillade, et mariant ses deux filles à des notabilités bordelaises, après leur avoir reconnu à chacune une dot de 800 000 livres. Un tel enrichissement laisse comprendre qu'entre les anciennes et les nouvelles maîtrises, il y avait donc eu de sérieux changements. Cette hypothèse va d'ailleurs se trouver confirmée, d'abord par le prix auquel il vendit son office à son contrôleur, L.-B. Lhoste, comme aussi par les incidents qui éclatèrent à la Monnaie au cours de la maîtrise de ce dernier.

Laurent-Bruno Lhoste était né le 5 octobre 1740, issu d'une famille de marchands bordelais. Possédant une solide instruction, intelligent, actif et bon diplomate, il fut peut-être aussi un peu trop ambitieux. Quoi qu'il en soit, il commença par acheter en 1778, l'office de contrôleur contre-garde tenu jusque-là par Pierre Rivière. Mais n'ayant pas les fonds nécessaires, il emprunta 20 000 livres à un changeur de Bordeaux, Louis Pourin, héritier d'Antoine Gallant. A cette époque, la maîtrise appartenait à Antoine Dutemple qui la lui céda le 10 octobre 1788 pour la somme de 210 000 livres, somme énorme puisque la finance de cet office n'avait été évaluée en 1755 que 22 000 livres. Cette fois encore, pour payer cette somme, Lhoste fut encore obligé d'emprunter, et ses prêteurs furent au nombre de cinq, soit :

son beau-frère, Jean-Joseph Arvengas	pour	57 000 livres
l'essayeur de la Monnaie, Haubet		30 000 —
le bureau de change Rodrigues & Fils		25 000 —
La Sté Segré, Carcassonne et Norzy		87 000 —
et enfin Dutemple lui-même en un billet à dix-huit mois		10 000 —
Ensemble		204 000 —

Lhoste n'avait donc pu payer que 6 000 livres environ. Certes, la somme était importante, et l'on peut paraître étonné de l'étrange facilité avec laquelle elle avait été obtenue, sans autre garantie que les futurs profits tirés du monnayage. Il est vrai que Lhoste, formé par dix années de présence à la Monnaie, avait pu se rendre compte des bénéfices qu'il espérait bien pouvoir réaliser.

2. LA FABRICATION JUSQU'EN 1786.

A la suite de la faillite du système de Law, la circulation monétaire ne put redevenir normale, en France, qu'à partir de l'édit de janvier 1726, modifié, plus tard, par la Déclaration du roi du 30 octobre 1785.

Cette refonte, commencée en 1726, ne put se faire facilement en raison de la résistance de la population. Il fallut d'abord réviser, à plusieurs reprises, les cours de l'or et de l'argent. Les louis d'or, notamment, dont la valeur légale avait été fixée à 20 livres en janvier 1726, fut portée à 24 livres le 24 mai de la même année. C'est d'ailleurs cette valeur qui, révisée une dernière fois en 1785, se maintiendra jusqu'en 1792. Mais comme cette refonte n'était pas encore terminée en 1772, et qu'il était urgent d'en finir le plus tôt possible, le contrôleur général des Finances — c'était alors l'abbé Terray — en arriva à autoriser les banquiers et les changeurs à suracheter les espèces, tant anciennes qu'étrangères, jusqu'à 10 livres par marc d'or au-dessus du cours légal, et ce à leur profit personnel ; cette première période, qui dura trois ans, de 1772 à 1775, aurait, dit-on, rapporté à ces intermédiaires un bénéfice total de 927 967 livres. Peu après, Necker, après une légère modification, renouvela cette même autorisation valable jusqu'à la fin de 1777. Ce retour à la normale fut à l'origine de la chute verticale de la production constatée à partir de 1778. A un autre point de vue, il est possible que cette tolérance temporaire ait facilité certaines rumeurs ayant circulé à cette époque, d'après lesquelles quelques maîtres de Monnaies auraient continué clandestinement à agir de même pour en tirer un substantiel profit personnel. Il est peut-être utile de préciser de quelle façon ce procédé était généralement appliqué. Il est certain, en effet, que le maître n'avait aucun intérêt à acheter un métal au-dessus de son cours s'il n'avait pas une compensation suffisante pour en retirer un bénéfice quelconque. Autrement dit, il lui fallait éviter de payer le droit de seigneurage.

On sait, à ce propos, qu'entre le prix du métal brut et le métal monnayé, il y a toujours eu une différence plus ou moins importante. Cette différence s'appelait le rendage. Ce rendage était divisé en deux fractions, d'abord le brassage, c'est-à-dire le total des frais de fabrication, et le seigneurage, qui n'était autre que le bénéfice du souverain. Pour éviter d'avoir à le payer, il fallait surtout avoir recours à cette pratique bien connue des monnayeurs, consistant à faire des recelez, une expression que Boisard a défini comme suit : « ... s'entend lorsque le maître des monnoyes ne fait mention sur le registre des délivrances que d'une petite quantité de marcs fabriquez quoiqu'il en eus fabriqué davantage ». Une pratique qui, si elle avait pu être prouvée, aurait certainement pu expliquer bien des choses.

Evidemment, aucun manuel n'a jugé utile de préciser comment utiliser un tel procédé. Mais, au cours du conflit qui a opposé, à partir de 1791, le directeur de la Monnaie de Bordeaux à son commis, plusieurs questions posées par la Commission des Monnaies de Paris aux commissaires chargés d'enquêter sur ce point permettront cependant de s'en faire une idée.

Enfin, à noter, pour ordre, que, selon quelques auteurs, il y avait un autre moyen de se procurer des bénéfices illicites : frapper

du numéraire échars et l'expédier hors des frontières, d'où il revenait en France, ce qui permettait de supposer qu'il était l'œuvre de faussaires étrangers.

Voici d'abord les chiffres officiels des espèces d'or et d'argent frappées à Bordeaux de 1775 à 1785.

Année	Doubles louis	Louis	Ecus	1/2	1/5
(Maître : Ant. Galland, diff. Mains jointes. Contrôleur : Rivière.)					
1775	37.512	934	613 063		
1776	72.877		691.995		
1777	39.043		447.379		

(Maître : Galland. Contrôleur : L. B. Lhoste.)					
1778	1.850		58.661		
1779	779		8.064		
(Maître : Ant. Dutemple, diff. Petit temple. Contrôleur : Lhoste.)					
1780			5.315		
1781	404		34.003	1.952	4.600
1782	910		15.920		
1783	1.006		99.102		
1784	834		303.612		
1785			184.720		

Jusque-là, les rapports officiels mentionnaient le nombre et la nature des espèces, mais à partir de 1786 ils ne donnent que la valeur totale en chacun des deux métaux¹.

D'autre part, un arrêt du Conseil d'Etat du roi du 4 octobre 1782 avait ordonné la fabrication par la Monnaie de Bordeaux jusqu'à concurrence de 100 000 marcs d'espèces de cuivre pareilles à celles désignées par l'édit du mois d'août 1768 et la déclaration du 14 mars 1777. La région bordelaise manquait, en effet, de monnaie d'appoint. En l'occurrence il s'agissait de sols de cuivre de 12, 6 et 3 deniers, respectivement à la taille de 20, 40 et 80 au marc. Mais comme cet arrêt n'avait pas précisé la proportion à observer entre ces trois valeurs — qui, en principe, aurait dû être déterminée par les demandes de la Chambre de commerce — Dutemple, sans demander avis

1. Au sujet des émissions du règne de Louis XVI, il y a lieu de noter que, dès le décès de Louis XV, la Cour des Monnaies, probablement sous l'impulsion du contrôleur général des finances, l'abbé Terray, avait fait préparer par le graveur Duvivier un nouveau type de monnaies destinées à commémorer l'avènement de Louis XVI. Cette émission, dite « aux palmes », devait, en effet, présenter à l'avvers le buste drapé du roi et, au revers, l'écusson royal entouré de deux palmes. Elle fit, du reste, l'objet d'une ordonnance du 23 mai 1774. Mais, à la suite d'une violente cabale contre l'abbé Terray, elle ne put avoir lieu, et les frappes de Louis XV se poursuivirent ainsi jusqu'à la fin de l'année. A partir de 1775, l'avvers des nouvelles pièces présentait bien le buste du roi gravé par Duvivier, mais le revers resta celui du règne précédent.

à personne, en avait profité pour ne frapper que des sols de 12 deniers, plus rentables pour lui, mais dont le pays se trouva finalement encombré. Il en résulta que la Chambre de commerce invita le ministre des Finances à ordonner l'arrêt de cette fabrication.

Cette première émission avait duré trois ans, et les rapports officiels n'en mentionnent que le poids en marcs, soit :

en 1783 : 18.840 marcs
en 1784 : 52.772 m. 0 oz 18 d.
en 1785 : 3.768 m. 6 oz 14 d

en tout un total de 75 382 marcs, correspondant à 1 507 640 sols.

Cette surabondance de petite monnaie avait permis aux espèces d'or et d'argent de rester dans les bas de laine. Mêmes les gros paiements ne pouvaient plus se faire qu'avec cette monnaie d'appoint ; ceci contribua à aggraver la crise générale de 1789.

Par contre, il n'est pas inutile d'ajouter que de 1786 à 1790, on ne retrouve, dans les rapports officiels, aucune mention d'espèces de cuivre, alors qu'il y en a eu portant ces cinq millésimes. Il est vrai qu'il va être utile de suivre la polémique suscitée par ce monnayage. [Lhoste, pour cacher sa production, aurait rejeté sur son prédécesseur la raison de cette surabondance.]

3. LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME (1786-1790).

A partir de 1786, il y eut une légère réévaluation des monnaies d'or². Tous les louis, les doubles et les demis furent décriés et durent être rapportés aux hôtels des Monnaies où ils furent reçus à un prix légèrement supérieur à leurs cours officiels. Quant aux nouvelles pièces, bien que conservant le cours précédent, elles subirent une diminution de poids. Le louis, qui, depuis 1726, était taillé à raison de 30 au marc, fut réduit à la taille de 32, le double à proportion. Par contre, il n'y eut aucune frappe des demis. C'est cette dernière émission d'or qui, avec l'écu d'argent de 1726, était en circulation lorsque s'ouvrirent les Etats généraux de mai 1789.

D'autre part, les rapports officiels ne donnent plus que des quantités chiffrées en livres-monnaie, sans indication des proportions ayant pu exister entre les doubles louis et les louis, ou entre les écus et les pièces divisionnaires d'argent. Par suite, les tableaux de production ne peuvent être présentés qu'en unités théoriques, c'est-à-dire, pour l'argent, en valeur des écus de 6 livres, et pour l'or, en

2. Guy THUILLIER, « La réforme monétaire de 1785 », dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, 26^e année, 1971, p. 1031-1051, a souligné l'importance, la nécessité et la réussite de cette décision de Calonne.

valeur des louis de 24 livres, sauf s'il n'a été frappé que des doubles louis de 48 livres. Dans ces conditions, la production apparaîtra comme suit :

(Maître : Dutemple. Contrôleur : Lhoste.)

1786	or	35.707.368	lm = 1.487.807	unités
1787	or	2.254.264	lm = 46.966	D.L.
	argent	25.170	lm = 4.195	écus
1788	or	866.064	lm = 18.043	D.L.

(Cette dernière quantité comprenant celle du quatrième trimestre de l'année, après le départ de Dutemple.)

(Maître : Lhoste, diff. Caducée. Contrôleur : Dartigue.)

1788 or : ? argent : ?

(Maître : Lhoste. Contrôleur : Dominique Duthil.)

1789	or	1.124.064	lm = 28.418	D.L.
	argent	249.318	lm = 41.553	écus

Lhoste avait pris ses fonctions de directeur de la Monnaie le 10 octobre 1788. Selon les dires de son commis, David Raüzet, il aurait aussitôt repris les frappes des sols de cuivre et il en aurait même intensifié la production. Pourtant, Raüzet lui-même ne mentionne que les chiffres suivants, concernant l'exercice de 1789.

Pièces d'un sol	39.066
Valeur	1.956 liv. 6 s.
Poids	1.850 m 2 oz. 6 d. 12 gr.

Il ne s'agissait donc là que d'une production plutôt faible, surtout si elle comprenait celle du dernier trimestre 1788.

Le premier semestre de 1789 se passa sans incident notable, mais il n'en fut pas de même au cours du second. La Chambre de commerce invita Lhoste à assister à sa séance du 29 septembre, et lui demanda « d'attirer les piastres d'Espagne » pour augmenter la production des écus. C'était pour lui une excellente occasion d'essayer d'augmenter ses profits personnels. Il déclara donc qu'il ne pouvait rien faire s'il n'était pas gratifié, comme le directeur de Limoges, de l'abandon, en sa faveur, du droit de seigneurage. A noter, à ce propos, que cet atelier de Limoges travaillait bien plus que celui de Bordeaux, et que, lorsque la municipalité de Bordeaux demanda au ministre des Finances de lui procurer les fonds nécessaires pour l'achat de ses subsistances, ce fut ce même atelier qui lui fit parvenir, en espèces d'or et en deux envois, les 300 000 livres qui lui furent octroyées. La Chambre de commerce donna donc son accord à Lhoste et écrivit dans ce sens au garde des sceaux, à Necker et aux directeurs du commerce à Paris. De son côté, Lhoste partit pour la capitale où il arriva le 6 octobre. Sans doute plaïda-t-il convenablement sa cause puisque, cinq jours plus tard, le 11, Necker

avisait la Chambre de commerce qu'il avait accordé la remise demandée, mais à concurrence de 30 000 marcs, et ce jusqu'au 1^{er} février 1790 seulement. Le 13, les directeurs du commerce faisaient connaître, à leur tour, que Lhoste avait fait seul les démarches nécessaires. Bref, le 12 novembre, la Chambre de commerce enregistrait ce succès et remerciait Necker de lui avoir donné satisfaction. Par contre, elle eut la malencontreuse idée de vouloir le mettre en garde contre des irrégularités telles que celles commises par Dutemple.

A Bordeaux, en 1790, la situation était devenue plutôt désastreuse. Faute d'espèces divisionnaires, le commerce local s'effondrait peu à peu, augmentant une misère qui commençait à devenir dangereuse. Les nouvelles divisions administratives n'étaient pas toutes en place : le Directoire du département n'était pas encore constitué en juin. La Monnaie de Bordeaux n'avait pas répondu aux espoirs de la Chambre de commerce. Bien que les piastres espagnoles ne soient pas rares en France, et qu'il en transite souvent à Bordeaux, Lhoste avait fait savoir qu'il n'avait pu en monnayer que 5 000 marcs. De son côté, le Conseil général de la commune semblait vouloir incriminer cette surabondance de sols qui avait permis aux autres espèces de se cacher. C'est ainsi qu'ayant convoqué Lhoste à sa séance du 22 janvier — où il siégea à gauche du président — celui-ci lui demanda s'il continuait à fabriquer des sols, et s'il en avait reçu l'autorisation. Lhoste répondit qu'en effet il continuait cette fabrication, et ce, en vertu de l'autorisation donnée à Dutemple en 1782, mais que sa production n'était destinée que pour le Haut Pays. S'il y avait trop de monnaies de cuivre à Bordeaux, avait-il ajouté, elles ne provenaient que de monnaies voisines. Le procès-verbal de cette séance ne dit pas si cette réponse a donné satisfaction aux membres du Conseil, car elle était quelque peu équivoque. D'un côté, Dutemple avait reçu en 1785 l'ordre de suspendre cette frappe, il aurait donc fallu que Lhoste ait été autorisé à la reprendre. Or, il n'en a pas parlé. Depuis plus de quatre ans que Dutemple avait arrêté sa fabrication, la masse énorme de sols qui en provenait aurait pu être résorbée, ne serait-ce que par les denrées achetées dans les campagnes. Il y avait donc eu des frappes postérieures répandues dans Bordeaux. Tenant compte de ces constatations, en raison des quantités de sols en circulation et de la faiblesse des chiffres déclarés, on en arrive à se demander si Lhoste et Duthil n'ont pas eu recours eux aussi à l'art de « faire des recelez ».

En mai, l'arrivée des premiers assignats avait un peu relevé le moral des commerçants. Malheureusement, il n'y avait que des coupures de 1 000 et même, plus tard, de 2 000 livres, ce qui les rendait pratiquement inutilisables. Pour en tirer parti, les propositions furent nombreuses et variées, mais il n'en résulta que la création de caisses patriotiques dans dix-sept localités du département. Or, en sus des petits mandats qu'elles émettaient elles-mêmes sous leur garantie, il leur aurait fallu, pour tenir leurs promesses initiales,

une quantité de monnaie divisionnaire suffisante, et il n'y en avait pas. Il fallut dès lors se rabattre sur les sols de cuivre dont, en juillet, l'énorme masse devint insuffisante. La paie des ouvriers devint ainsi à peu près impossible. Dans l'armée, les officiers exigèrent les sols indispensables pour le prêt de leurs soldats qui, disaient-ils, « ne pouvaient être payés avec des assignats de 1 000 livres ». Avec de tels sujets de mécontentement, les émeutes se multiplièrent. La situation était vraiment critique.

En présence d'un tel état de choses, la Chambre de commerce reprit contact avec Lhoste et lui proposa de l'aider, une nouvelle fois, à obtenir les autorisations nécessaires pour de nouvelles émissions tant en argent qu'en cuivre. Après accord avec lui, elle écrivit le 7 juillet à Necker : pour l'argent, elle lui demanda de proroger la remise qu'il avait accordée à Lhoste en octobre 1789 ; pour le cuivre, comme, après les réserves qu'elle avait faites le 12 novembre précédent, il se montrerait plutôt réticent, elle lui demanda de ne pas en tenir compte, car elle était revenue sur ses premières impressions. De son côté, Lhoste partit à Paris, d'où il écrivit, le 24 juillet, à la municipalité pour la tenir au courant de ses démarches. Comme suite à ces diverses sollicitations, Necker annonça, le 23 du même mois, à la Chambre de commerce, qu'il prorogeait jusqu'au 1^{er} janvier 1791 la remise faite à Lhoste. Quant aux monnaies de cuivre, il estimait qu'il y en avait assez¹.

L'année 1790 s'acheva donc au milieu des mêmes inquiétudes, d'autant plus que la Monnaie de Bordeaux resta loin d'atteindre la production nécessaire pour faire face à un tel temps de crise. Voici, en effet, les chiffres qui ont pu être retrouvés pour l'année entière :

Argent (déclaration de Lhoste) :

Valeur	: 303.630 livres
Nombre	: 50.606 écus de 6 l. (à la taille de 8 3/10)
Poids	: 2.400 marcs

soit au total 7 400 marcs sur les 30 000 autorisés.

Or (d'après Rauzet) :

Doubles louis	: 7.381
Valeur	: 354.288 livres
Poids	: 460 m. 7 oz 10 d. 7 g.

Cuivre (d'après Rauzet) :

Sols	: 120.057 (moins de deux sols par habitant)
Valeur	: 6.002 l 17 s.
Poids	: 5.717 m.

A remarquer que ces sols sont à la taille de 21 au marc au lieu de 20.

3. Sur la crise monétaire de 1789-1790 et la fabrication des sols, consulter les *Archives historiques de la Gironde*, t. 36, p. 470-494, où l'on trouvera correspondance et délibérations de la Chambre de commerce.

4. LA ROYAUTE CONSTITUTIONNELLE.

L'année 1791 fut encore plus fertile en bouleversements de toutes sortes.

D'abord, dans le courant de 1790, l'Assemblée constituante avait réussi à prendre le roi en tutelle. Le 3 septembre, la royauté devint constitutionnelle, et le 14, Louis XVI vint lui-même prêter serment à cette nouvelle Constitution. Le 1^{er} octobre suivant, l'Assemblée constituante se transforma en Assemblée législative. C'est à partir de cette date que commencèrent à apparaître les millésimes du calendrier de la Liberté, dont l'année 1789 fut retenue comme point de départ.

D'autre part, à la suite de la suppression des offices, la Cour des Monnaies avait été dissoute. Elle fut provisoirement remplacée par un Comité des Monnaies que la loi du 27 mai transformera en Commission administrative des Monnaies composée de huit membres. Cette même loi, à laquelle Mirabeau ne fut pas étranger, édicta les nouvelles mesures destinées à assurer une plus grande sécurité au cours des différentes phases des travaux monétaires.

C'est également en 1791 que commença l'envoi aux hôtels des Monnaies des cloches provenant des édifices religieux désaffectés.

Au sujet du monnayage lui-même, une loi des 9-15 avril remplaça les anciennes légendes latines par d'autres en français, tandis qu'au revers des espèces l'écusson aux trois fleurs de lis laissa la place à de nouvelles empreintes symboliques destinées à faire connaître le changement de régime. Enfin, d'autres lois apportèrent d'importantes modifications dans la fabrication et la circulation monétaires.

Installation des commissaires nationaux :

L'article 9 du titre 14 des décrets de l'Assemblée nationale des 16 août et 7 septembre 1790 avait supprimé la Cour des Monnaies et l'avait remplacée par une Commission administrative composée de huit membres. Puis, une autre loi du 27 mai 1791 avait aussi prévu, dans les hôtels de province, le remplacement de leur Cour par deux commissaires nationaux. Enfin, une loi du 8 septembre suivant indiqua la procédure à suivre à l'occasion de ce remplacement.

En vertu de cette loi, le ministre des Contributions publiques chargea le Directoire du département d'agir en conséquence. A son tour, celui-ci « oui et ce requérant Monsieur le Procureur Général Syndic » nomma le 28 septembre deux commissaires, MM. Pujoulx-Larroque et Derancy, avec mission d'installer dans leurs fonctions ces deux nouveaux commissaires nationaux. Mais il leur avait été prescrit d'aller auparavant apposer les scellés sur la Chambre de délivrance et d'en faire l'inventaire. A ce sujet, on sait qu'une clef de cette Chambre restait entre les mains des juges-gardes ; ils furent donc invités à être présents à la levée des scellés. Or, ils refusèrent,

obligeant ainsi les mandataires du département à en référer à leur propre administration. Celle-ci prit alors, le 3 octobre, un nouvel arrêté ordonnant de faire aux juges « sommation de satisfaire aux réquisitions qui leur ont été faites au nom de la loi », faute de quoi lesdits commissaires procéderaient par bris de porte « et continueraient ensuite l'exécution de leur mandat ».

Il ne semble pas que les anciens juges aient maintenu leur refus, en sorte que les mandataires du département purent enfin procéder à l'installation des deux commissaires nationaux, MM. Ségalier et Matton.

Déjà le directeur de la Monnaie, L.-B. Lhoste, avait mauvaise presse dans Bordeaux, et les incidents soulevés dans l'hôtel par la conduite des anciens juges-gardes avaient encore accentué les rumeurs relatives à son propre comportement. Il demanda donc au département de l'autoriser à se défendre contre de telles accusations. Le Directoire prit en conséquence un nouvel arrêté qui précisa que

lesdites mesures et opérations ont été les suites des oppositions des sieurs Pelligneau et Princeteau, et que la conduite du sieur Lhoste étant à l'abri de tout reproche, il est de la plus grande importance pour lui de détromper le public sur les imputations calomnieuses qui ont été injustement hasardées sur son compte.

Cet arrêté ajoutait que

ledit sieur Lhoste demeure autorisé à faire imprimer et publier à ses frais le présent arrêté ainsi que ceux des 1^{er} et 2 octobre 1791.

Cette mesure atteignait également Duthil, car son rôle de contrôleur contre-garde dépendait aussi de la Cour. Il resta cependant à la Monnaie, comme simple collaborateur de Lhoste, et sous son entière responsabilité personnelle. Il put ainsi agir, soit comme volontaire, pour aider les nouveaux titulaires, soit grâce à des mandats provisoires délivrés par les autorités du moment.

La fabrication :

En 1791, l'atelier bordelais, qui paraissait devoir continuer à marcher au ralenti, prit, au contraire, un essor inattendu. Voici d'ailleurs les chiffres de fabrication enregistrés à la Commission des Monnaies :

Doubles louis	: 48.336 l	nombre	1.007
Ecus de 6 livres	: 21.312 l.	nombre	3.652
Pièces de 30 sols	: 27.994 l. 10 s.	nombre	18.668
Pièces de 15 sols	: 21.857 l. 5 s.	nombre	29.145
Pièces de cuivre	: 181.145 l.		3.682.900 sols

Jusqu'à la fin de l'année les doubles louis conservèrent le type royal de 1785 et les écus, celui de 1726.

Pour le cuivre (le métal de cloche ne commencera à être utilisé que dans les derniers jours de l'année), le nombre ci-dessus ne peut être que théorique car, estimé en sols de 12 deniers, il y eut aussi des pièces de 6 et 3 deniers qui l'ont beaucoup augmenté. De plus, il faut ajouter que, pendant cette période où le numéraire était insuffisant, Lhoste, comme peut-être aussi d'autres directeurs, dut s'écarter notablement de la taille primitive. Déjà, en 1790, les flans étaient tombés à 21 pièces au marc au lieu de 20. Or, en 1791, ils n'étaient plus qu'à la taille de 22 et même de 25 au marc.

Leurs empreintes peuvent se décrire comme suit :

- A/ Effigie du roi, à gauche ; au-dessous : K (ou 1791 K)
Légende : LOUIS XVI ROI DES FRANÇOIS
- R/ Faisceau traversé par une pique surmontée du bonnet de la liberté ; aux côtés du faisceau : la valeur (soit 2 S, ou 12 D, ou 6 D, ou 3 D).
Autour du faisceau : une couronne de chêne.
Légende : LA NATION LA LOI LE ROI
L'AN 3 DE LA LIBERTE

A noter plusieurs dispositions de ces différentes empreintes. Ces frappes constitutionnelles ne commencèrent que dans le second semestre de l'année, c'est-à-dire à partir du moment où les poinçons relatifs à ces nouvelles émissions parvinrent à Bordeaux. En attendant, Lhoste avait déjà frappé une quantité considérable de sols à l'emblème royal.

Cette importante fabrication de monnaies de cuivre remontait, du reste, à la fin de l'année précédente. Une lettre datée du 2 germinal an IV, adressée au Directoire du département de la Gironde par Pierre Princeteau, l'un des anciens juges-gardes de la Monnaie, en donne l'explication. A ce sujet, il n'est pas inutile de rappeler qu'après le 3 octobre 1791, date à laquelle les juges-gardes furent remplacés par des commissaires nationaux, Princeteau était allé se loger en ville, alors que les époux Pelligneau étaient autorisés à garder leur logement dans l'hôtel. Or, ceux-ci avaient conservé chez eux la « caisse forte » — dont Princeteau avait la clef — où se trouvaient enfermés les deniers de boîte des espèces de cuivre frappées avant de 3 octobre 1791. A la suite du décès de la veuve Pelligneau survenu le 29 pluviôse, Princeteau avait donc jugé utile d'aviser le département de l'existence probable de cette caisse forte parmi les objets dépendant de la succession, et il en expliquait la raison :

Le ministre de Lessart, ayant le département des Monnoyes, écrivit aux juges gardes de cette Monnoye, le 11 septembre 1790, et leur annonça que le Contrôleur Général des Finances venoit de signer un arrêt du conseil qui ordonnoit qu'il seroit frappé en la Monnoie de Bordeaux cent mille marcs par le Directeur de la Monnoie et le surplus par les entrepreneurs de fonderies de Romilly, près Rouen ; que cet arrêt alloit être incessamment revêtu des lettres patentes adressées à la Cour des Monnoies qui les feroit passer aussitôt après l'enregistrement ; que si, en attendant que ces formalités fussent remplies, les besoins du public

exigeoient, ou MM. les Administrateurs du Département de la Gironde demandoient, que l'on procédât au monnoyage de 25.000 marcs des flaons qui devoient être fournis par le Directeur, il prioit les juges gardes de consentir ainsi que la délivrance de ces espèces, eu égard aux circonstances, sauf à dater cette délivrance du jour où les lettres patentes lui parviendroient.

Le 22 du même mois de Septembre, le greffier de la Cour des Monnoyes écrivit au citoyen Pelligneau qu'il venoit de faire enregistrer en la Cour des lettres patentes qui ordonnoient une fabrication de 100 000 marcs de cuivre en la Monnoie de Bordeaux...

Outre ces deux lettres, le Département de la Gironde autorisa les juges gardes le 21 septembre 1791 à délivrer au Directeur les sous de cuivre fabriqués avec les flaons achetés au citoyen Meyer, conformément à leur arrêté du 20 Août, lors dernier.

... Les juges gardes consentirent à cette fabrication de laquelle ils commencèrent le 17 Août 1791 à en faire la délivrance jusqu'au 3 Octobre suivant qu'ils cessèrent leurs fonctions...

... Les lettres patentes n'ayant jamais été envoyées, ces deniers de boîte sont toujours restés enfermés dans cette caisse forte malgré trois pétitions différentes de l'exposant...

Cette lettre ayant été communiquée à Lhoste, ce dernier déclara qu'il n'avait aucune connaissance de l'existence de cette caisse forte, mais que les scellés ayant été mis sur le logement de la veuve Pelligneau, il fallait en attendre la levée. Il ne semble d'ailleurs pas que cette caisse forte ait donné lieu à un autre incident.

Il y eut surtout les nouvelles pièces en argent de 30 et 15 sols — les premières en France sur lesquelles fut inscrite sur chacune sa propre valeur légale. Votées le 11-19 janvier 1791, ce décret ne fut enregistré à Bordeaux que le 18 avril ; il fut suivi de deux autres lois, la première du 11-28 juillet qui fixa le titre : 8 deniers de fin 666 mm) ainsi que les empreintes ; la seconde du 14-18 août qui en précisa le mode de fabrication. Ces empreintes se présentent comme suit :

- A/ Tête de Louis XVI à gauche ; au-dessous différent du maître (à Bordeaux caducée) et en exergue : année (1791 ou 1792).
Légende circulaire : LOUIS XVI ROI DES FRANÇOIS.
- R/ Le Génie de la France debout devant un autel et gravant sur des tables le mot CONSTITUTION, avec le sceptre de la Raison désigné par un œil ouvert à son extrémité.
Aux côtés de l'autel : 30 — SOLS et au-dessous : différent du graveur (à Bordeaux miroir de Charpentier) — K.
Légende circulaire : REGNE DE LA LOI.
Exergue, sous un trait : L'AN 3 DE LA LIBERTE (ou 4).

La pièce de 15 sols ne diffère de l'autre que par sa valeur (15 au lieu de 30⁴).

4. DIEUDONNÉ, dans son *Manuel de numismatique française* (avec A. BLANCHET), a présenté un tableau des émissions ayant eu lieu sous le règne de

Par une lettre du 21 août, il a été question d'un artiste que le ministre des Contributions devait faire partir pour Bordeaux pour préparer cette émission, mais il ne reste aucune mention de sa venue dans l'atelier bordelais.

Cette fabrication ne commença qu'au début d'octobre. Le 3, Lhoste vint offrir à la municipalité les vingt-quatre premières pièces frappées dans son atelier : le lendemain, le Conseil municipal le remerciait de cette attention. Quant aux distributions de ce numéraire, elles ne commencèrent qu'à partir du 25 octobre et se poursuivirent jusqu'au 17 février 1792. Il y eut sept distributions. Le décret du 11 janvier avait limité cette production à 15 millions de livres : il ne semble donc pas qu'à Bordeaux la fraction qui lui avait été attribuée ait été atteinte au cours de ces quatre mois d'hiver 1791-1792.

A partir de 1792, l'atelier de Bordeaux ne frappa que des monnaies constitutionnelles. On connaît l'écu de 6 livres :

A/ Tête de Louis XVI âgé, à gauche ; au-dessous : Caducée et 1792.
Légende circulaire : LOUIS XVI ROI DES FRANÇOIS.

R/ Génie debout devant un autel portant une tablette sur laquelle il écrit le mot CONSTITUTION ; à droite, coq et K ; à gauche, faisceau traversé par une pique coiffée du bonnet de la Liberté et miroir (différent de Charpentier). A l'exergue : L'AN 4 DE LA LIBERTE. Légende circulaire : REGNE DE LA LOI.

Sur la tranche, en relief : LA NATION, LA LOI, LE ROI.

Ce même écu reparut en l'an V de la liberté (1793).

Le monnayage de cuivre fut identique à celui du type constitutionnel de 1791. Il y eut des pièces de 2 sols, 12, 6 et 3 deniers, mais on n'en connaît pas la quantité car leur délivrance fut perturbée par les événements politiques.

II. — La Monnaie de Bordeaux jusqu'à sa fermeture en 1794.

L'année 1792 ne fut guère moins agitée à Bordeaux qu'à Paris et les événements n'épargnèrent pas l'hôtel des Monnaies. Depuis 1790, la ville avait été divisée en vingt-huit sections électorales, chacune disposant d'une salle de réunion. L'hôtel de la Monnaie se trouvait dans la 25^e section, dite de la « Parfaite Union » ; par contre, le commis du directeur, David Rauzet, habitant rue des Herbes, était de la 22^e section, appelée « Beaurepaire », dont il était secrétaire. Il semble, du reste, que ce soit de cette dernière section que soient

Louis XVI. Il cite notamment les écus constitutionnels, au titre de 12 deniers (argent-le-roi = 916 ‰) et considère les pièces de 30 et 15 sous comme ayant été le quart ou le huitième de cet écu. Mais il a omis d'ajouter que le titre de ces deux pièces n'était plus qu'à 8 deniers seulement (664 ‰), particularité qui a pourtant soulevé quelques remous lors de leur apparition.

partis les multiples incidents qui mirent alors aux prises directeur et commis.

Le 10 mars 1792, Lhoste fut invité à supprimer armoiries et livrées qui rappelaient trop l'ancienne monarchie ; puis, le 21 octobre, Ségalier reçut, à son tour, l'ordre de faire disparaître la couronne qui ornait le fronton de la porte d'entrée. Le 10 septembre, eut lieu le brisement des coins antérieurs à 1791. Enfin, il y eut un premier inventaire des articles laissés par les anciens juges dans les locaux de l'ancienne Cour. D'autre part, à partir du 10 août, il fallut faire la chasse aux *médailles de confiance* qui concurrençaient le numéraire métallique officiel. Dans ce même sens, les billets de confiance émis jusque-là par des particuliers durent être remboursés ou détruits. De son côté, la Caisse patriotique de Bordeaux, dont les billets s'étaient répandus dans tout le Sud-Ouest, avait commencé à recevoir, de tous côtés, avis qu'ils n'avaient plus la même confiance des porteurs. De plus, le District de Bordeaux notait que les assignats avaient déjà perdu 45 % de leur valeur nominale. Enfin, une loi du 7 septembre 1792 vint compléter le Code monétaire issu de celle du 27 mai 1791. En vertu du titre premier, la Commission administrative de Paris, composée de huit membres, fut réduite à six. Le titre II fit apparaître la Monnaie de Bordeaux parmi celles de deuxième classe (avec celles de Toulouse, Rouen, Lille, Nantes et Pau). Par suite, la caution demandée au directeur fut de 80 000 livres, au lieu de 100 000 livres pour la première classe et de 60 000 livres pour la troisième.

Après la proclamation de la République, il devenait nécessaire d'accentuer le caractère républicain des empreintes : une loi du 3 février 1793 en fixa les nouveaux types pour l'or et pour l'argent ; deux autres lois (du 24 août 1793 et du 12 septembre 1793) créèrent de nouvelles espèces.

Au cours de cette même année, Lhoste eut de graves ennuis. Le 30 juillet, notamment, il dut assister impuissant à l'enlèvement *manu militari* d'un lot de piastres qu'il n'avait qu'en dépôt (voir plus loin) pour le compte de la Trésorerie nationale ; un mois plus tard, il était victime d'un vol avec effraction d'argent en lingots et monnaies s'élevant, disait-on, à 22 quintaux (affaire évoquée plus loin).

D'autre part, son commis, David Rauzet, s'était lancé dans la vie politique. Il avait fait partie d'une municipalité provisoire qui s'était implantée d'elle-même dans la Maison commune, en remplacement de celle de 1790 qui venait d'être dissoute. Ysabeau avait dû, à son tour, interdire cette formation illicite et la remplacer par la municipalité définitive le 11 brumaire an II (1^{er} novembre 1793). Rauzet en fit également partie, mais comme notable seulement. Cette présence amena Duthil à poser sa propre candidature : il y fut admis lui aussi dans les mêmes conditions.

Pendant ce temps, la Monnaie de Bordeaux continua à travailler tant bien que mal jusqu'à la promulgation de la loi du 26 pluviôse an II (14 février 1794) qui supprima tous les ateliers de province. Elle resta fermée près de dix-neuf mois.

1. LE MONNAYAGE EN MÉTAL DE CLOCHE.

L'inquiétude causée par la tournure des événements avait déjà raréfié la circulation des monnaies d'or et d'argent. L'apparition des assignats acheva de les faire disparaître. Il fallait, peu à peu, se contenter des espèces de cuivre qui, à leur tour, devinrent insuffisantes : pour remplacer un double louis de 48 livres, il fallait 1 720 sols (soit un poids de 23 kg environ) ; on devait parfois utiliser des charrettes pour les gros paiements ! Pour faire face à une telle pénurie, il y eut une importation massive de cuivres étrangers, mais elle entraînait un exode des monnaies d'or et d'argent destinées à les payer. C'est alors que l'on songea aux cloches des églises qui n'avaient plus de raison de rester en place et qui étaient devenues propriété de l'Etat à la suite du vote de la Constitution civile du clergé. Elles furent descendues et envoyées aux hôtels des monnaies.

Avec ce métal, quelques essais de monnayage furent faits à Paris même avant la fin de 1790. Toutefois, la fabrication ne commença qu'en vertu de trois lois, l'une du 24 juin 1791, l'autre du 28 juin et la troisième du 6 août suivant. Ces pièces furent de deux sortes : les premières composées de métal de cloche pur non affiné, contenant de 20 à 22 % de métaux étrangers (zinc, mais surtout étain), ne pouvaient se traiter que par moulage (et firent l'objet de nombreuses contrefaçons pour les collectionneurs). Les autres, bien plus nombreuses, dont le métal comportait un certain alliage de cuivre, et ne contenant plus que 10 à 12 % de métaux blancs, purent être frappées, mais au mouton seulement. Enfin, à partir de 1793, lors des émissions des espèces à l'effigie de la Liberté, grâce à un alliage plus important de cuivre, les flans, ne contenant plus que 4 % environ de métaux étrangers, purent être également frappés au balancier ; toutefois, ces divers alliages ne se prêtaient guère aux empreintes.

A Bordeaux, l'atelier de la place de la Monnaie n'était pas outillé pour une telle fabrication : les fours notamment n'étaient pas assez grands pour cette fonte de cloches, d'autant plus que les ordres de Paris prescrivaient de ne laisser que la plus petite à chaque édifice encore ouvert au culte. Lhoste, qui avait de nombreux amis au Directoire du département, lui demanda donc de lui fournir un emplacement supplémentaire, pour y installer un nouveau laboratoire, et proposa d'utiliser une partie du couvent des Capucins. Mais ce couvent dépendait de la commune de Bordeaux. Le département renvoya donc cette demande à la municipalité en la priant de « donner au directeur de la Monnaie toutes facilités qu'on doit à un établissement qui intéresse aussi essentiellement la chose publique ». Le Conseil municipal nomma deux commissaires, Descas et Péliissier, pour donner satisfaction à Lhoste, mais à condition qu'il ne pourra ouvrir aucune porte de communication entre le couvent et l'atelier, et qu'il ne pourra y apporter les changements nécessaires qu'à charge

d'abandonner les locaux à la première réquisition après y avoir tout remis dans leur état primitif. La municipalité, en effet, pensait déjà pouvoir revendre avantageusement cet immeuble.

Lhoste fit aussitôt commencer les travaux. Mais les deux immeubles n'avaient chacun qu'une seule porte, l'atelier sur la place de la Monnaie, le couvent au fond de la rue du Noviciat. Elles étaient déjà séparées par un îlot de maisons, ce qui rendait la surveillance difficile et nécessitait, en outre, des charrois aussi fréquents qu'onéreux. Il espérait donc bien que la municipalité, en raison de ces difficultés, aurait finalement accepté l'ouverture de la troisième porte. Mais, à la requête qu'il lui adressa dans ce sens, elle lui opposa, le 10 octobre, le refus le plus formel.

A Paris, dès la fin de 1790, quelques cloches avaient déjà servi à faire quelques essais. Mais en général il y eut de si gros retards qu'une proclamation du roi du 20 novembre 1791 dut renouveler l'ordre d'accélérer ces envois de cloches aux hôtels des Monnaies. A Bordeaux, les premières descentes ne commencèrent qu'après un arrêté du Conseil municipal du 25 octobre ayant désigné l'un de ses membres, Chaigneau-Joffrait, comme commissaire chargé de surveiller ces travaux. Ce genre de monnayage ne put ainsi commencer sur place qu'à partir de décembre seulement. D'après la loi du 6 août 1791, qui donnait aux directeurs des ateliers l'ordre d'envoyer chaque semaine au Directoire de leur département un bordereau des sommes fabriquées, la Monnaie de Bordeaux fut chargée d'alimenter quatre départements : la Gironde, dans une proportion de huit vingtièmes, la Dordogne, le Lot-et-Garonne et le Lot, à raison de quatre vingtièmes chacun. Une première livraison eut lieu fin janvier 1792. Le seul district de Bordeaux reçut une valeur de 3 045 livres un sol (60 901 pièces) en métal de cloche sur laquelle Lhoste fit immédiatement parvenir le 28 janvier un acompte de 600 livres à la municipalité.

Cette livraison avait été faite en espèces du type dit « au faisceau » portant encore l'effigie royale. Mais ce type fut remplacé, en vertu du décret de la Convention nationale du 26 avril 1793, par celui dit « aux balances » où, à l'effigie royale, fut substituée une table de la loi portant l'inscription : LES HOMMES SONT EGAUX DEVANT LA LOI. L'ensemble de ces émissions s'éleva à 19 232 543 francs. Toutefois, la Monnaie de Bordeaux ne paraît pas avoir frappé celle aux balances. Sans doute, l'Administration de Paris, prévoyant sa prochaine fermeture, n'avait pas dû lui envoyer les carrés nécessaires ?

2. LE MONNAYAGE DES PIASTRES ET DE L'ARGENTERIE DES ÉGLISES.

Au cours de la Révolution, ce furent surtout les piastres espagnoles qui alimentèrent les ateliers monétaires français. Il en transitait des quantités très importantes par Bordeaux. Certains lots arrivaient par terre, via Bayonne, d'autres directement, par mer.

L'Etat en possédait des lots considérables qu'il mettait en dépôt dans l'hôtel de la Monnaie, d'où ils repartaient vers d'autres ateliers — à Toulouse et Limoges, entre autres — ou aux Antilles. C'est ainsi qu'en 1792, il y eut quatre embarquements successifs : l'un le 4 juillet, de 40 000 pièces sur le *Père-de-Famille*, deux autres, le 28 juillet, le premier de 20 000 piastres sur *L'Adélaïde* et le second de 10 000 sur *L'Elisabeth*. Un quatrième enfin, le 11 septembre, de 20 000 pièces, sur *Le Brave* ; soit en tout 90 000 piastres (appelées *gourdes* aux Antilles) dont beaucoup, parties entières de Bordeaux, y reviendront plus tard sous forme de *mocos*.

D'autre part, il en repartait aussi sur Paris, drainées par les changeurs de Bordeaux. A ce sujet, il est intéressant de noter l'intervention de l'un de ces changeurs, le citoyen Rodrigues. Dès 1790, alors que le numéraire commençait à manquer à Bordeaux, le Conseil municipal, ayant appris qu'il devait recevoir 12 000 piastres de Bayonne, l'avait fait appeler pour les lui demander. Rodrigues avait alors répondu « que MMrs les Administrateurs pouvoient en disposer s'ils le jugeoient nécessaire à ses concitoyens, ... qu'il en attendoit d'autres qui seroient au service de ses concitoyens quoiqu'il se fut proposé de les envoyer à Paris ». Il avait ajouté que ces livraisons seraient payables, sans bénéfice pour lui, et au gré de la municipalité. Il lui réclamait, par contre, sa protection « pour le libre passage des piastres qu'il recevoit journellement pour faire passer à M. Le Normant à Paris ».

Tenant compte de ce qui précède, il paraît dès lors étonnant qu'en 1790-1791, alors que Lhoste avait été autorisé à frapper 30 000 marcs exempts du droit de seigneurage, il n'ait pu en livrer que 7 400.

D'autre part, depuis longtemps déjà, divers groupements ainsi que de simples particuliers avaient fait don à la nation d'objets de toutes sortes en or, et surtout en argent ; et diverses dispositions légales ou administratives avaient dû assurer la régularité de leur emploi. Parmi ces multiples dons, il est possible de citer, par exemple, celui du régiment Saint-Rémi de Bordeaux, qui remit, le 3 juin 1790, à la municipalité, 59 marcs, 4 gros, 18 grains de boucles et autres objets en argent pour être convertis en monnaie par l'atelier de Bordeaux, et leur valeur adressée ensuite au trésorier de la Contribution patriotique, à Paris. Lhoste avait estimé ce don à 2 888 livres 6 sous, et cette valeur avait été certifiée par Rauzet.

Enfin, la loi du 12 juillet 1790, relative à la Constitution civile du clergé, avait aussi décrété la mainmise de l'Etat sur toute l'argenterie des églises et des chapelles, et la presque totalité du métal ainsi récupéré fut transformé en monnaies, et plus spécialement en pièces de 30 et 15 sous. Mais, si les premiers apports aux ateliers monétaires paraissent avoir été régulièrement utilisés, les opérations auxquelles ils donnèrent lieu, surtout à partir de fin 1791, firent l'objet de fâcheux incidents.

— *L'affaire des 357 320 piastres.*

A Bordeaux s'était constituée une Commission populaire de salut public du département de la Gironde ayant pour but principal d'agir contre les excès de la Convention qui venait de condamner les Girondins. Cette Commission avait appris que l'hôtel de la Monnaie avait reçu, pour le compte de la nation, un lot de 357 320 piastres et demi que son directeur conservait en attendant d'en connaître la destination. Elle avait donc résolu de s'en emparer afin d'avoir, de cette façon-là, la possibilité de pourvoir aux subsistances de la ville. A cet effet, elle prit, le 26 juillet 1793, un premier arrêté ordonnant au Conseil général de la commune de Bordeaux de nommer deux commissaires qui seraient chargés d'en prendre possession. Le lendemain, le Conseil général désigna deux de ses membres, Antoine Juibbaut et Joseph Lamarque. Toutefois, la Commission populaire ramena, le 28 juillet, à 257 320 piastres et demi la quantité qu'elle revendiquait, afin d'en laisser 100 000 à la disposition de Lhoste pour les utiliser s'il le jugeait à propos.

Munis de ces pouvoirs, Juibbaut et Lamarque se présentèrent le 30 juillet devant la Monnaie « sur les quatre heures de l'après-midi, accompagnés d'un détachement des grenadiers de service à la Maison commune ». A ce moment, Lhoste était dans son bureau, travaillant avec le citoyen Rauzet, son commis. Les deux délégués y furent introduits, et firent connaître au directeur la raison de leur visite. Ils lui remirent même « les exemplaires de chacune des trois pièces » précisant la nature de leur mission.

Au sujet des 100 000 piastres, Lhoste justifia de leur destination, en montrant une lettre qu'il avait reçue depuis le 7 mars, signée de quatre commissaires de la Trésorerie nationale. Quant au reste, il déclara que, comme homme public, il s'opposait formellement à son enlèvement. Il pria même les deux délégués de se retirer de l'hôtel pour qu'il puisse en fermer les portes. Mais ceux-ci, forts de leur mandat, déclarèrent que non seulement ils ne partiraient pas, mais qu'au contraire ils agiraient par voie de contrainte. Lhoste leur demanda alors d'attendre l'arrivée du Commissaire national qu'il avait fait appeler.

Ségulier s'opposa à son tour, tant à l'introduction de la force armée dans l'hôtel qu'à l'enlèvement des piastres. Les délégués lui firent alors la réponse suivante :

Nous connaissons parfaitement la loi dont vous cherchez à vous prévaloir pour écarter les forces auxquelles nous pouvons être obligés d'avoir recours, mais la famine est à nos portes, et la première loi est celle du besoin.

En raison d'un nouveau refus, tant du directeur que du commissaire, Juibbaut et Lamarque appelèrent le détachement qui, au nombre de quinze hommes, entra dans l'hôtel, et les opérations d'enlèvement commencèrent. Une partie de ces piastres se trouvait enfer-

mée dans cinquante-trois ballots emmagasinés dans un local voisin du bureau directorial, et l'idée était venue aux délégués de les ouvrir pour s'assurer de leur contenu. Mais, dit le procès-verbal, comme

il étoit déjà tard, que l'ouverture de ces ballots et le compte des espèces qui y étoient renfermées auroient employé un tems considérable ; qu'il y avoit à craindre qu'un long séjour de notre part dans ledit hôtel n'y attirât quelques attroupements de gens mal intentionnés, et surtout que le déplacement de ces piastres et leur transport à la maison commune pouvoient courir de grands risques...

il fut décidé de renvoyer cette vérification à plus tard.

Mais les délégués savaient qu'il y en avait d'autres, et ils demandèrent où elles se trouvaient. A côté de la pièce où ils se tenaient, existait le « bureau des matières » avec lequel elle avait une porte de communication. Invités à l'ouvrir, ni Lhoste, ni Ségalier, ni Rauzet ne bougèrent. Lhoste déclara même que le serrurier de la Monnaie ne viendrait que sur son ordre, mais qu'il ne le lui donnerait pas. Guibbaut alla alors en chercher un en ville qui « leva » la serrure, ce qui permit de trouver trente-trois autres ballots.

Sans perdre de tems, continue le procès-verbal, nous avons donné au portier d'ouvrir la grande porte d'entrée de l'hôtel, ce qui a été fait, nous avons fait introduire dans la cour dudit hôtel, malgré l'opposition qu'a voulu y apporter le Commissaire de la Monnoye, six charrettes attelées des chevaux nécessaires à leur conduite nous avons à l'instant, présence que dit est, fait sortir des bureaux qui les receloient, répartir et charger sur lesdites six charrettes tant les 53 ballots trouvés dans le bureau « d'échange » que les 33 ballots retirés du bureau des matières...

Le convoi partit ensuite, escorté par les grenadiers, en direction de la Maison commune où les quatre-vingt-six ballots furent déposés dans le local des fonds de la Caisse patriotique. Vint ensuite la rédaction du procès-verbal qui se terminait en invitant Lhoste à être présent aux vérifications qui devaient être faites. Toutefois, ce procès-verbal ne porte que trois signatures : celles de Lamarque et de Juibaut, notables, ainsi que de Sandré, officier municipal.

Naturellement, Ségalier et Lhoste écrivirent aussitôt à Paris, le premier à la Commission des Monnaies et le second à la Trésorerie nationale pour les tenir au courant de cet incident. Pendant que ce courrier était en route, les commissaires du Conseil général comptèrent ce numéraire en présence de Lhoste qui ne put recevoir qu'un récépissé de 255 720 piastres, accusant ainsi un déficit de 1 600 pièces.

A Paris, dès réception de cette correspondance, le ministre des Finances n'hésita pas à manifester son mécontentement devant la Convention nationale. Celle-ci, qui connaissait déjà, sans doute, les véritables intentions du Comité bordelais de salut public, prit, en conséquence, le 6 août, un décret conçu en ces termes :

Décret qui anéantit les actes faits par la soi-disant Commission Populaire de Salut Public de Bordeaux ; en déclare les membres traîtres à la Patrie, et les met hors la Loi...

Art. III. — La Commune de Bordeaux réintègrera dans l'heure de la notification du présent décret les 357.320 piastres enlevées à main armée de l'hôtel de la Monnaie de Bordeaux et qui étaient destinées au service de la Marine.

Art. IV. — Tous les dépositaires actuels de l'autorité publique dans la ville de Bordeaux répondent individuellement sur leur tête de la somme des 357.320 piastres...

Art. V. — La Trésorerie Nationale fera parvenir aux commissaires nommés par les citoyens de Bordeaux (les) deux millions (de livres) prêtés par le décret du 30 Mars dernier.

Comme conséquence de cette mise hors la loi, les membres de cette Commission de salut public virent leurs biens mis sous séquestre. Mais l'article V du décret qui les condamnait laisse comprendre la raison de leur conduite : Bordeaux souffrait toujours de la famine, et les secours votés depuis quatre mois se faisaient toujours attendre. Ils avaient donc pensé pouvoir prélever de cette façon-là un acompte immédiat sur les deux millions de livres que la ville attendait toujours. Ils surent ce que cela leur coûta.

Même avant la décision de la Convention nationale, les divers partisans de cet enlèvement avaient dû comprendre la gravité de leur initiative. En effet, l'un des membres du Conseil général de la commune, Sandré, écrivit, le 5 août, au Conseil municipal, qu'il avait demandé à Lhoste de lui retourner les verbaux et le récépissé qui lui avaient été remis respectivement le 30 juillet et le 1^{er} août, et dont le sieur Basseterre détenait les originaux, tandis qu'au contraire, Lhoste réclamait ces originaux qu'il devait envoyer à Paris.

Quoi qu'il en soit, le 12 août, le Procureur syndic du département pouvait annoncer la dissolution de la Commission populaire de salut public et le rétablissement des piastres dans l'hôtel de la Monnaie de Bordeaux.

Il y a toutefois lieu de noter que, d'après le récépissé remis à Lhoste le 1^{er} août, les quatre-vingt-six ballots enlevés à la Monnaie ne contenaient en réalité que 255 320 piastres, les 100 000 manquantes ayant été régulièrement utilisées par Lhoste conformément aux instructions de la Trésorerie nationale. Il est curieux de constater que, malgré ce fait, la Convention nationale insista pour la restitution intégrale des 357 320 piastres, dont les édiles bordelais « répondent individuellement sur leur tête ».

Enfin, tenant compte que, lorsque les commissaires se présentèrent à la Monnaie, ils connaissaient déjà parfaitement le nombre de ballots et les locaux où ils se trouvaient, ce qui leur permit d'agir à coup sûr, d'où provenaient de tels renseignements ?

— *Le vol commis en septembre 1793 à la Monnaie.*

Cette affaire des piastres paraît avoir été vraisemblablement à l'origine d'un autre incident de même gravité. Elle n'avait pas natu-

rellement manqué de déclencher une certaine publicité. Il en résulta, un mois plus tard, dans la nuit du 11 au 12 septembre, un vol avec effraction de presque tout le métal argent en dépôt : 22 quintaux, disait-on. Or, ni le procès-verbal de constat établi le matin même, ni l'enquête menée plus tard, ne permettent d'essayer de reconstituer ce vol. Rien n'indique notamment le chemin suivi par les cambrioleurs. Ils avaient opéré depuis la cour centrale : par où avaient-ils pu y arriver, et comment avaient-ils pu faire passer par-dessus le mur d'enceinte l'importante quantité d'argent qu'ils avaient eu le temps de s'approprier ? De son côté, Duthil, alors commissaire national, qui, déjà à cette époque, logeait chez son futur beau-père, s'était précisément absenté ce même soir vers 11 h 30, et ne serait pas rentré de la nuit. Toutefois, ce fut lui qui « avant midi » fut appelé à rédiger le premier constat.

Aujourd'hui 12 septembre 1793, *disait-il en substance*, nous G.D. Duthil, ... avons été averti par le citoyen L.B. Lhoste ... que vers trois ou quatre heures du matin, il avait été éveillé par le citoyen Colombeau ... qui lui a dit qu'il y avait des voleurs dans l'hôtel ; qu'alors le directeur s'est sur le champ levé, a fait éveiller le monde de l'hôtel, et qu'on s'est mis à la recherche ; qu'on a aperçu qu'en effet des voleurs s'étoient introduits et avoient emporté plusieurs matières d'argent tant en lingot que monnoyé ; qu'il y avait des effractions à plusieurs portes...

Malgré les recherches, il fut impossible de retrouver les voleurs, mais il fut fait appel au sieur Darmagnac, juge de paix de l'arrondissement. Il demeurait près de l'hôtel, il s'y rendit à 5 heures du matin. Or, Lhoste affirma plus tard qu'il ne l'avait pas fait venir pour instrumenter, mais uniquement pour lui demander conseil. C'est sans doute de leur entretien qu'il en résulta la réunion, dans la matinée, non seulement de ce juge, mais de l'un de ses assesseurs, Ytey-Peyronnin, d'un menuisier, nommé Belloc, et du greffier du « tribunal de la police correctionnelle, le citoyen François-Gautier Giffey, ce dernier chargé d'écrire le constat ».

Ce fut donc en présence de ces quatre témoins que Lhoste et Duthil continuèrent leurs investigations. Certains détails sont curieux à connaître :

D'abord, nous sommes entrés dans le « bureau des matières » attendant à celui du change... Nous avons remarqué que, pour ouvrir cette porte, qui donne sur un passage qui conduit aux fonderies et au moulin des lavures, lieu assez isolé, on a fait un trou qui a sept pouces sur six, en carré, près de la serrure, que ce trou a été fait par le moyen d'une vrille de quatre lignes et demie de diamètre, de laquelle on s'est servi pour faire des trous près les uns des autres dans la forme du trou carré ; ledit Belloc nous a fait remarquer que ces trous ont été faits en dehors ; qu'il a été facile de passer le bras par ce trou carré... Nous avons remarqué que dans ce bureau, il y a plusieurs paniers et sacs contenant les piastres et autres matières d'argent... Sur la même table nous avons trouvé une vieille cafetière en fer blanc arrangée en forme de lanterne sourde qui était placée dans une gamelle en bois... Sortis de ce bureau,

nous avons trouvé sur le pavé, dans le passage, ou espèce de ruelle qui conduit aux ateliers, deux lingots d'argent... du poids ensemble de 65 marcs 6 den. et sur l'un d'eux est écrit à la main 11 deniers 17 grains... De là, nous sommes allés vers une grande porte à deux battants qui sépare la cour du moulin des lavures ; (pour l'ouvrir) les voleurs ont employé les mêmes procédés qu'à celle du moulin des lavures... Après cette porte et sous le hangard, nous avons trouvé, près le moulin des lavures, un baril défoncé au fond duquel les voleurs avoient mis une chandelle...

(Le reste de ce procès-verbal est perdu.)

Dès le 12, Duthil avisa le Conseil municipal de ce vol et lui demanda d'en rechercher les auteurs. Le Conseil nomma aussitôt deux commissaires, les notables Boulay et Chateau, pour procéder à une enquête, et s'il fallait, à des visites domiciliaires avec au besoin le concours du juge de paix. Sur ce point, aucun texte ne signale le moindre résultat positif, alors que trois membres du Conseil, Sers, Grangeneuve et Cholet, estimaient que le butin n'avait pu être transporté bien loin. Par contre, des bruits avaient commencé à courir, d'après lesquels Lhoste aurait été lui-même l'instigateur de ce vol. Il lui fallut écrire à sa section pour l'inviter à faire le nécessaire pour le justifier.

D'autre part, Duthil, à titre de commissaire national, enjoignit la municipalité soit d'établir une garde suffisante autour de l'hôtel, soit d'en rapprocher le poste de la section, afin de mieux en surveiller les alentours. A ce sujet on lui rappela que déjà sous une ancienne municipalité présidée par le maire Courpon, il avait été question de créer une garde de cinq hommes, mais qu'elle avait été refusée : en fait, le maire avait exigé que la porte de l'hôtel reste ouverte pendant la nuit, ce qui était inacceptable, en raison même de la faiblesse de cette garde. L'accord n'avait donc pas pu avoir lieu. Quoi qu'il en soit, cette fois-ci, le Conseil municipal donna satisfaction à Duthil.

3. LES ACCUSATIONS DU COMMIS RAUZET CONTRE LE DIRECTEUR LHOSTE.

L'origine de ce conflit reste assez énigmatique : il ne sera possible de formuler sur ce point que de simples hypothèses — toujours hasardeuses — en essayant de remonter de l'effet à la cause.

Dans l'ancien hôtel des Monnaies, situé sur la paroisse Sainte-Croix, le cabinet du directeur se trouvait au rez-de-chaussée, dans l'angle gauche du bâtiment de façade. C'était une grande pièce, éclairée par deux fenêtres, où se trouvaient le bureau du directeur ainsi que celui de son commis, David Rauzet. Directeur et commis travaillaient souvent ensemble, en sorte que ce dernier pensait connaître à peu près tous les faits et gestes de son patron.

Rauzet était marié et père de deux enfants dont l'aîné se trouvait déjà parti « aux frontières », ce qui laisse à penser que son père

avait quarante ans environ ; celui-ci souffrait visiblement de son emploi subalterne, et il avait senti, dès les débuts de la Révolution, qu'elle lui permettrait d'atteindre les buts auxquels il avait toujours aspiré. C'est ainsi que, profitant de l'abolition des anciennes institutions, il avait cherché à faire partie des nouvelles, d'où son poste de secrétaire de la section Beaurepaire, de capitaine de compagnie (sans doute de la Garde nationale ?), de conseiller dans une municipalité provisoire, et, en dernier lieu, de notable dans le Conseil général de la commune créé sous les auspices d'Yzabeau et de Tallien. Il avait évidemment épousé les idées nouvelles qui paraissaient devoir lui procurer une plus grande liberté et peut-être aussi une sérieuse amélioration de son sort. Cette tendance de son esprit l'avait dès lors incité à dénoncer les abus qu'il connaissait de l'Ancien Régime, et plus spécialement ceux qu'il estimait avoir aperçus à la Monnaie de Bordeaux. Il les aurait divulgués à ses collègues de sa section, et ceux-ci l'auraient poussé à en faire part aux autorités compétentes afin de les faire cesser.

De son côté, il se peut que Lhoste n'ait pas pensé à rétribuer convenablement son commis, et surtout à lui allouer un pourcentage quelconque sur ses profits personnels, ce qui permettra à Rauzet d'affirmer à plusieurs reprises que « le public jugera lequel est honnête entre l'homme constamment peu fortuné et l'homme aussi subitement enrichi ».

Pendant les premiers mois de la Révolution, Rauzet paraît être resté tranquille. Ce n'est que dans le courant de 1791 que des rumeurs désobligeantes commencèrent à circuler à Bordeaux, concernant la conduite de Lhoste. Une lettre — peut-être anonyme (?) — avait été adressée en juin au ministre des Contributions pour lui signaler ses agissements. Ce ministre la renvoya au Directoire du département en l'invitant à vérifier l'exactitude des faits. L'un des commissaires nommé dans ce but par ce Directoire, Lafon-Ladebat, répondit qu'après avoir fait « une vérification avec la plus grande sévérité » il n'avait rien trouvé d'anormal.

Un an plus tard, en septembre 1792, le ministre des Contributions, Clavière, reçut deux lettres de Rauzet, la première du 1^{er} du mois, composée « de huit pages en écriture fine », et la seconde du 9, énumérant les multiples irrégularités commises à la Monnaie de Bordeaux. Rauzet reprochait, entre autres choses, à Lhoste de s'être approprié, sur des quantités importantes de monnaies, le bénéfice qui aurait dû revenir à la nation. Peut-être avait-il raison, partiellement tout au moins, car certains indices laissent, en effet, apparaître quelques imprudences de Lhoste. Mais celui-ci était bien trop avisé pour être pris en défaut. De plus, il avait dû rendre certains services à des amis assez haut placés pour pouvoir le défendre. Dans son libelle de l'an VII, Rauzet exprime d'ailleurs son sentiment sur ce point :

Un génie protecteur, sans doute grassement payé, *dit-il*, couvre votre action d'un nuage épais... mais le charme magique ne saurait être

éternel, et le tems, il faut l'espérer, éclaircira l'horizon ténébreuse dont un talisman métallique vous environne.

Le 2 novembre, Clavière répondit à Rauzet que ses dénonciations manquaient de précision, et même que « les dénonciations vagues ne peuvent déterminer à rien et sont presque toujours suspectes ». Le même jour, ce ministre renvoya directement à Lhoste les deux lettres de son commis.

Aucun procès-verbal ne signale la nature de l'entretien qui dut avoir lieu entre les deux intéressés lors de la réception du courrier. Toujours est-il que le 25 novembre Rauzet dut écrire deux nouvelles lettres à Paris. La première, adressée à Clavière, était ainsi conçue :

De faux amis m'avaient induit à desservir auprès de vous des hommes d'une intacte probité, et qui m'ont toujours traité en véritable ami. Je vous prie de leur rendre votre confiance qui leur est due, et surtout à Mr Lhoste qu'il a mérité sous tous les rapports possibles ; veuillez bien croire que ma rétractation est aussi libre que ce que l'impulsion à laquelle je m'étais livré étoit contraire à mon cœur. Je vous prie en grâce de me renvoyer mes lettres pour les jeter dans le plus profond oubli.

En fait, Lhoste ne lui avait pas dit qu'il avait déjà ces deux lettres en main.

La seconde, destinée au Commissaire général des Monnaies, disait à peu près les mêmes choses :

Instigué par des hommes qui ont ouvert un précipice sous mes pas, j'ai écrit au Ministre des Contributions deux lettres... contre des amis que j'ai toujours reconnus et qui m'ont rendu de très grands services. Pénétré de ma faute impardonnable, j'écris à ce Ministre ce jour de recevoir la rétractation du contenu de ces lettres, d'avoir la bonté de me les renvoyer et de rendre son estime et sa confiance aux personnes qui y sont dénommées, et notamment à M. Lhoste qui n'a jamais cessé de la mériter sous tous les rapports. J'en ai l'âme dévorée de peine et de repentir.

Cette escarmouche de Rauzet contre Lhoste et Duthil se termina donc à son désavantage. Il y a lieu de présumer que Clavière lui-même n'estima cette rétractation qu'à sa juste valeur. D'ailleurs, il démissionna au début de 1793 et fut remplacé par Destournelles qui prit la chose beaucoup plus au sérieux. Rauzet lui avait envoyé successivement six lettres dont la dernière en date du 6 ventôse an II (24 février 1794). Le 9, il les fit parvenir aux commissaires de la Trésorerie nationale qui les lui renvoyèrent aussitôt, car, disaient-ils, « l'examen des faits articulés par Rauzet était de la compétence de la Commission chargée de la partie administrative des Monnoies ». Cette commission y trouva quinze chefs d'accusation sur lesquels elle put interroger directement Lhoste qui se trouvait précisément à Paris.

Malgré toute son habileté, Lhoste ne put entièrement convaincre ses juges. Sur les quinze chefs d'accusation retenus contre lui, il en restait treize pour lesquels il fallait « éclaircir des faits, entendre des témoins, faire des vérifications, ce qui ne pouvait se faire qu'à Bordeaux ». La Commission des Monnaies écrivit donc au représentant du peuple (c'était alors Yzabeau) en lui envoyant tout le dossier de cette affaire qui ne pouvait être instruite que « par une autorité aussi étendue que celle dont la Convention a fait le dépôt entre ses mains ».

A cet effet, Yzabeau, lors de la réception de ce dossier, nomma à son tour une commission composée de trois membres : un commissaire national, Boy, le substitut de l'agent national, Tustet, et le syndic de l'ancienne corporation des orfèvres, Hubschmann. Il serait fastidieux d'entrer dans tous les détails de l'enquête qui suivit. Un simple résumé du rapport, assorti de quelques citations de son texte, suffira certainement pour en comprendre le sens.

Selon une première accusation, Lhoste se serait servi de balances truquées. Mais c'était aussi incriminer le balancier de la Monnaie, Antoine Fournel, qui en arriva à dévoiler une certaine duplicité de Rauzet. D'autres intéressés, tels que le serrurier de la Monnaie, Ragot, et trois fondeurs, Boulanger, Dubois et Renoy, vinrent confirmer la justesse des balances incriminées, exacte au départ, mais devenant parfois relatives lors des trop grosses pesées... Les commissaires en conclurent que Rauzet se livrait ainsi « à une intrigue abominable, qu'il distillait le venin de la calomnie... ». Bref, une conclusion peut-être un peu trop exagérée pour ne pas paraître quelque peu entachée de partialité.

La seconde accusation, comme la quatrième, n'ont pas fait partie de l'enquête. Lhoste avait dû répondre de façon satisfaisante devant la commission de Paris.

La troisième a trait à un lot d'argenterie d'une valeur de 11 386 liv. 10 s. 6 d. expédié d'Angoulême à l'adresse du citoyen Duranthon, alors procureur syndic du district de Bordeaux, qui aurait transmis ce lot à la Monnaie. Mais Duranthon, étant devenu ministre de la Justice, et ne pouvant plus s'en occuper, Lhoste en aurait fait son profit personnel. Sur ce point, le rapport indique que Lhoste avait versé la valeur de ce lot à la Trésorerie nationale et qu'il en avait conservé le reçu. A noter, si l'on veut, le caractère plutôt évasif de cette réponse, du fait que les commissaires n'ont pas dit qu'ils avaient effectivement vu ce reçu, et qu'ils n'en ont même pas précisé la date.

La cinquième dénonciation est bien l'une des plus curieuses. Il s'agissait, d'après Rauzet, d'un envoi par le district de Cadillac d'un lot de 40 marcs d'argenterie qui, n'ayant pas été pris en charge sur le registre des entrées, aurait disparu sans laisser de trace. Sur le rapport, il n'est nulle part question de la date de cet envoi. Il est, dès lors, compréhensible qu'il n'ait pu être identifié, surtout s'il avait fait partie d'un groupe plus important. Or, ce ne sera pas le

rapport qui donnera de plus amples précisions, bien au contraire.

Il commence par déclarer que Lhoste, interrogé à Paris, aurait affirmé que c'était Rauzet qu'il avait chargé de passer ces écritures. Puis il ajoute :

Dans le cas présent, c'est Rauzet qui est commis de Lhoste, c'est Rauzet qui dénonce Lhoste comme l'auteur d'une omission frauduleuse qui ne peut être que le fait de Rauzet. Prenons les livres de la Monnaie, tenus et écrits par Rauzet, et répondons à la Commission, ou plutôt instruisons le lecteur que Lhoste, frappé de l'importance de l'omission, donna à ses actions toute l'énergie de sa sensibilité. Il fit venir ses livres à Paris, les vérifia et constata l'absence de l'écriture ; mais il vit plus que tout cela il le vit, et son cœur en frémit ; et toi, lecteur, contient son âme qui s'ébranle, qui s'efforce de s'élancer vers l'abîme du crime... Il s'aperçut de la scélératesse de son commis ; il n'eut besoin que du secours de ses yeux pour découvrir la calomnie...

Après cette diatribe contre Rauzet, ils demandèrent au district de Cadillac un état des matières qu'il avait envoyées à la Monnaie de Bordeaux, et recherchèrent, de leur côté, les chiffres figurant sur le registre des entrées. Le résultat apparaît comme suit :

Entrées :

23 septembre 1791 ..	94 m. 2 oz. 18	
5 octobre 1791	51 m. 4 oz.	
21 juin 1791	64 m. 1 oz. 12	(ou 49 m. 4 oz.)
25 octobre 1791 et		
12 novembre 1791 ..	466 m. 3 oz. 19	
		663 m. 7 oz.

Etat de Cadillac :

29 avril 1792 (?)	6 m. 5 oz.	
29 avril 1792	44 m. 6 oz.	
24 octobre 1791	259 m. 6 oz.	
12 novembre 1791 ...	206 m. 5 oz. 7	
		517 m. 6 oz. 7

Que le total des entrées soit supérieur à celui de l'état fourni par Cadillac, c'est incontestable ; qu'il y ait aussi équivalence pour les livraisons des 24 octobre et du 12 novembre, c'est certain. Mais il faut une bien bonne volonté pour trouver une concordance quelconque entre les autres écritures, surtout si l'on tient compte des dates. Dans l'un des paragraphes, le rapport continue à incriminer Rauzet :

— Si dans les 663 marcs 7 onces... ne sont pas compris les 40 marcs dont s'agit, que doit-on penser de la réclamation faite à cet égard ? Est-ce un oubli de la part de Rauzet, du redressement duquel Lhoste s'occupera à son retour à Bordeaux, ou bien est-ce un moyen d'inculpation contre lui longtemps à l'avance ? Dans l'un et l'autre cas, le citoyen Lhoste n'en impute le résultat qu'à sa trop grande confiance dans Rauzet.

Même en admettant que l'envoi par Cadillac des 51 marcs ait été fait en avril 1791 et non en avril 1792, et puisse ainsi correspondre aux 51 marcs enregistrés en octobre 1791, rien ne prouve que cette omission puisse être vraiment imputable à Rauzet. Bien au contraire, en ce sens que, simple comptable, il n'aurait pu enregistrer un bordereau qui ne lui aurait pas été présenté; une rectification qui, dans ce cas, n'aurait eu lieu que près de six mois plus tard, c'est-à-dire après la première dénonciation de juin de la même année. Il semble donc bien qu'en cette circonstance, Rauzet ait simplement voulu rappeler un incident déjà clos, et que, conscient de sa bonne foi, il ait été aussi naïf et maladroit que son adversaire était avisé et puissamment appuyé. Bref, les commissaires conclurent que rien ne manquait et que Lhoste avait tout reversé à la Trésorerie. Mais l'incident avait-il bien été clos de cette façon-là? En outre, les pièces justificatives ont-elles bien été annexées au rapport?

De la sixième à la onzième dénonciation, le rapport fait apparaître les difficultés auxquelles donna lieu l'emploi des assignats.

Dans la sixième, contenue dans sa lettre du 25 nivôse an II, Rauzet s'était plaint de ce que ni les monnayeurs ni lui-même n'avaient jamais été payés en numéraire : Lhoste aurait retenu toutes les espèces métalliques pour ne s'acquitter qu'avec des assignats. Interrogé sur ce point, ce dernier affirma qu'il avait toujours payé ses sous-ordres en numéraire « sauf toutefois pour la fabrication des sols dont il croit n'avoir payé une ou deux fois que le dixième en numéraire et le solde en assignats, en vertu des ordres réitérés du ministre Tarbé ». De leur côté, les monnayeurs eurent une version plus précise : trois d'entre eux, les deux frères Belloguet aîné et Auguste Belloguet, ainsi que leur prévôt Duportail aîné, firent une déclaration certifiant que « le citoyen Lhoste, directeur de ladite Monnaie, nous a toujours payé nos émolumens en numéraire jusqu'à l'époque du 29 avril dernier, à l'exception d'une fois, en vertu d'une lettre du ministre Tarbé ». Finalement, Rauzet se serait rétracté.

A noter que ce 29 avril ne précédait que de huit jours la première émission (du 6 mai 1791) des petits assignats de cinq livres. Il semble donc résulter de ce texte que le gouvernement ait pensé profiter de cette émission pour prescrire de ne payer désormais les agents de l'Etat qu'avec du papier-monnaie, dans toute la mesure du possible.

La septième, comme la huitième dénonciation, portent sur deux faits identiques. D'un côté, Lhoste aurait vendu, fin 1792, contre des assignats et avec un bénéfice de 20 %, du numéraire à un marchand du nom de Bassaler, qui serait venu le chercher dans le courant de la nuit. Bassaler déclara qu'en effet, il avait obtenu des pièces d'un sou, mais « à aucune bénéfice » et pour les seuls besoins de son commerce. D'autre part, Lhoste aurait également vendu des écus, avec 60 % de bénéfice, à l'agent de change Chaumel : ce dernier se contenta de certifier qu'« en bon républicain, il n'avait de sa vie

acheté de numéraire, espèce sonnante, au citoyen Lhoste ni à qui que ce soit ». Deux attendus, suivis une nouvelle fois d'une longue tirade contre Rauzet, lui rappelant, entre autres choses, la lettre de Clavière, et lui signifiant qu'il n'avait aucune qualité pour formuler une accusation sans preuve suffisamment probante : objection qui, en somme, paraît exactement fixer tout le fond de l'affaire. Dans ce sens, Rauzet s'était plaint, en effet, « qu'il étoit malheureux si les témoins sur lesquels il comptoit démentoient ses assertions ».

La neuvième dénonciation, contenue dans la lettre écrite à Destournelles le 25 nivôse an II (14 janvier 1794), est plus subtile et demande une mise au point préalable. Une loi du 24 octobre 1792 avait démonétisé les assignats à effigie royale pour les remplacer par des républicains. Ces coupures démonétisées devaient être remises à la Trésorerie nationale contre des récépissés provisoires, en attendant la répartition des nouvelles émissions, ces récépissés devant finalement revenir à la Trésorerie en échange des nouveaux assignats. Or, Rauzet affirmait que le 22 août 1793 — dix mois après la parution de cette loi — Lhoste n'avait encore en caisse que de ces anciens assignats ; il est certain que, dans ce cas, il y aurait eu une faute assez grave de sa part, soit à cause de sa négligence, soit surtout parce qu'il aurait favorisé des amis grâce à des fonds appartenant à l'Etat. Sur ce point, le rapport s'exprime comme suit :

Il (Lhoste) a dit : il s'est trouvé 21 500 livres d'assignats démonétisés dans la caisse, à l'époque du décret, provenant de sa recette, laquelle somme il a remise en même nature à la Trésorerie Nationale le 11 Nivose ; et sûrement la Trésorerie n'a reçu cette somme et n'en a déchargé Lhoste qu'après s'être assurée de la certitude de l'existence de cette somme en assignats démonétisés à l'époque du décret. Toutes les conjectures contraires s'évanouissent à la vue du récépissé que Lhoste offre de produire.

Là encore, les commissaires n'affirment pas avoir vu ce récépissé ; d'ailleurs pourquoi Lhoste l'aurait-il conservé si longtemps ?

Quant au dixième chef d'accusation, tel qu'il est présenté, il paraît, tout au moins à première vue, singulièrement stupéfiant. La Commission des Monnaies de Paris avait posé les deux questions suivantes :

1° La Trésorerie nationale ne lui avoit-elle fait compter en assignats républicains, en mars 1793, environ 100 000 marcs pour les cuivres achetés au compte de l'Administration.

2° Les districts ne lui avoient-ils pas donné en échange des sols, des assignats républicains de 4 et 500 livres et très peu de 200 livres ?

En fait, Lhoste avait été chargé par le ministre des Contributions de l'achat de 100 000 livres (monnaie) de cuivre « rosette ». Il avait exécuté cet achat en janvier 1793 avec ses deniers personnels et, en mars, s'était plaint de ne pas en avoir encore reçu le remboursement. Or, le rapport se contente de dire que Lhoste avait un

correspondant à Paris, avec lequel il était en compte, et que le remboursement avait été fait entre les mains de ce correspondant. Il passe sous silence les deux questions posées par la Commission des Monnaies, et considère comme suffisamment claire la lettre que Lhoste avait écrite le 23 mars au ministre pour réclamer ce remboursement. On en arrive ainsi à admettre que Lhoste aurait touché de trois côtés à la fois, ou tout au moins de deux, à Paris, par l'intermédiaire de son correspondant ; ensuite à Bordeaux, à la Trésorerie nationale.

En onzième lieu, Lhoste, après avoir reçu les mémoires de deux entrepreneurs qu'il avait fait travailler sur son domaine de Mérignac, avait attendu longtemps pour les régler, faute, disait-il, d'assignats en monnaie courante. Le jour du règlement, il pensa pouvoir payer avec des écus d'argent, mais au cours du papier-monnaie. C'était une perte pour ces entrepreneurs qui protestèrent. Lhoste aurait alors repris les écus et, suivant le témoignage du premier, « Lhoste fit un nouveau paiement en assignats, en sorte que par ce moyen le répondant n'a éprouvé aucune perte ». Le second fut encore plus explicite : il a été payé « au cours de la valeur des matériels et des journées en 1790 ».

Les quatre derniers griefs paraissent s'appliquer à des faits plus sérieux. Le douzième, notamment, a trait au vol avec effraction commis à la Monnaie en septembre 1793. Mais ce grief a déjà été mentionné à l'occasion de la relation de ce vol. Il est donc inutile d'y revenir encore.

Comme autre inculpation, Lhoste, après avoir acheté du cuivre de Pérou, l'aurait mélangé à du plomb. Or, l'un des fondeurs de la Monnaie, le citoyen Juhel Renoy, a déclaré qu'en juillet 1792, Lhoste avait fait des épreuves très coûteuses mais infructueuses avec ce cuivre ; même en y ajoutant 1/150^e de plomb pour faciliter la fusion, le résultat n'avait pas été meilleur. Il fallut en arriver « à faire un alliage de métal de cloche, de clous de cuivre et de doublures de navire ». D'ailleurs, Rauzet ne put donner aucune précision sur ces essais, faits en petit comité, et ne pouvant donc être attestés par tous les monnayeurs, comme il l'avait prétendu auprès de Destournelles.

L'avant-dernière dénonciation a ceci de particulier qu'elle met en cause un des principaux potiers d'étain de Bordeaux, le citoyen Fabreguettes.

Lhoste avait acheté du cuivre à ce potier d'étain, ainsi qu'à d'autres marchands dont plusieurs n'avaient pas donné de facture du fait qu'ils ne savaient ni lire ni écrire. Rauzet avait été chargé de surveiller les pesées et de vérifier l'exactitude des comptes avant d'établir les billets à échéances prévus au sujet du règlement. Or, Fabreguettes, de retour chez lui, s'aperçut que Rauzet avait majoré sa facture dans le seul but d'y ajouter la quantité vendue par l'un des illettrés. Fabreguettes vint protester auprès de Lhoste qui fit rectifier les écritures.

Enfin, la quinzième et dernière dénonciation est, en réalité, la seule présentant un véritable intérêt. Il s'agissait, en effet, du procédé grâce auquel Lhoste se serait rapidement enrichi au détriment de la nation. Il est certain que si le fait rapporté par Rauzet avait pu être suffisamment prouvé, il aurait suffi pour entraîner la condamnation de Lhoste, ainsi que celle de Duthil et de quelques autres aussi.

Cette dénonciation a été présentée comme suit :

En 1791, il (Lhoste) ne porta que 1.007 louis de 48 (livres) pesant 62 marcs 7 onces 1 denier 12 grains, valant 48.336 livres, tandis qu'il s'en monnaya seulement en Janvier 1791 5.160 louis, de 48 pezzants 31 m. 4 oz 9 den. 12 grains, c'est-à-dire :

le 9 janvier,	2.066 louis	128 m. 6 oz	
le 12 janvier,	719 louis	44 m. 6 oz 14 den. 12 gr.	
le 15 janvier,	857 louis	53 m. 2 oz 18 den.	
le 19 janvier,	910 louis	56 m. 5 oz 15 den.	
le 26 janvier,	608 louis	97 m. 7 oz 10 den.	
	5.160 louis	3.800 m. 4 oz 9 den. 12 gr.	

(Erreur au 26 janvier, 59 m.)

Il est probable que ces chiffres n'ont pas été imaginaires. Rauzet, comme commis comptable, avait dû en prendre connaissance et, faute de pouvoir conserver les bordereaux originaux, en aurait pris copies, mais sans avoir eu la précaution de les faire légalement certifier. De ce fait, la Commission administrative de Paris n'avait pu élucider la question, et elle avait dû se contenter de faire suivre cette dénonciation des observations suivantes :

Cette dénonciation ne peut être vérifiée que sur les registres particuliers que les monnayeurs tenoient entre eux pour leur comptabilité respective, et qui n'ont pas été envoyés à la Commission quoiqu'elle les eut demandés.

A ce sujet, il n'est pas inutile de rappeler comment se comportait le personnel de la Monnaie de Bordeaux avant la transformation de mai 1791.

Jusqu'en 1647, la Cour des Monnaies de Paris envoyait périodiquement en province quelques-uns de ses membres — de véritables *missi dominici* — pour se rendre compte à l'improviste de la bonne marche des divers ateliers. Comme cette méthode s'était révélée un peu trop inopérante, ces inspecteurs itinérants furent remplacés par des correspondants devant siéger en permanence auprès de chaque cour provinciale. Ils reçurent le titre de Généraux provinciaux subsidiaires. A Bordeaux, le dernier en date, Garnung de Lalande, qui habitait dans la paroisse Sainte-Eulalie, ne bougeait plus de chez lui. Les deux juges-gardes, Antoine Pelligneau et Pierre Princeteau, étaient ainsi restés les véritables maîtres de la Cour et, par-là même, de l'hôtel. Normalement, ils devaient être constam-

ment présents à tous les stades de la fabrication : fonte, taillage, monnayage, et surtout lors de l'entrée des brèves dans la Chambre des délivrances. A ce même point de vue, ils devaient conserver les clefs de l'atelier et être présents, soit le soir, à la sortie du personnel, soit le matin, au moment de l'embauche. C'était pour eux, en somme, un véritable esclavage. Aussi en étaient-ils arrivés à confier cette surveillance à leur subordonné, le contrôleur-contre-garde, poste qui, depuis 1789, était tenu par Dominique Duthil. Or, celui-ci, profitant de cette confiance — et de cette liberté — était plutôt devenu le contremaître du directeur avant de devenir son gendre, en sorte que ce dernier pouvait désormais, sans trop de risques, soustraire des formalités de la Chambre des délivrances des quantités plus ou moins importantes d'espèces fabriquées. De cette façon, seules les quantités entrées dans cette Chambre figuraient sur son registre et, par voie de conséquence, étaient aussi les seules sur lesquelles était perçu le droit de seigneurage. Pour ordre, il y a lieu d'ajouter que, sur ces fabrications, le maître bénéficiait du droit de brassage, proportionné à l'importance des espèces délivrées, mais que, par contre, tous les frais de l'exploitation restaient à sa charge.

De son côté, la Cour des Monnaies ne demandait que trois choses : le registre des entrées des matières prises en charge par le maître, celui des délivrances, et les deniers de boîte. Si ces trois éléments étaient en concordance, cela lui suffisait ; sauf dans des cas spéciaux, elle se désintéressait totalement des comptes de la fabrication.

En 1788, depuis dix ans qu'il était entré comme contre-garde à la Monnaie de Bordeaux, Lhoste avait eu le temps de se rendre compte des possibilités que l'on pouvait tirer de tels errements. Il avait pu aider, sans accroc, Dutemple à s'enrichir ; il espérait bien pouvoir en faire autant. Mais il n'avait pu prévoir les diverses réactions suscitées par la Révolution, ni même les malencontreuses initiatives de son commis. Par contre, au cours de la désastreuse crise monétaire de son époque, il avait pu avantager de nombreuses personnalités qui, dès lors, avaient le plus grand intérêt à ce qu'il sorte indemne des attaques dirigées contre lui. Parmi ces privilégiés figurait notamment le représentant du peuple Yzabeau. On sait, du reste, que ce dernier n'était pas plus « incorruptible » que son collègue Tallien. Or, dans son libelle, Rauzet cite ce fait assez significatif :

Cette affaire très scabreuse (le vol commis à la Monnaie en septembre 1793) peu de temps après, s'arrangea le mieux du monde moyennant quelques caisses de vin, etc., etc., que Lhoste me dit lui-même avoir envoyé à Yzabeau avec lequel il était en intime liaison.

Il n'y a donc rien d'étonnant que ce dernier ait choisi des commissaires ayant accepté de minimiser les divers chefs d'accusation. En ce qui concerne plus spécialement cette quinzième dénonciation, leur procès-verbal apparaît, en effet, aussi superficiel que tendancieux.

Voici, est-il écrit, la réponse qui nous fut faite par le citoyen Bellouguet : Que n'étant pas prévôt il se contentait d'un état journalier de son travail ; que son bordereau étoit déchiré dès qu'il avoit reçu son paiement, mais que son frère pouvoit tenir en sa qualité un état du travail qui se faisoit journellement, et que cet état est celui qui a été remis au citoyen Boy, l'un de nous ; ajoute qu'avant que son frère ne fut prévôt il ne s'étoit pas aperçu qu'aucun de ses prédécesseurs en eut tenu... Nous examinâmes, en conséquence, le livre journal qui nous avoit été remis par le prévôt, mais ce journal ne commençant qu'au mois de Mai 1792, époque à laquelle Bellouguet avoit été nommé prévôt ; cette recherche ne nous donna aucun indice... puisque Rauzet ne parloit, dans sa dénonciation, que de l'or monnoyé pendant le mois de Janvier 1791... Nous nous sommes fait présenter le registre du monnayage de l'or à commencer du 15 Décembre 1788, et nous nous sommes aperçus que chaque article de travail est clos et arrêté par le prévôt des monnoyeurs ; que l'or monnoyé le mois de Janvier 1791 est réduit à 528 flacons de 48... Enfin, nous avons observé que cet état, pendant cette suite d'années avoit été vérifié, clos et arrêté par deux commissaires du Département.

Au sujet de ce passage du procès-verbal, qu'il soit permis de faire au moins deux objections.

Pourquoi d'abord les commissaires n'ont-ils interrogé que les deux frères Belloguet (et non Bellouguet) ? En l'an III, il y avait encore d'anciens monnayeurs parmi lesquels les derniers prévôts des corporations dissoutes en 1790, tels que Delézé, Farrouilh de Mahé, Fortin. Ceux-là auraient certainement pu dire s'ils avaient ou non tenu des carnets de fabrication et, le cas échéant, préciser ce qu'ils en avaient fait.

D'autre part, le registre du monnayage dont il est question, arrêté par « le prévôt des monnoyeurs » (qui était-ce ?) et, plus tard, clos et arrêté par les commissaires du département, ne pouvait être que le registre des délivrances. Le département n'a eu, en effet, à s'occuper de la Monnaie qu'à deux reprises différentes. En premier lieu, à l'occasion d'une première lettre adressée au ministre des Contributions et que ce dernier avait renvoyée au département pour enquête. Une enquête qui, « après une vérification de la plus grande sévérité, avait abouti à un non-lieu signé de Lafon-Ladebat ». Ensuite, et surtout, lorsque les citoyens Pujoux-Larroque et Derancy avaient été délégués par le même directoire pour apposer, en septembre 1791, les scellés sur la Chambre des délivrances et en faire l'inventaire. Il ne pouvait s'agir que du registre relatif aux quantités ayant passé par cette Chambre, et non à celles ayant été réellement fabriquées. Ces deux quantités avaient-elles bien été les mêmes ? C'est justement le point sur lequel il n'est plus guère possible d'être vraiment affirmatif.

Enfin, si Lhoste a voulu frauder, comme l'affirme son commis, il faut bien dire que toutes les circonstances s'y prêtaient. Les offices, comme les corporations, avaient été abolis depuis les débuts de 1790, et les nouvelles institutions n'étaient pas encore en place en mai 1791. Personne n'avait donc plus qualité pour exercer un

contrôle officiel. Une situation qui a donc facilement permis aux enquêteurs d'éluder tous les points litigieux susceptibles d'être contraires à Lhoste et à Duthil.

Ce rapport avait été achevé le 24 brumaire an III (14 novembre 1794). Il fut imprimé et distribué en frimaire. Comme l'atelier était déjà en chômage depuis le 26 pluviôse an II (24 février 1794), ceci expliquera peut-être jusqu'à un certain point les difficultés rencontrées au cours de l'enquête, ainsi que la disparition de la plupart des pièces à conviction.

Pendant ce chômage, Duthil s'était lui aussi lancé dans la politique. Il était entré le 20 brumaire an III (10 novembre 1794) au Comité révolutionnaire de surveillance ; il avait ainsi acquis un excellent titre susceptible de surclasser ceux de Rauzet, et de mieux surveiller ses actes. Puis, élu le 3 messidor suivant (21 juin 1795) notable au Conseil général de la commune, il y siégea à égalité avec son adversaire.

C'est entre-temps que se produisit entre eux un incident qui fit sensation et dont les échos se répercutèrent jusque dans la capitale. A cette époque, les bagarres étaient nombreuses et parfois même très sérieuses. Celle-ci s'inscrivit parmi les plus fâcheuses. C'est dans ce sens que le 22 germinal, le corps municipal écrivit à Paris aux députés de la commune :

Depuis votre départ, il s'est passé dans notre commune un fâcheux événement. Vous futes, pour ainsi dire, témoins de celui dont Compain a été la victime. Il n'a été que le prélude de ceux qui se sont succédés... (Ainsi) le 16, il s'éleva sur Tourny une rixe entre Rauzet et Duthil. Rauzet chercha son salut dans la fuite et se réfugia au corps de garde de la Comédie. Un officier municipal fut l'en retirer et le conduisit au Conseil Général assemblé qui prononça l'arrestation provisoire dudit Rauzet ; et Duthil et Rauzet ont porté chacun leur plainte, on fait entendre des témoins ; l'affaire est instante devant le Tribunal de la police correctionnelle qui prononcera...

Devant le Conseil général, Rauzet expliqua ce qui lui était arrivé : alors qu'il se promenait sur Tourny avec d'autres citoyens, et parce qu'il avait dénoncé au ministre des Contributions les malversations de Lhoste et de son ami Duthil, ce dernier, l'ayant aperçu, lui donna d'abord sur le pied un coup d'une « canne armée d'une lance », puis tout en le traitant de « terroriste », il en asséna un second coup qui lui fendit le bas de la joue. Rauzet, craignant alors les dangers d'une « semblable inculpation », courut se réfugier au corps de garde de la Comédie devant lequel il y eut vite un attroupement aussi tumultueux qu'important. Il fallut plusieurs interventions des membres du Conseil pour éviter une émeute. A la suite de son récit, et sur sa demande, le Conseil décida de le maintenir en état d'arrestation, d'une part pour lui assurer sa propre sécurité, et aussi en attendant le résultat d'enquêtes, tant du Comité de surveillance que du Bureau de police générale. Finalement, le 27 germinal, il fut remis en liberté provisoire ; l'affaire s'estompa dès lors sans autres difficultés.

4. LA FERMETURE DE L'ATELIER DE BORDEAUX
DU 26 PLUVIÔSE AN II AU 28 VENDÉMAIRE AN IV
(14 FÉVRIER 1794 - 20 OCTOBRE 1795).

La fermeture de l'atelier avait été décrétée fin pluviôse an II. A peine en avait-on eu connaissance que les notabilités bordelaises songèrent à transformer l'hôtel en entrepôt. C'est ainsi que dès le 1^{er} ventôse, après saisie des biens d'un émigré du nom de Bastien, son mobilier fut déposé à la Monnaie.

Toutefois, il était nécessaire, au préalable, d'en connaître exactement le matériel. Il s'ensuivit plusieurs inventaires. Le premier paraît avoir été ordonné, de son propre chef, par l'Agent national du district. Il fut effectué le 26 germinal, par deux notables de la commune, Etienne Veyssière l'aîné, et l'ancien secrétaire de Lhoste, David Rauzet, délégués de la municipalité bordelaise, en présence de l'ex-commissaire Duthil, remplaçant Lhoste en ce moment à Paris. Le procès-verbal de cette opération fait notamment connaître le nombre et la nature des machines :

- 2 presses de cuivre pesant chacune 3.000 livres
- 3 presses en fer fondu
- 3 grosses barres — ou balanciers — garnies de leurs boules de plomb « pour l'usage desdites presses » ayant chacune 9 pieds de longueur (pour les écus de 6 livres)
- 4 barres de 8 pieds, dont une avec boules en fer fondu (pour les écus de 3 livres et les pièces de cuivre)
- 1 de 6 pieds 4 pouces avec boules en plomb
- 1 sans garniture
- 6 découpoirs en cuivre, de 235 livres, avec chacune une barre pesant 34 livres 1/2. (Ces découpoirs faits sur modèle de ceux de Paris « traités par Brezin ».)

Aux Capucins :

- 2 autres découpoirs identiques
- 2 de types anciens

Plus tard, le 29 thermidor suivant (16 août 1794), la Commission des revenus nationaux, agissant par ordre du Comité de salut public de Paris, ordonna un nouvel inventaire, mais avec des instructions plus précises. L'Agent national devait s'entendre avec le « Préposé principal de l'Agence des Domaines et de l'Enregistrement » pour le faire conjointement avec lui et en présence de l'ex-directeur et de l'ex-contrôleur de la Monnaie — ou de leurs représentants. Le matériel appartenant au directeur devait être estimé sur état spécial, pour qu'il puisse lui être remboursé par la Commission des revenus nationaux. Au sujet du matériel appartenant à l'Etat, il devait être divisé en deux catégories : les machines servant au monnayage, et les articles accessoires. Ces machines devaient être mises en lieu sûr et « sous la garde des Administra-

teurs du District qui les tiendront à la disposition de la Commission des Revenus nationaux, laquelle en ordonnera l'emploi ou le transport ». Quant aux peulles — ou pièces d'essai — elles seraient envoyées à la Monnaie de Paris. Le reste serait vendu aux enchères.

Pour se conformer à ces instructions, l'Agent national se présenta une première fois, le 8 fructidor (25 août) à la Monnaie ; mais Duthil était encore seul : il refusa donc le libre accès des locaux, et invita son visiteur à revenir lorsque Lhoste serait rentré de Paris. Ce récolement ne put ainsi avoir lieu que le 2 vendémiaire an III (23 septembre 1794). Il fut fait par Etienne Veyssière, à titre de substitut de l'Agent national, conjointement avec le citoyen Petit, préposé principal des Domaines, et en présence de Lhoste et de Duthil. Lhoste présenta d'abord l'inventaire qui avait eu lieu le 10 octobre 1788, entre Dutemple et lui lors de son entrée en fonctions, et qui avait été signé des juges Pelligneau et Princeteau. Il exhiba aussi celui du 12 octobre 1791, établi lors du remplacement des juges-gardes par les commissaires du gouvernement, et signé par les deux commissaires du département, Pujoulx-Larroque et Derancy. Veyssière et Petit procédèrent ensuite à l'inventaire lui-même, dont le procès-verbal permet notamment de retrouver la distribution des locaux.

En germinal, Duthil, à titre de commissaire du gouvernement, dut expédier à Paris la totalité du cuivre existant dans l'hôtel.

Dans le courant du même mois, la municipalité, ayant reçu du fourrage, avait eu d'abord l'intention de l'engranger dans l'église Sainte-Eulalie. Mais sur observation qu'il s'agissait d'un monument ancien, et qu'il était préférable de ne pas le détériorer davantage, il fut décidé que ce fourrage serait porté à la Monnaie.

Au sujet des réparations aux immeubles, elles devaient rester à la charge du maître : encore sous le Directoire, Lhoste n'avait pu obtenir le remboursement des sommes qu'il avait avancées dans ce but. On conçoit aisément que, n'ayant plus à s'occuper de la fabrication, il n'ait pas voulu continuer à les entretenir : ce sera la cause, lors de la reprise du monnayage, en l'an IV, d'un fort retard dans la remise en marche de l'atelier.

Le personnel se dispersa ; plusieurs monnayeurs, propriétaires de vignobles, se retirèrent sur leurs domaines. Un ancien prévôt, Auguste Belloguet, entra comme commis dans les archives de la ville. Rauzet trouva sa voie dans la politique, et Duthil, quoique toujours attaché à la Monnaie, devint membre du Comité de surveillance, ce qui permit à ces deux derniers de manifester leur antipathie réciproque.

Les anciens titulaires d'offices demandèrent le remboursement de leurs finances : le graveur Charpentier, entre autres, fit inscrire au Grand Livre de la Dette publique les créances qu'il avait sur la nation (comme, par exemple, le remboursement de la finance de son office de graveur).

La liquidation des métaux précieux entraîna aussi quelques litiges. Lhoste lui aussi continua à être attaqué : à la suite « d'assertions graves mais sans preuve par un auteur anonyme », le jury déclara que « cette accusation devait être mise au catalogue des pamphlets du jour ». De plus, quoique certains motifs portés contre lui aient rappelé le vol commis en septembre 1793 à la Monnaie, Lhoste finit par obtenir, le 16 germinal an IV, un arrêté du Conseil municipal faisant provisoirement fonction de Bureau central, un certificat de bonne conduite⁵.

⁵ Cette étude est faite d'après la consultation des papiers conservés tant aux archives municipales, dans les séries de la période révolutionnaire, les Gironde, en particulier aux Archives départementales, dans la série 3 L 127, et aux Archives municipales, dans les séries de la Période révolutionnaire, les documents enregistrés en D. 86, 113, 131, 146, 210, 219, 227, en F. 41, 42, 43, 44, H. 20 et 149, et M. 51.

BORDEAUX SOUS LE SECOND EMPIRE UN CHAPITRE D'HISTOIRE METALLIQUE

par René FORTON et Daniel NONY

Puisque « l'Empire, c'est la paix » — le prince-président l'a lui-même déclaré aux notables de la Chambre de commerce de Bordeaux — la cité se rallia sans difficultés au nouveau régime et continua de connaître, sous le second Empire, la prospérité qu'assure la liberté de commerce. Haussmann, avant d'aller à Paris, fut préfet de la Gironde et Bordeaux, grâce à son activité, à celle de ses successeurs, grâce aussi à ses maires et à ses notables, reçut un équipement urbain et un visage qui pour l'essentiel subsiste de nos jours : achèvement de la Bourse, construction des Archives départementales, aménagement du Jardin public, etc. Certaines constructions, comme le Grand-Marché, le marché des Grands-Hommes, le Marché aux bestiaux... ont été remplacées par d'autres, sur les mêmes emplacements, souvent à une date toute récente. Les Compagnies d'assurances, la Chambre de commerce, la Caisse d'épargne, les compagnies de navigation, comme des sociétés plus désintéressées (Ecole de dessin et de peinture, Société des fêtes de charité, Académie, Société philomathique, Société d'horticulture, Sociétés médicales...) eurent à cœur de commander jetons et médailles pour rappeler leurs activités. Des sociétés sportives se manifestent aussi : le *Steeple-chase* ou les *Régates de Bordeaux*... Malheureusement, l'expression artistique de ces productions, commandées à Paris, n'est pas en général très heureuse : ce chapitre de l'histoire métallique de Bordeaux est, en effet assez terne, et si quelques frappes semblent témoigner d'un certain bonheur de sujet ou de traitement, il s'agit, presque toujours, de reprise de types antérieurs. Des légendes trop développées occupent les revers des médailles les plus importantes, avec le souci manifeste de loger, avant tout, le plus grand nombre de noms de notabilités locales. Un graveur bordelais comme J.-B.-J. Constant se vit sans cesse imposer cette obligation et ne produisit plus guère de médailles originales¹.

1. Pour le centenaire de la Société française de numismatique, en 1965, le Cercle Bertrand-Andrieu avait présenté une vitrine dans l'exposition ouverte à l'hôtel des Monnaies du quai de Conti, à Paris. Comme aucun catalogue détaillé n'accompagnait les médailles, il a paru bon de ne pas laisser dans

MEDAILLES MUNICIPALES



Médaille du parfumeur Hubert, à Bordeaux (maïllechort, 37 mm).
(n° 45).

1. Médaille du marché aux bestiaux [1856], (ronde, argent ou bronze, 50 mm) :
A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête nue de profil à gauche. Au-dessous, signature : BARRE.
R/ A l'entour : MARCHE GENERAL AUX BESTIAUX. BORDEAUX 1856. Dans un cercle perlé, en sept lignes : M.M. / DE MENTQUE, PREFET / GAUTIER AINE, MAIRE / FAURE, ADJOINT / TESSIER, CONCESSIONNAIRE / BURGUET, ARCHITECTE / LE-SOURD, ENTREPRENEUR. Au-dessous, signature : J.B.J. CONSTANT.
(Cf. A. Evrard de FAYOLLE, « Médailles et jetons municipaux de Bordeaux », dans *Gazette numismatique française*, t. VI, 1902, p. 403, n° 608.)
2. Médaille du Jardin public [1856] (ronde, argent ou bronze, 50 mm) :
A/ Identique au précédent.
R/ A l'entour : VILLE DE BORDEAUX. RESTAURATION DU JARDIN PUBLIC. Dans un cercle coupé de hachures, en cinq lignes : M.M. / DE MENTQUE, PREFET / GAUTIER AINE, / MAIRE / CH. BURGUET, ARCHITECTE / 1856. Au-dessous, signature : J.B.J. CONSTANT. BORDEAUX.
(Cf. A. E. de FAYOLLE, article cité, p. 404, n° 69.)
3. Médaille de l'Institution des sourdes-muettes [1862] (ronde, argent ou bronze, 57 mm) :
A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée de profil à gauche. Au-dessous, signature : CAQUÉ. F. / GRAVEUR DE S.M. L'EMPEREUR.
R/ A l'entour : INSTITUTION DES SOURDES - MUETTES DE BORDEAUX. Dans un cercle de perles et de traits, en treize lignes : LA / PREMIERE PIERRE / A ETE POSEE / LE 10 AVRIL 1862 / NAPOLEON III REGNANT / S.E. LE C^{TE} DE PERSIGNY / MINISTRE DE L'INTERIEUR / M^S DE MENTQUE / PREFET DU DEP^T DE LA GIRONDE / M^S THIAC / ARCHITECTE.
(Cf. A. E. de FAYOLLE, article cité, p. 404, n° 70.)
4. Médaille des Archives départementales [1862] (ronde, argent ou bronze, 57 mm) :
A/ Identique au précédent.

l'oubli le travail de recherche accompli alors. Ce catalogue n'est pas complet car le décès de R. Forton n'a pas permis de retrouver toutes les médailles rassemblées naguère. Par contre, d'autres sont venues s'y ajouter et il faut espérer qu'à la suite de cette première publication, les collectionneurs nous feront connaître d'autres pièces en leur possession. Les médailles répertoriées ici se trouvent représentées, en leur quasi-totalité, au médaillier de la Bibliothèque municipale de Bordeaux, principalement grâce au legs d'E. de Fayolle.

R/ A l'entour : BATIMENT DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES. Dans un cercle de perles et de traits, en onze lignes : NAPOLEON III / REGNANT / LE C^{TE} DE PERSIGNY / MINISTRE DE L'INTERIEUR / M^R DE MENTQUE / PREFET DE LA GIRONDE / A POSE LA PREMIERE PIERRE / LE 11 MAI 1862 / EN PRESENCE DU CONSEIL GENERAL / M^R LABBE / ARCHITECTE.

(Cf. A. E. de FAYOLLE, article cité, p. 405, n° 71.)

5. Médaille du Grand-Marché [1865] (ronde, argent ou bronze, 57 mm) :

A/ Identique au précédent.

R/ A l'entour : GRAND-MARCHE. BORDEAUX. Dans un cercle perlé, en seize lignes : HALLE / VOTEE EN 1862 / M. CASTEJA / MAIRE DE BORDEAUX / COMMENCEE EN 1865 / M. LE C^{TE} DE BOUVILLE / PREFET DU DEP^T DE LA GIRONDE / M. G. HENRY BROCHON / MAIRE / M. LANCELIN / DIRECTEUR DES TRAV. PUBLICS / N. BURGUET / ARCHITECTE / M.M. DIARD ET DUPUY / COMPAN ET C^{IE} / ENTREPR^{RS}.

(Cf. A. E. de FAYOLLE, article cité, p. 405, n° 72.)

6. Médaille du marché des Grands-Hommes [1865] (ronde, argent ou bronze, 57 mm) :

A/ Identique au précédent.

R/ Identique au précédent, mais l'inscription : GRAND-MARCHE. BORDEAUX. est remplacée par MARCHE DES GRANDS-HOMMES. BORDEAUX.

(Cf. A. E. de FAYOLLE, article cité, p. 406, n° 73.)

Le médaillier de la Bibliothèque municipale de Bordeaux possède deux épreuves en cuivre de cette médaille : l'une présente le type du revers (cette longue légende) utilisée aussi à l'avvers ; la seconde possède un avers lisse.

JETONS ET MEDAILLES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

7. Jeton au revers d'E. Dubois (octogonal, argent, 34 mm) :

A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête nue de l'empereur à gauche signature près du cou : CAQUE F.).

R/ Poupe antique à droite, portant boussole. Au-dessus : QUO NON HAC DUCE. A l'exergue : XV VIRI BURDIGALENSES / COMMERCIIS REGENDIS / 1834 (au-dessous, signature du graveur : E. DUBOIS).

(Cf. A. Evrard de FAYOLLE, *Histoire numismatique de la Chambre de commerce de Bordeaux (1705-1898)*, Bordeaux, 1900, 249 p., 5 planches, p. 146 ; du même, *Trois jetons de la Chambre de commerce de Bordeaux*, Bordeaux, 1902, 12 p., p. 11-12.) Ce revers fut utilisé jusqu'en 1854.

8. Jeton au revers d'A. Dubois (octogonal, argent et or, 34 mm) :

A/ Identique au précédent, par le même graveur.

R/ Même description, mais la date a disparu et la signature est d'Alphée Dubois : A. DUBOIS.

(Cf. A. Evrard de FAYOLLE, *Histoire numismatique...* citée ci-dessus, p. 147, n° 23, avec reproduction.)

9. Médaille des travaux d'achèvement de la Bourse en 1862 (ronde, bronze, 68 mm) :

A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête nue de l'empereur à gauche (signature sous la tranche du cou : DOMARD F.).

R/ En légende circulaire : CHAMBRE DE COMMERCE. ACHEVEMENT DE L'HOTEL DE LA BOURSE. Dans le champ, inscription en quatorze lignes : M.M. / ED. DE MENTQUE, PREFET / P. CASTEJA, MAIRE / trait ornementé / HENRY BASSE, PRESIDENT / EM^E CORTES, VICE-PRESIDENT / JOSEPH BLANCHY, SECRETAIRE / HENRY SEMPE, TRESORIER / trait ornementé / sur deux colonnes (séparées par un trait vertical ornementé) : LUCIEN ARMAN GUSTAVE BAOUR / HUBERT PROM HENRY BRUNET / ALFRED LEON P.J. CHAUMEL / EUG. BEYSSAC ADR. FAURE / N^E JOHNSTON AD. CHALES / H^{TE} TANDONNET / 1862. Au-dessous, en arc de cercle et petits caractères : ARCHIT^{TE} CH. BURGUET. ENTREPR^R J. JOURDAN. Signature du graveur au-dessous : J.B.J. CONSTANT. BORDEAUX.

(Cf. A. Evrard de FAYOLLE, *Histoire numismatique...* citée ci-dessus, p. 147-149, n° 24, avec reproduction.)

MEDAILLES DE LA SOCIETE PHILOMATHIQUE

10. Médaille de l'exposition de 1854 (ronde, or, argent et bronze ?, 41 mm) :

A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête nue de l'empereur à gauche (signature près du cou : H. DE LONGUEIL).

R/ A l'entour : SOCIETE PHILOMATHIQUE DE BORDEAUX. Filet circulaire bordé de rais de cœur intérieurement entourant un champ destiné aux inscriptions gravées et au sommet duquel figure A M (A Monsieur...). Au-dessous, entre une petite rosace et le filet, signature du graveur : J.B.J. CONSTANT. Ce revers a été créé sous Louis-Philippe.

(Cf. le catalogue d'A. Evrard de FAYOLLE, dans Charles BENARD, *Histoire des expositions de Bordeaux*, Bordeaux, 1899, p. 484, n° 9.)

11. Médaille de l'Exposition de 1859 (ronde, or, argent et bronze ?, 68 mm) :

A/ Au centre, écusson ovale aux armes de Bordeaux, sur un cartouche de style Louis XIV, sommé d'une couronne murale et au-dessus d'un lion couché à gauche, tête de face, sur une base ; à gauche, pampres et grappes ; à droite, feuilles de chêne et glands. A l'exergue : BURDIGALA. En bas, à gauche, signature du graveur : HAMEL, GR.

- R/ VILLE DE BORDEAUX. Dans un médaillon circulaire, entouré d'une branche de chêne et d'une branche d'olivier : SOCIETE PHILOMATHIQUE / MEMBRE DU JURY / EXPOSITION GENERALE / 1859.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 485, n° 10.)
12. Médaille de l'Exposition de 1859 (ronde, or, argent et bronze ?, 51 mm) :
A/ A l'entour : INSTRUCTION, SCIENCES, ARTS, INDUSTRIE BORDEAUX. Ecusson aux armes de la ville surmonté d'une couronne murale.
R/ A l'entour : SOCIETE PHILOMATHIQUE FONDÉE EN 1808. Couronne composite avec un mascaron, des rinceaux, une branche de chêne et une d'olivier. Sur une banderole : EXPOSITION GENERALE. Au-dessous : 1859 et champ libre pour la gravure. Double signature ; dans la couronne : GERBIER FECIT, à l'exergue : MASSONNET EDIT.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 485-486, n° 11.)
13. Médaille de l'Exposition de 1859 (ronde, or, argent et bronze ?, 51 mm) :
A/ Semblable au précédent.
R/ EXPOSITION GENERALE DE L'INDUSTRIE 1859. Femme drapée et portant couronne tourrelée, assise de face, tenant emblème et couronne de laurier. A droite et à gauche, des attributs scientifiques, industriels et commerciaux. A l'exergue : SOCIETE PHILOMATHIQUE. Au-dessous, signature : MASSONNET EDIT.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 486, n° 12.)
14. Médaille de l'Exposition de 1865 (ronde, bronze, argent, or ?, 41 mm) :
A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée de profil à droite. Signature au-dessous : BARRE.
R/ A l'entour : MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Couronne de fruits, raisins et épis de blé contenant l'inscription : EXPOSITION INDUSTRIELLE DE BORDEAUX, et, sous un espace réservé à la gravure : 1865.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 487, n° 13.)
15. Médaille de l'Exposition de 1865 (ronde, bronze, argent, or ?, 68 mm) :
Identique à celle de 1859, de HAMEL, mais avec la date modifiée : 1865.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 487, n° 14.)
16. Médaille de l'Exposition de 1865 (ronde, or, argent et bronze ?, 51 mm) :
Identique à celle de 1859, de GERBIER, n° 12, mais avec la date modifiée : 1865.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 487-488, n° 15.)

17. Médaille de l'Exposition de 1865 (ronde, or, argent et bronze ?, 38 mm).
A/ Identique à celui du n° 12, de la médaille de GERBIER pour l'Exposition de 1859.
R/ SOCIETE PHILOMATHIQUE FONDÉE EN 1808 à l'entour. de style Renaissance, comprenant une tête de renard. A l'intérieur, au-dessus du champ libre pour la gravure : EXPOSITION GENERALE / 1865. Au-dessous de la couronne : GERBIER FECIT et MASSONNET EDIT.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 488, n° 16.)
18. Médaille de l'Exposition de 1865 (ronde, or, argent et bronze ?, 32 mm) :
A/ Identique à celui du n° 12, à l'écu de Bordeaux, pour l'Exposition de 1859.
R/ SOCIETE PHILOMATHIQUE FONDÉE EN 1808 à l'entour. Couronne de chêne contenant : EXPOSITION / DE / 1865. A l'exergue : MASSONNET ED.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 488, n° 17.)
19. Médaille de sociétaire (ronde, bronze, 32 mm) :
Identique à la précédente, mais la mention EXPOSITION DE 1865 est remplacée par M / blanc / SOCIETAIRE. A l'exergue : MASSONNET ED.
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 489, n° 18.)
20. Médaille récompense (ronde, bronze, 51 mm) :
Identique au n° 12 (à l'écu de Bordeaux, pour l'Exposition de 1859, par GERBIER), mais les indications EXPOSITION GENERALE et 1859 sont supprimées et le champ est libre pour la gravure.
(Cf. E. de FAYOLLE, p. 486, n° 11, var., qui en possédait une avec la gravure *Classes d'adultes, 1860.*)
21. Médaille (ronde, or, argent et bronze ?, 51 mm) :
A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête nue de profil à gauche. Au-dessous, signature : CAQUE F.
R/ Identique à l'avvers du n° 12 (médaille de l'Exposition de 1859, par GERBIER).
(Cf. E. de FAYOLLE, déjà cité, p. 489, n° 19.)

LES JETONS MEDICAUX

22. Jeton de la Société de médecine de Bordeaux (octogonal, argent, 34 mm) :
A/ Buste d'Hippocrate de profil à gauche. Derrière, en petits caractères : E. FAROCHON SCULP. 1853.

R/ Une coupe, avec un serpent enroulé, entre deux branches d'olivier (à gauche) et de chêne (à droite). A l'entour : SOCIETE DE MEDECINE DE BORDEAUX. 6 JUIN 1798.

(A. Evrard de FAYOLLE, « Monographie des jetons médicaux », dans *Gazette numismatique française*, t. V, 1891, p. 381, n° 7, avec reproduction ; D^r COUGOUL, « Médailles de médecins bordelais », dans *Bull. et Mémoires de la Soc. archéol. de Bordeaux*, t. 64, Cercle Bertrand-Andrieu 1959-1967 (1968), pl. VIII, n° 26.)

23. *Jeton de la commission médico-chirurgicale de l'hôpital Saint-André* (octogonal, argent, 34 mm) :

A/ Buste d'Hippocrate de profil à droite. Au-dessus : CHEF DE SERVICE MEDICAL. Sous la tranche du cou, en petits caractères : J.B.J. CONSTANT.

R/ Façade de l'hôpital Saint-André, depuis le cours d'Albret. Au-dessus : HOPITAL DE S^t ANDRE. A l'exergue : BORDEAUX.

(E. de FAYOLLE, *même étude*, p. 381-382, n° 8, avec reproduction ; D^r COUGOUL, *même étude*, pl. VIII, n° 18.)

24. *Jeton du Conseil d'hygiène de la Gironde* (rond, argent, 36 mm) :

A/ Tête nue de Napoléon III à gauche. A l'entour : NAPOLEON III EMPEREUR. Au-dessous, en petits caractères : DESBOEUF F.

R/ A l'entour : CONSEIL D'HYGIENE PUBLIQUE ET DE SALUBRITE ; dans le champ, sur quatre lignes DU / DEPARTEMENT / DE / LA GIRONDE. Au-dessous, en petits caractères : CONSTANT DE BORDEAUX.

(E. de FAYOLLE, *même étude*, p. 383, n° 10, sans reproduction.)

Evrard de FAYOLLE, *loc. cit.*, p. 383, n'écarte pas la possibilité que la médaille des Hospices ait été frappée avec un droit à l'effigie de Napoléon III. Nous ne l'avons pas retrouvée.

JETONS DES COMPAGNIES D'ASSURANCES

25. *Jeton de la compagnie « La Dordogne »* [1856] (octogonal, argent, 36 mm) :

A/ A l'entour : LA DORDOGNE C^{ie} ANONYME D'ASSURANCES MARITIMES, BORDEAUX. Ecusson aux armes de Périgueux, sur une ancre, une rame et une voile repliée, surmontée d'une couronne murale.

R/ Deux trois-mâts allant à droite, le second doté d'une cheminée. A l'exergue : 1856.

(Cf. Paul GAUVIN, *Jetons et médailles des Compagnies d'assurances*, Paris, 1907, p. 9, n° 43.)

26. *Jeton du « Lloyd bordelais »* [1853] (ronde, argent, 36 mm) :

A/ A l'entour : LLOYD BORDELAIS. Dans le champ, en quatre lignes sous une étoile rayonnante : COMPAGNIE / D'ASSURANCES / MARITIMES / 1853.

R/ La ville de Bordeaux, personnifiée par une femme assise de face sur un ballot de marchandises portant les initiales D.F. près duquel se trouvent une ancre et d'autres objets ; elle tient le caducée de la main gauche, le bras droit est étendu vers la mer à l'horizon de laquelle on voit un navire et un phare. Au-dessous, signature : A. CHEVALIER F.

(Cf. P. GAUVIN, ouvrage cité, p. 10, n° 48 bis.)

27. *Jeton de la Compagnie d'assurances maritimes de Bordeaux* [1859] (rond, argent, 35 mm) :

A/ A l'entour : COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES DE BORDEAUX. 16 AOUT 1859. Ecusson aux armes de Bordeaux posé sur un cartouche et surmonté d'une couronne tourrelée.

R/ Trois-mâts allant à gauche. Au-dessus, en légende circulaire : STABUNT ME CUSTODE. A l'exergue : ALBERT BARRE.

(Cf. P. GAUVIN, ouvrage cité, p. 9, n° 40.)

28. *Jeton de la Guienne Maritime* [1863] (polygonaire à seize pans, argent, 36 mm) :

A/ A l'entour : GUIENNE MARITIME SOCIETE ANONYME D'ASSURANCES. BORDEAUX. Ecusson aux armes de Bordeaux surmonté d'une couronne comtale et encadré de deux rameaux sur lesquels s'enroule la devise : LILIA / SOLA / REGUNT / LUNAM / et LEONEM / CASTRA / UNDA.

R/ Bateau à vapeur et à trois-mâts allant à gauche. Au-dessus, en légende circulaire : VOS INDUSTRIA ME SECURITAS. A l'exergue : 22 JUIN 1863, et au-dessous, signature : DECOURCELLE F.

(Cf. P. GAUVIN, ouvrage cité, p. 10, n° 48.)

29. *Jeton de la compagnie « La Garonne »* [1864] (octogonal, argent, 36 mm) :

A/ La Garonne, sous la forme d'une femme nue, au bas du corps drapé, allongée à droite sur des roseaux, tenant un gouvernail, tête à gauche et étendant la main droite vers un voilier voguant à droite à l'arrière-plan. A gauche, ancre, ballot et tonneaux posés sur un quai. Au-dessus : LA GARONNE. A l'exergue : COMP^{ie} D'ASSURANCES / MARITIMES. Au-dessous, signature : DEPAULIS F. (Cet avers a été utilisé sous le règne de Louis-Philippe.)

R/ Entre deux grands roseaux tenus en couronne par un ruban : DECRET / IMPERIAL / DU / 24 MAI / 1864.

(Cf. P. GAUVIN, article cité, p. 10, n° 44.)

30. *Jeton de la compagnie « La Méridionale »* [1870] (rond, argent, 36 mm) :

A/ Ecusson aux armes de Bordeaux sur deux ancres posées en sautoir et sommées d'une couronne tourrelée. Légende circulaire : LA MERIDIONALE SOCIETE ANONYME D'ASSURANCES MARITIMES, BORDEAUX.

- R/ Trois-mâts allant à droite sur une mer agitée. Au-dessus, une étoile. A l'exergue : 1870, et signature : E. PALOT.
(Cf. P. GAUVIN, article cité, p. 10, n° 49.)

MEDAILLES SE RAPPORTANT AUX ACTIVITES AGRICOLES

31. *Médaille de la Société d'horticulture de la Gironde* (ronde, cuivre, 68 et 56 mm) :
- A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée à gauche de l'empereur. Au-dessous, signature : H. DE LONGUEIL.
- R/ A l'entour : SOCIETE D'HORTICULTURE DE LA GIRONDE, couronne de fleurs et de fruits laissant le champ libre pour une inscription gravée.
Cette médaille a été utilisée en 1853 et 1854.
32. *Autre médaille de la même société* (ronde, cuivre, 57 et 68 mm) :
- A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée à gauche de l'empereur. Au-dessous, signature : H. DE LONGUEIL.
- R/ Identique aux précédents.
Cette médaille a été utilisée en 1861 et 1868.
33. *Autre médaille de la même société* (ronde, cuivre, 51 mm) :
- A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée à gauche de l'empereur ; au-dessous, signature : CAQUE F / GRAVEUR DE S.M. L'EMPEREUR.
- R/ Identique aux précédents.
Cette médaille a été utilisée en 1863.
34. *Autre médaille de la même société* (ronde, cuivre, 51 mm) :
- A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée de l'empereur à gauche. Au-dessous, signature : DINE.
- R/ A l'entour : SOCIETE D'HORTICULTURE DE LA GIRONDE. Couronne de fleurs et de fruits différente de celle des médailles précédentes. Champ et exergue libres pour la gravure.
Cette médaille a été utilisée en 1865.
35. *Autre médaille de la même société* (ronde, cuivre, 56 mm) :
- A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée de l'empereur à gauche. Au-dessous, signature : MERLEY F.
- R/ A l'entour : SOCIETE D'HORTICULTURE DE LA GIRONDE. Couronne de fleurs et de fruits différente de celle des médailles précédentes.
Cette médaille a été utilisée en 1866.
36. *Médaille du Comice agricole de Créon* (ronde, argent, 45 mm) :
- A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée à gauche de l'empereur. Au-dessous, signatures : A. BESCHER A. BORREL.

- R/ Couronne d'épis et de fruits avec trois médaillons aux têtes d'animaux (cheval, bœuf et béliet). Au centre, en légende circulaire : COMICE AGRICOLE DE CREON (GIRONDE). Champ libre pour la gravure.

37. *Médaille du ministère de l'Agriculture* (ronde, argent, 41 mm) :

A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête nue de l'empereur à gauche. Au-dessous, signature : CAQUE F.

R/ A l'entour : MINISTERE DE L'AGRICULTURE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Couronne de fruits, d'épis et de légumes contenant une légende circulaire : CONCOURS REGIONAL AGRICOLE INSTRUITS ARATOIRES BORDEAUX, un champ libre pour gravure, et la date 1860.

38. *Autre médaille du même ministère* (ronde, argent, 41 mm) :

A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée à gauche de l'empereur. Au-dessous, signature : CAQUE F. / GRAVEUR DE S.M. L'EMPEREUR.

R/ Même description, mais la légende circulaire interne est : CONCOURS D'ANIMAUX DE BOUCHERIE, champ libre, 1863.

39. *Autre médaille du même ministère* (ronde, argent, 41 mm) :

A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée à droite de l'empereur. Au-dessous, signature : BARRE.

R/ Même description, mais la couronne n'est pas identique, et la légende circulaire interne est : CONCOURS D'ANIMAUX DE BOUCHERIE, champ libre pour la gravure avec BORDEAUX / 1866.

MEDAILLES DIVERSES

40. *Médaille du New-Club de Bordeaux* [1857] (ronde, maillechort, 38 mm) :
- A/ A l'entour : NEW CLUB DE BORDEAUX, 24 OCTOBRE 1851. Ecusson aux armes de Bordeaux, surmonté d'une couronne tourrelée et cantonné de deux croissants.
- R/ A l'entour : SOCIETE DES STEEPLE CHASES : 28 FEVRIER 1857. Au centre, les initiales N C entre deux étoiles ornées de rayons à droite et à gauche, et deux croissants disposés symétriquement l'un en dessus, l'autre en dessous. Signature : MASSON-NET EDEUR.
41. *Médaille de l'Exposition de 1859* (ronde, argent, 41 mm) :
- A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête nue de l'empereur à gauche. Au-dessous de la tranche du cou, signature : CAQUE F.
- R/ Couronne de feuilles de chêne autour d'un écusson rond contenant : EXPOSITION / DE BORDEAUX / champ libre pour la gravure / 1859.

42. *Jeton du Comptoir d'escompte* [1859] (octogonal, cuivre, 39 mm) :
A/ A l'entour : CONSILIO GERENTIBVS. Femme drapée assise à droite, tenant une caducée; derrière elle, à droite, locomotive et ruche, à gauche, voilier et sac. A l'exergue : armes de Bordeaux à la couronne tourelée entre deux palmes. Signature : BORREL, 1859.
R/ A l'entour : AES UNUM STERILE SOCIATUM FERAX. Au centre, dans une couronne de perles, en cinq lignes : COMP-TOIR / D'ESCOMPTE / DE / BORDEAUX / 1858.
43. *Médaille du concours de la race canine* [1870] (ronde, cuivre, 39 mm) :
A/ NAPOLEON III EMPEREUR. Tête laurée de l'empereur à gauche.
R/ A l'entour : CONCOURS INTERNATIONAL DE LA RACE CANINE. VILLE DE BORDEAUX. Couronne de laurier et inscription en cinq lignes : SOUS / LA DIRECTION / DE / M^e HERVE DU LORIN / 1870.
44. *Essai de date inconnue* (rond, étain, 37 mm) :
A/ NAPOLEON III EMPEREUR DES FRANÇAIS. Tête nue de l'empereur à gauche. Au-dessous, signature : BARRE.
R/ Dans le champ, en quatre lignes : A / LL. MM. II. / LA VILLE DE BORDEAUX / RECONNAISSANTE.
45. *Médaille du parfumeur Hubert* (ronde, maillechort, 37 mm) :
A/ Bustes jumelés à gauche de l'empereur et de l'impératrice. Au-dessous, signature : CAQUE F.
R/ Autour et à l'intérieur d'une couronne de chênes : HUBERT ALLEES DE TOURNY N° 52 MAGASINS DE PARFUMERIES SALONS DE COIFFURES RECOMPENSES A PARIS ET A BORDEAUX. A l'exergue : BORDEAUX encadré de : MASSON-NET - EDITEUR.
46. *Médaille des Sauveteurs de la Gironde* (ronde, argent, 36 mm) :
A/ A l'entour : SAUVER OU PERIR. Ecusson rond aux armes de Bordeaux simplifiées.
R/ A l'entour : SAUVETEURS DE LA GIRONDE. Deux branches croisées de chêne et de laurier laissant un espace libre pour une inscription gravée au centre. A l'exergue : 1855.
Médaille avec bélière fixe en forme de couronne tourelée.

(A suivre.)

MEDAILLES DES MEDECINS BORDELAIS

par le Docteur J. COUGOUL

(suite)

Dans un précédent numéro du *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux* (t. LXIV, 1968), j'ai décrit quelques médailles de médecins bordelais sans commentaires. Mon propos était d'amorcer la rédaction d'un corpus avant l'inévitable oubli. Des lecteurs m'ont posé quelques questions. Voici donc un essai d'explication. Toujours dans l'optique du corpus, c'est-à-dire de la description pure et simple, je serai volontairement court.

Il ne m'appartient pas de traiter ici de l'art de la médaille. Qu'il me suffise de rappeler qu'à l'origine cet art dérive directement de l'art monétaire.

Mais si, au début, les médailles françaises ne sont que des monnaies agrandies, très vite la technique devient différente et le graveur peut traiter à sa fantaisie le sujet proposé et réaliser ainsi les très nombreuses œuvres d'art trop souvent méconnues que nous pouvons admirer dans les médailliers.

En général, la médaille est frappée, coulée, ou fondue, pour marquer un événement ou honorer un personnage. L'histoire métallique de la médaille est donc aussi importante, voire plus importante, que la simple histoire monétaire.

Il est d'usage dans toutes les Facultés, depuis très longtemps, de célébrer soit le jubilé, soit la fin de carrière universitaire d'un professeur éminent.

Dans les Facultés des lettres on publie des Mémoires *in honorem* où disciples et amis rassemblent des articles dans la discipline de leur maître. Nous avons ainsi d'innombrables monuments d'érudition justement recherchés.

Dans les Facultés de médecine l'usage est, au contraire, de frapper une médaille lors du départ d'un professeur. Je n'ai pas su retrouver le début de cette tradition qui semble se situer dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Sans doute invoquera-t-on les jetons des doyens aux XVII^e et XVIII^e siècles, dont la frappe fut interrompue à la Révolution. Mais ces jetons ont une tout autre signification. Ils servaient avant tout d'honoraires, soit pour la présence aux cérémonies, soit pour les

consultations gratuites aux pauvres, soit pour l'assistance aux examens et concours, soit encore de témoignage de reconnaissance aux avocats ou autres personnes chargées des intérêts de la Faculté. Ils pouvaient enfin servir à honorer un grand nom ou un événement médical important. Et peut-être est-ce dans ce sens que la médaille *in honorem* vient à la suite des jetons.

Dans ce domaine, comme partout, la mode intervient et par périodes on trouve autant de plaquettes que de médailles traditionnelles. La signification en est la même.

Jusqu'aux mutations « révolutionnaires » de ces dernières années, les Facultés étaient fort jalouses de leurs privilèges. Il était de règle que « la médaille » fût réservée au titulaire d'une chaire.

Cet usage a subi quelques entorses à Bordeaux (peut-être aussi dans d'autres villes universitaires).

En effet, j'ai publié dans le fascicule précédent les médailles des docteurs Bardon, Laffargue et Blanchot, tous les trois chirurgiens des hôpitaux, mais non pas « de la Faculté » ; ainsi que celle du docteur Nard, chirurgien à Libourne, encore plus éloigné de ladite Faculté, mais praticien admiré de tous.

Cette entorse était le fruit d'un état d'esprit naissant, devenu plus vif depuis lors ; à savoir le divorce intellectuel entre la médecine libre de tous les jours et un certain dogmatisme de la Faculté. Les auteurs moraux de ces frappes voulaient démontrer que l'on peut trouver de grandes figures en dehors des voies officielles. Les bénéficiaires, non prévus, furent les premiers surpris. Leur réaction fut de joie, d'émotion, et d'un peu d'inquiétude, car enfin, il ne faut pas être injuste, et ils se souvenaient, comme nous, des vrais maîtres de la Faculté qui nous ont formés. Ces quelques nuances ne peuvent naturellement être pleinement senties que par les initiés. Aujourd'hui, nouvelle nuance : les Facultés ont disparu depuis la « révolution » de 1968 et la médaille du professeur Le Coulant porte la mention « Université de Bordeaux II ».

Autre conséquence des fluctuations politiques : il peut arriver qu'un grand maître, mal vu des gouvernants de son époque, ne reçoive pas cet hommage mérité. C'est le cas du professeur Mauriac qui fut un grand médecin mais, chassé de la Faculté dans une période trouble, n'eut jamais de médaille. Ses élèves et ses amis lui offrirent à l'occasion de son jubilé un portrait gravé par Decaris.

J'ajoute la description de quelques médailles médicales ou paramédicales comme celles du laboratoire Sarget. Contre ma thèse de l'usage de la médaille réservée aux Facultés de médecine, on peut invoquer la frappe des médailles de Pasteur par Roty, de Gaston Paris par Chaplain ou encore celle d'Ulysse Gayon, professeur à la Faculté des sciences.

Puis-je espérer que d'autres tiroirs s'ouvriront pour me permettre de compléter cet humble hommage à nos maîtres ?

1. Plaquette du professeur J. PICOT (par G. VEUVENOT-LEROUX), 1910.

Rectangulaire, 62 × 43 mm, bronze (coll. Soc. archéol.).

A/ Buste du professeur à gauche, habillé. Au-dessous, dans un cartouche : AU PROF^r J. PICOT / SES ÈLÈVES, SES AMIS / BORDEAUX 1910. Derrière la nuque, signature : G. LEROUX V^e.

R/ Cartouche vide surmonté d'une branche d'olivier orientée de gauche à droite. Tranche lisse, poinçon triangulaire et indication du métal : ARGENT (*sic*!).

2. Plaquette du professeur F. JOLYET (par G. VEUVENOT-LEROUX), 1911.

Rectangulaire, 64 × 48 mm, bronze (coll. Soc. archéol.).

A/ Buste du professeur à gauche, habillé. Derrière lui, tableau (ou fenêtre ?) montrant un voilier sur la mer ; au-dessous, instruments de laboratoire. A l'exergue : Prof^r F. Jolyet / ses amis, ses élèves Bordeaux 1911. Derrière la nuque, signature : G. V^e LEROUX.

R/ Identique au précédent.

Tranche lisse, poinçon triangulaire et indication du métal : BRONZE.

3. Plaquette du professeur W. DUBREUILH (par G. VEUVENOT-LEROUX), 1927.

Rectangulaire, 62 × 46 mm, bronze (coll. Soc. archéol.).

A/ Buste du professeur à gauche, habillé. Au-dessous, sur un cartouche : Pr W. DUBREUILH. Derrière la nuque, signature horizontale : G.V. LEROUX / 1927.

R/ Inscription en douze lignes : A. W. DUBREUILH / PROFESSEUR DE CLINIQUE / DERMATOLOGIQUE / A LA FACULTE DE MEDECINE / DE BORDEAUX / MEDECIN DES HOPITAUX / MEMBRE CORRESPONDANT / DE L'ACADEMIE DE MEDECINE / Trait / SES COLLEGUES / SES ELEVES, SES AMIS / OCTOBRE 1927.

Tranche lisse, poinçon triangulaire et indication du métal : BRONZE.

4. Plaquette du professeur M. RIVIERE, 1928.

Rectangulaire, 66 × 52 mm, bronze (coll. Soc. archéol.).

A/ Buste habillé du professeur à gauche. Au-dessous, sur un cartouche : Prof^r Maurice RIVIERE.

R/ Inscription en douze lignes : MAURICE RIVIERE / PROFESSEUR DE CLINIQUE / OBSTETRICALE / A LA FACULTE DE



(Photo C.R.D.P.)



(Photo C.R.D.P.)

MEDECINE / DE BORDEAUX / ACCOUCHEUR DES HOPITAUX /
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR / Trait / SES COLLE-
GUES / SES ELEVES / SES AMIS / MARS 1928.

Tranche lisse.

Cette plaquette non signée est peut-être l'œuvre de G. Veuvenot-Leroux.

5. Plaquette du professeur Ulysse GAYON (par G. VEUVENOT-LEROUX), 1928.
Rectangulaire, 65 × 48 mm, bronze (coll. Soc. archéologique).



(Photo C.R.D.P.)

A/ Buste du professeur à gauche, habillé. Au-dessous, sur un cartouche : U. GAYON. Derrière la nuque, signature : G.V. LEROUX / 1928.

R/ Inscription en douze lignes : A / U. GAYON / DOYEN
HON^{RE} / DE LA FACULTE DES SCIENCES / CORRESPONDANT

DE L'INSTITUT / MEMBRE / DE L'ACADEMIE D'AGRICUL-
TURE / DE FRANCE / SES COLLEGUES / SES ELEVES / SES
AMIS / LE 23 JUIN 1928.

Tranche lisse, poinçon et indication du métal : BRONZE.

6. Médaille du professeur CASSAET (par CHAVERON), 1933.

Ronde, bronze, 50 mm (coll. part.).

A/ Tête à gauche, col habillé. Devant, en légende semi-circu-
laire : . PROFESSEUR . E. CASSAET. ; derrière : . 1933.

R/ Le centaure Chiron debout à gauche, tête tournée à droite
vers le jeune Asklépios qu'il tient de la main gauche par l'épaule
gauche. Le centaure tient trois fleurs dans la main droite, un
serpent s'enroule autour du bâton d'Asklépios. Dans le champ à
gauche : XEIPON verticalement ; à droite, sur deux lignes :
ΑΣΚΛΗ/ ΠΙΟΣ. A l'exergue, en creux : AV MAITRE / A L'AMI.
Au-dessus de la plinthe, signature : CHAVERON.

Tranche lisse, différent mal venu (corne d'abondance ?) et
indication du métal : BRONZE.

7. Médaille du professeur LAVIGNOLLE (par D. PIECHAUD), 1965.

Ronde, 60 mm, bronze (coll. part.).

A/ Buste à gauche, habillé, du professeur Lavignolle. Au-dessous :
Pr ANDRE LAVIGNOLLE. Derrière la nuque, signature : Dominique
Piéchaud 1965.

R/ En haut, une croix ; au centre, une coupe où s'abreuve un
serpent. Inscription dans tout le champ : QVE LE / PLVS GRAND /
PARMI VOVS SE / COMPORTE COM / ME LE PLVS PE / TIT ET
CELVI QVI / COMMANDE COM / ME CELVI QUI / SERT SAINT
LUC, / XXII, 26.

Tranche lisse, différent et indication du métal : BRONZE.

8. Médaillon du professeur A. LACHAPELE (par GALTIE), 1966.

On ose à peine appeler médaille la fonte souvenir du professeur
Lachapèle par Galtie : son importance, sa présentation (avec anneau
au revers pour la suspension) l'écartent délibérément du genre tra-
ditionnel. On doit pourtant la classer avec les autres médailles *in*
honorem de la Faculté de médecine bien qu'il soit ici désigné comme
le directeur du Centre anticancéreux Bergonié (peut-être existe-t-il
des exemplaires plus petits de type courant).

Fonte uniface, bronze, 145 mm (coll. part.).



(Photo C.R.D.P.)



(Photo C.R.D.P.)

Légende circulaire : PROFESSEUR AP. LACHAPELE. Tête du professeur à droite. Au-dessous, sur deux lignes demi-circulaires : 1948:1966 / DIRECTEUR DU CENTRE. Derrière la nuque, signature verticale : A. GALTIE.

9. Médaille des Laboratoires SARGET, 1968.

Ronde, 68 mm, bronze (coll. part.).

A/ Buste de face de Galien coiffé d'un chapeau orné d'un caducée. Au-dessous : GALIEN.

R/ A l'entour : LABORATOIRES SARGET, MERIGNAC BORDEAUX. Un bâtiment des laboratoires. Au-dessous : 1968.

Tranche lisse, date 1968, différent et indication du métal : BRONZE.

10. Médaille des Laboratoires SARGET (par J.-P.-L. Pierre TOUTU), 1969.

Ronde, 68 mm, bronze (coll. part.).

A/ Vue des bâtiments abritant les laboratoires. Au-dessous, signature : J.-P. L. PIERRE TOUTU 69.

R/ Identique à celui de la médaille précédente, y compris la date 1968.

Tranche lisse, date 1969, différent et indication du métal : BRONZE.

Cette médaille, tirée en 1500 exemplaires, a été exécutée dans les ateliers de Ph. Bourgeot, 31, rue Tourat, à Bordeaux (renseignement communiqué par M. G. Loura, chargé des relations publiques des Laboratoires Sarget).

11. Médaille du professeur Jean DESPONS (par D. PIECHAUD), 1969.

Ronde, bronze, 63 mm (coll. part.).

A/ Légende circulaire : PROFESSEUR JEAN DESPONS. Buste habillé (veston, chemise, cravate) de trois quarts à gauche du professeur J. Despons. Au-dessous, en creux, signature : DOMINIQUE PIECHAUD 1969.

R/ Légende circulaire : SES AMIS SES ELEVES. A l'exergue : 1969. Au centre, l'abbé de l'Epée, assis de face, main droite levée, entre un petit garçon et une petite fille.

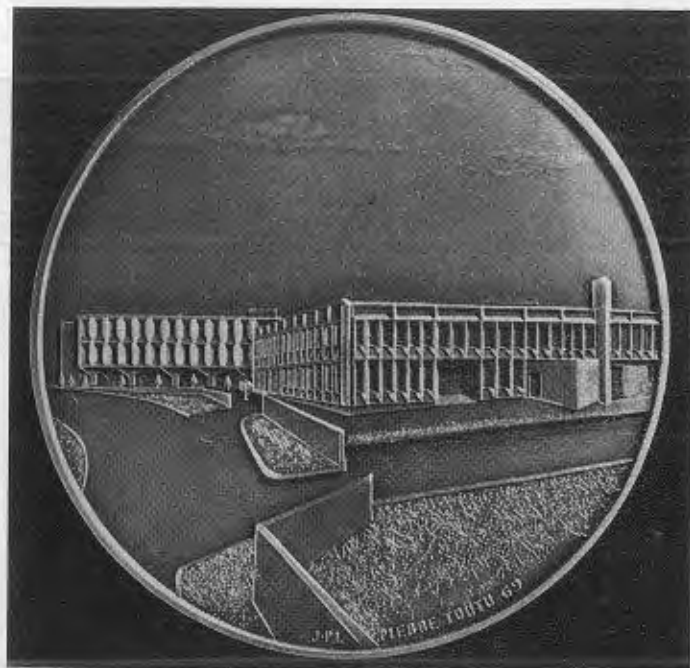
Tranche lisse, poinçon triangulaire.



(Photo C.R.D.P.)



(Photo Bach.)



(Photo C.R.D.P.)



(Photo C.R.D.P.)



(Photo C.R.D.P.)

12. Médaille du professeur LE COULANT (par D. PIECHAUD), 1971.

Ronde, 60 mm, bronze (coll. part.).

A/ A l'entour : PROFESSEUR PIERRE LE COULANT. Buste habillé à droite du professeur. Au-dessous, signature : DOMINIQUE PIECHAUD.

R/ A l'entour : SES AMIS SES ELEVES. Dans le champ, les colonnes rostrales de la place des Quinconces. Entre les colonnes : PROFESSEUR / DE CLINIQUE / DERMATOLOGIQUE / UNIVERSITE / BORDEAUX II / PRESIDENT DE LA SOCIETE / FRANÇAISE DE / DERMATOLOGIE ET / DE SYPHILIGRAPHIE. A l'exergue : 1971.

Tranche lisse, poinçon.

CHRONIQUE:

TROUVAILLES MONÉTAIRES DE GIRONDE

par Jacques YVON

Le dernier *Bulletin et Mémoires...*, t. LXIV. *Cercle Bertrand-Andrieu. Années 1959-1967*, Bordeaux, 1968, aux pages 239-245, donnait un relevé des trésors de monnaies romaines et des trouvailles de monnaies isolées de la Gironde effectué par MM. Nony et Béraud-Sudreau. Les deux articles faisaient suite aux publications de trésors et trouvailles de l'Antiquité et du Moyen Age découverts en ce département par Adrien Blanchet, Robert Etienne, Jean Lafaurie et Daniel Nony.

Au cours de la séance du 21 novembre 1971 du Cercle il a été entendu, sur l'initiative de MM. Daniel Nony et Jacques Yvon, que désormais le Cabinet des Médailles de la Bibliothèque municipale tiendrait un fichier des trouvailles monétaires de Gironde en étroite collaboration avec la Direction régionale des Antiquités historiques. Toute personne peut donc et est invitée à remettre ou envoyer à la Bibliothèque municipale, 3, rue Mably, 33075 Bordeaux Cedex (M. Yvon, conservateur en chef) une notice sur toute trouvaille dont elle aura eu connaissance, comportant lieu et date de la trouvaille, description, nature du métal, poids, diamètre, de la ou des pièces, avec renvoi aux ouvrages de référence. Le médaillier municipal met à la disposition des numismates, archéologues, historiens, collectionneurs, tous les moyens dont il dispose pouvant aider à l'identification des trouvailles. Ces notices concernent les trouvailles de monnaies isolées, les monnaies de fouilles mises au jour ou dont mentions sont faites dans tout ouvrage ou périodique présent ou ancien. Si l'étude des trésors monétaires découverts tombe sous le coup de la loi de septembre 1945 toute publication faite et ignorée jusqu'ici a sa place dans l'inventaire à l'égal des trésors répertoriés précédemment.

Le présent *Bulletin* publie les notices des trouvailles portées à l'inventaire depuis 1971. Celles-ci ont été rédigées par MM. Daniel Nony (D.N.) et Jacques Yvon (J.Y.).

ABREVIATIONS

- Atlas ou La Tour : H. de LA TOUR, *Atlas des monnaies gauloises*, Paris, 1892.
 Hewlett : L. M. HEWLETT, *Anglo-gallic Coins*, Londres, 1920.
 Lafaurie : J. LAFAURIE, *Les Monnaies des rois de France*, t. I et II, Paris, Bâle, 1951, 1956.
 Muret-Chabouillet : E. MURET et A. CHABOUILLET, *Catalogue des monnaies gauloises de la Bibliothèque nationale*, Paris, 1889.
 P. A. : F. POEY D'AVANT, *Monnaies féodales de France*, Paris, 1860.
 R.I.C. : MATTINGLY et SYDENHAM, *Roman imperial Coinage*.
 Schlumberger : G. SCHLUMBERGER et Adrien BLANCHET, *Numismatique du Béarn*, Paris, 1893.

BORDEAUX (ancien hôtel de ville, quartier du vieux marché et de Saint-Eloi).

Edouard III d'Angleterre. Noble d'or.

EDWARD DEI GRA REX ANGLDNS HYB(ZAQT), etc. Types et légendes du noble d'or. Pièce trouvée « dans la tranchée où sont construits les nouveaux fondements de l'hôtel de ville... qui a quinze lignes de diamètre et dont l'épaisseur n'est pas aussi forte que celle d'une de nos pièces de vingt-quatre sols elle a été trouvée le 25 du mois d'avril dernier (1772) à 30 pieds de profondeur de l'élévation actuelle de ces fondements qui ne sont pas encore à niveau du terrain circonvoisin ».

Abbé BAUREIN, « Dissertation sur une pièce d'or trouvée auprès des nouvelles fondations de l'hôtel de ville de Bordeaux », B.M. Bordeaux, ms. 712 (collection Labouée), t. XVIII, p. 73-87. Communication présentée à l'Académie de Bordeaux par l'abbé Baurein le 25 août 1772 et publiée dans le *Bulletin polymathique du Museum d'instruction publique de Bordeaux...*, t. II, 1813, p. 217-219 et 253-257. L'auteur lisait les derniers mots de la légende du droit, VAOT, qu'il faut lire ZAQT. Pièce frappée après le traité de Brétigny, Edouard III abandonnant alors le titre de roi de France qu'il reprendra en 1369 (*Handbook of the Coins of Great Britain and Ireland in the British Museum*, rev.-edition, Londres, 1970, p. 48, n° 260, pl. IX.)

J. Y.

BORDEAUX (démolition du fort du Hâ).
 As de Claude (41-54).

Durant l'hiver 1971-1972, au cours des travaux de démolition du fort du Hâ, un ouvrier recueillit un as de Claude :

TICLAVDIVSCAESARAVGTMVN (?). Tête nue à gauche de Claude.

R/ LIBERTAS AVGVSTA S C. La Liberté debout, de face, tête à dr.

Bronze (ou cuivre rouge), diamètre : 26,5 mm ; poids : 11,5535 g ; axe : 5 h.

Il s'agit sans doute d'une imitation gauloise (cf. J.-B. GIARD, « Pouvoir central et libertés locales. Le monnayage en bronze de Claude avant 50 après J.-C. », dans la *Revue numismatique*, t. 12, 1972, p. 33-61).



Inédit (renseignement dû à M. Bonneville, étudiant, licencié d'histoire).

D. N.

CASTILLON-LA-BATAILLE (arr. Libourne. Vignoble du château d'Aiguille).

Guyenne.

1. Richard I^{er} d'Angleterre (avant son accession au trône, 1168-1189).
 +//RICA//RDVS//W.
 R/ +AQVITANIE.
 Denier. Hewlett, p. 5, pl. I, 5.
2. Edouard, le Prince Noir.

ED:POGNS:REG:ANG:PNPS:AQVI : Prince assis sous une espèce de portique d'église. Il est habillé d'une tunique et d'un manteau ducal, ayant une épée nue à la main droite, et posant ses pieds sur deux lions couchés (sic).

R/ DNS:AIVTO:PTECT:Q:ME:I:IPSO:SPAVIY:COR:ME:B. Croix ornée de feuillages et de fruits de chêne ; dans le champ, sont les lys de France et les léopards d'Angleterre (sic).

Pavillon.

D'après P.B., « Notice sur des médailles trouvées dans le département de la Gironde », *Bulletin polymathique du Museum d'instruction publique de Bordeaux*, 3^e année, 1804, p. 273-275. L'auteur écrit : « On a trouvé, il y a quelques mois, dans un vignoble du château d'Aiguille, près de Castillon-sur-Dordogne, une grande quantité de monnaies anglo-gasconnes de divers modules et métaux. Les paysans qui les ont découvertes les ayant vendues au poids, il n'en a été conservé que très peu. Nous avons deux de ces monnaies qui nous ont paru mériter d'être décrites. »

L'auteur attribue la pièce de Richard Cœur de Lion à Richard II. Il dit qu'elle est d'argent, « de la grandeur d'un demi-franc ». Quant à la pièce d'or, il s'agit bien d'un pavillon bien qu'il décrive le prince assis. Elle « est d'or, de la grandeur d'une pièce de deux francs et fort mince. Son poids est de 19 francs. »

J. Y.

FRONSAC (arr. Libourne). Fouilles de l'église, 1971-1972.

Guyenne.

1. Guillaume IX (1086-1126) ou X (1126-1137).

+ IJVILILMO entre deux grènetis. Dans le champ, quatre croisettes disposées 1, 2 et 1.

R/ +BVRDEGALA entre deux grènetis. Croix dans le champ.

Denier. 0,6212 g. P.A., pl. LIX, 2. Attribué à Guillaume VIII, IX ou X, mais plus vraisemblablement Guillaume IX ou X, voy. J. LAFURIE, « La Monnaie bordelaise du haut Moyen Age », dans *Bordeaux pendant le haut Moyen Age*, p. 306-307 et 324-325.

2. Richard II d'Angleterre.

+RI...IE FRACIE. Dans le champ, croix cantonnée aux 1 et 4 d'un lis et aux 2 et 3 d'un léopard.

R/ +DO...QITANIE. Croix.

Denier. 0,827 g. Hewlett, p. 157, n° 1, pl. XI, 5.

3. *Idem*.

+RIC...E. Croix cantonnée aux [1] et 4 d'un lis, d'un léopard aux 2 et [3].

R/ ...NE. Croix.

Denier (fragment). 0,2496 g. *Id.*, *Ibid*.

4. Richard II ? Henri IV ?

+...IE ...E. Croix cantonnée aux 1 et 4 d'un lis, aux 2 et 3 d'un léopard.

+DOM... Croix.

Denier (cassé et dentelé). 0,6486 g.

Royales françaises :

5. Charles VI.

...AROL... Partie d'écu et de lis.

R/ +SIT:N... Branche de croix et lis du 2^e canton.

Blanc dit guénar (Fragment). 0,46 g. Lafaurie, n° 381.

6. Charles VIII.

[Nef ?] : KAROL... Fleur de lis.

R/ [Nef ?] SITNOM DNI. Croix.

Maille tournois (Bourdellois ?). 0,52 g. Lafaurie, n° 584.

7. Louis XI ? Charles VIII ? Louis XII ?

Légende illisible. Deux lis.

R/ CIVIS.

Denier tournois. 0,47 g.

8. Henri III.

Types et légendes du douzain. Pièce très usagée, on ne peut distinguer ni date ni atelier. 1,09 g. Lafaurie, n° 982.

Navarre.

9. Henri d'Albret.

+ [HENR]IDEIGREXNAVAR.D.[B] H couronné dans le champ.

R/ [GRA.]DEISVM.ID.Q[VODSVM]. Croisette pleine pointée au centre.

Liard. 0,66 g. P.A., pl. LXXIII, 7. Schlumberger, pl. IV, 48.

J. Y.

GAILLAN-EN-MEDOC (arr. et canton de Lesparre-Médoc, lieu-dit Terrefort, commune de).

As(?) de Domitien.

Découverte en août 1968 d'un moyen bronze (as?) de Domitien au type VIRTVTI AVGVSTI, probablement du XIII^e consulat (87 ap. J.-C.), MATTINGLY-SYDENHAM, *Roman Imperial Coinage*, II, p. 198, n° 356. (*Les Cahiers médulliens*, n° 1, juillet 1969, p. 15.)

D. N.

LANDE-DE-FRONSAC (arr. Libourne, canton de Fronsac). Fouilles du chœur de l'église, 1972.

1. Angoumois.

+ [LO]DOICVS entre deux grènetis. Dans le champ, croisette cantonnée de quatre annelets.

R/ +EGOLISSIME entre deux grènetis. Dans le champ, croisette entourée de quatre annelets.

Denier. 0,4089 g. Voy. P.A. 2662, pl. VII, 5 (Obole).

2. Guyenne.

Charles de France, frère de Louis XI.

...NIE. Buste du prince de face, couronné et tenant une épée.

R/ ...NOM...DNIBENE. Croix cantonnée aux 1 et 3 d'une fleur de lis, aux 2 et 4 d'un léopard.

Hardi. P.A. Pièce très fruste.

Pièces présentées par M. Bourseau.

J. Y.

LESPARRE-MEDOC (Saint-Trélody, lieu-dit Hôpital Saint-Léonard, commune de).

Découverte en novembre 1968 dans des sépultures de quatre pièces de monnaie :

— Maille de Philippe IV, du type Lafaurie, n° 238.

— Denier de Guyenne, de Richard II (1367-1400), type Hewlett, pl. XI, 5.

— Double tournois surfrappé où se distingue la date 1592.

— Monnaie indéchiffrable portant une croix.

(Cf. *Les Cahiers médulliens*, n° 4, juillet 1970, pp. 47-53.)

D. N.

Idem, ibid., lieu-dit Rhode.

Découverte, avant 1970, de deux *antoniniani* de Claude II, l'un au type PAX AVG (Rome ou Siscia, R.I.C., V, n° 80, ou 186, 2, 36 g), l'autre au type FELICITAS AVG (Rome, R.I.C., n° 32, 2, 25 g) (cf. *Les Cahiers*

médulliens, n° 4, juillet 1970, p. 29-30) et de dix-huit pièces en cuivre plus récentes, dont dix-sept identifiables : quatorze doubles tournois ou deniers tournois (deux deniers tournois de Gaston d'Orléans, un double tournois de Frédéric-Henri d'Orange, huit doubles tournois de Louis XIII, dont trois de Bordeaux, deux de La Rochelle et un de Tours, et trois doubles tournois trop usés), un liard de Louis XIV enfant, un jeton à l'effigie de Louis XVI, *Hennin*, n° 232, de 1791, et une sapèque chinoise (XVII^e-XVIII^e s.). (Cf. *Les Cahiers médulliens*, n° 5, octobre 1970, p. 25-30.)

D. N.

MERIGNAC (arr. Bordeaux). Fouilles de 1972.

1. Constance II ou Constant ? Magnence ?

Tête diadémée à dr.

R/ FEL TEMP REPARATIO. Type du guerrier perse.

Minimus. Voy. P. BASTIEN, *Monnayage de Magnence*, p. 00.

2. Louis XIII.

LOY(S)... Buste à droite, drapé (avec fraise ?).

R/ Légende illisible. Trois fleurs de lis.

Cu. Double tournois. Voy. Hoffman n° 127 ou 130, pl. LXXXIX. Vers 1629-1630 ?

3. Louis XIII ? Louis XIV ?

...FRAN...

R/ Illisible.

Cu. Double tournois.

4. Dombes. François de Bourbon (1582-1592).

+F.D[.BOU]RB.P.D.DOMBESM. Buste à gauche.

R/ [+DOUBLE.T]OVRNOIS.158... Trois lis avec bande.

Cu. Double tournois. P.A., pl. CXV, 1, 1582, 1585 ?

Pièces présentées par M. Sautereau.

J. Y.

MOULIETS-ET-VILLEMARTIN (arr. Libourne, canton de Pujols-sur-Dordogne, lieu dit Lacoste, commune de).



Sur une site occupé aux II^e et I^{er} siècles av. J.-C. (cf. *Gallia*, 25, 1967, p. 345-346), découverte, le 11 mars 1972, par M. Sireix, correspondant départemental des Antiquités historiques, d'une monnaie gauloise d'argent du type « à la croix » (cf. LA TOUR, pl. VIII et IX) attribué aux Volques Tectosages (poids : 2,4962 g). Ce site avait déjà livré deux statères gaulois d'electrum et un as d'Auguste (Cf. *Gallia* déjà cité). *Inédit*. (fig. 2).

D. N.

PESSAC (arr. Bordeaux, lieu-dit l'Alouette, commune de).

IMPDIVIF. Têtes adossées de César et d'Auguste.

R/ Proue de navire et disque avec la tête de corbeau.

Muret-Chabouillet, n° 4660, Atlas, pl. VII. Attribué à Lyon. Sesterce.

Pièce trouvée au temps de l'occupation allemande. Présentée par M. Henri Chapon.

J. Y.

SAINT-SAVIN-DE-BLAYE (arr. Blaye, lieu-dit La Baconne, commune de).

Alexandre III d'Ecosse (1249-1285).

+ALEXANDERDEIGRA entre deux grènetis. Tête couronnée à gauche, sceptre devant la tête.

R/ REX/SCO/TOR/VM+ entre deux grènetis. Croix pattée longue coupant la légende et cantonnée d'une étoile à sept branches aux 2 et 3, d'une molette aux 1 et 4.

Denier. Deuxième émission. (*Handbook of the Coins of Great Britain and Ireland in the British Museum*, rev. édition, Londres, 1970, p. 165, n° 16.)

Trouvée vers 1962-1963 dans une vigne (pièce présentée le 2 juillet 1971).

J. Y.

SAINT-SEURIN-DE-CADOURNE (arr. de Lesparre-Médoc, canton de Pauillac).

Découverte à l'extrémité d'un rang de vigne, peut-être dans les vestiges d'un compost, mais certainement de provenance vicinale, en avril 1969, d'un denier romain d'argent aux effigies de Marc-Antoine et de César le jeune (Octave) du type Sydenham, *Roman Republican Coinage*, n° 1181. (*Les Cahiers médulliens*, n° 1, juillet 1969, p. 14.)

D. N.

Ibidem, lieu-dit La Maréchale.

Découverte fortuite en 1972 d'un petit bronze (*follis*) de Constant, fils de Constantin, type GLORIA EXERCITVS avec une enseigne ; comme Constant est qualifié d'AVG, la monnaie serait frappée entre 337 et 341 ; la marque d'atelier est hors du flan. (*Les Cahiers médulliens*, n° 10, mars 1972, p. 40.)

D. N.

SAINT-YZANS-DE-MEDOC (arr. et canton de Lesparre-de-Médoc, lieu-dit Le Bois Carré, commune de).

Au cours de fouilles, en octobre 1971, découverte d'un *semis* d'Auguste frappé à Lyon (du type *R.I.C.*, I, p. 91, n° 363, Cohen, n° 238) ; 18-19 mm. (Cf. *Les Cahiers médulliens*, n° 10, mars 1972, p. 9-11.)

Ibidem (lieu-dit Loudenne).

Découverte, en février 1970, à proximité du petit port de Loudenne, dans un jardin composé de terres rapportées, d'un sesterce très usé de Trajan au type de FORTVNA ou FELICITAS (poids 12,91 g). (*Les Cahiers médulliens*, n° 4, juillet 1970, p. 28.)

D. N.

TABANAC (arr. Bordeaux, canton de Créon). Fouilles du château, 1971-1972.

Guyenne.

1. Richard I^{er} (avant son accession au trône d'Angleterre, 1168-1189).
+//RICA//RDVS//W.
R/ [+JQVITANIE entre deux grènetis. Croix.
Obole, 0,2752 g. Hewlett, p. 5, pl. I, 6.

2. Edouard I^{er} d'Angleterre (sous le règne de Henri III. 1252-1272).
+EDVVARD'FILI entre deux grènetis. Dans le champ, léopard passant à gauche.
R/ +h'REGISANGLIE croix.
Denier au lion. 0,8887 g. P.A., 2786-2787, pl. LX, 13. Hewlett, p. 19, pl. II, 1 var.

3. Edouard I^{er} d'Angleterre (1272-1307).
+DV[ARD]VSREX entre deux grènetis. Dans le champ, léopard passant à gauche. // AGL entre deux lignes // E.
R/ [+DV]XAGITB[VRD] Croix.
Obole. 0,3659 g. Pièce incomplète. Hewlett, p. 26, pl. II, 8. Obole de Bordeaux datée 1286-1289 par Hewlett.

Indéterminée.

4. Trois fragments d'une pièce médiévale brisée non identifiable.

Jeton de Nuremberg.

5. Jeton de Hans Krauwinckel.
[TVRCKI]CHS[KEISER]. Cavalier à gauche. A l'exergue : H.K.
R/ INSIGNIIS CIVIT CONSTANT. Ecu armorié et couronné.
Cu. 28 mm. Jeton de Nuremberg aux initiales du fabricant : Hans Krauwinckel. XVII^e s. Bibliothèque nationale, *Catalogue de la collection Rouyer*, par Henri de LA TOUR, t. II, p. 389, n° 4550.
Pièces présentées par MM. Dupuy, Golfier et Jacquet.

J. Y.

LE VERDON-SUR-MER (arr. Lesparre-Médoc, canton de Saint-Vivien-de-Médoc, lieu-dit La Pointe-de-Grave, commune de).

En 1969, au cours de dragages dans le Port-Bloc, découverte d'un sesterce en orichalque très usé de Vespasien (revers : personnage féminin assis à gauche). (*Les Cahiers médulliens*, n° 5, octobre 1970, p. 39-40.)

D. N.

TABLE

MONNAIES GAULOISES.

A la croix. Mouliets-et-Villemartin.
Auguste et César. Pessac.

MONNAIES ROMAINES.

République. — Marc-Antoine et Octave. Denier. Saint-Seurin-de-Cadourne.

Empire. — Auguste. Semis. Saint-Yzans-de-Médoc.
Claude. As. Imitation gauloise. Bordeaux, fort du Hâ.
Vespasien. Sesterce. Le Verdon-sur-Mer.
Domitien. As (?). Gaillan-en-Médoc.
Trajan. Sesterce. Saint-Yzans-de-Médoc.
Claude II. *Antoniniani*. Lesparre-de-Médoc.
Constant. Follis. Saint-Seurin-de-Cadourne.
Constance II ou Constant ? Magnence ? Minimus. Mérignac.

MONNAIES ROYALES FRANÇAISES.

Philippe IV. Maille. Lesparre-de-Médoc.
Charles VI. Guénar. Fronsac.
Louis XI ? Charles VIII ? Louis XII ? Denier tournois. Fronsac.
Charles VIII. Bourdelois (?). Fronsac.
Louis XIII. Doubles tournois. Lesparre-de-Médoc. Mérignac.
Louis XIV. Double tournois (?). Mérignac.
Liard. Lesparre-de-Médoc.

MONNAIES FÉODALES FRANÇAISES.

Angoumois : denier. Lande-de-Fronsac.
Dombes : François de Bourbon. Double tournois. Mérignac.
Gaston d'Orléans. Denier tournois. Lesparre.

Guyenne :

Guillaume IX ou X. Denier. Fronsac.
Richard I^{er}. Denier. Castillon.
Obole. Tabanac.
Edouard I^{er}. Denier. Tabanac.
Obole. Tabanac.
Edouard, le Prince Noir. Pavillon. Castillon.
Richard II. Denier. Fronsac. Lesparre-de-Médoc.
Henri IV ? Denier. Fronsac.
Charles de France. Hardi. Lande-de-Fronsac.
Navarre. Henri d'Albret. Liard. Fronsac.
Orange. Frédéric-Henri. Denier tournois. Lesparre-de-Médoc.

MONNAIES ÉTRANGÈRES.

Angleterre : Edouard III. Noble d'or. Bordeaux.
Ecosse : Alexandre III. Denier. Saint-Savin-de-Blaye.
Chine : sapèque. Lesparre-de-Médoc.

MONNAIES INDÉTERMINÉES.

Doubles tournois. 1592. Lesparre-de-Médoc.
Pièces indéchiffrables. Lesparre-de-Médoc. Tabanac.

JETONS.

Louis XVI. Lesparre-de-Médoc.
Jeton de Nuremberg. Tabanac.

L'OFFICE BORDELAIS DES GRANDES MESURES AUX XVII^e ET XVIII^e SIECLES

par Joseph DUCASSE

I

Dans sa *Chronique bordelaise*, faisant suite à celle de De Lurbe, et éditée en 1620, Darnal signale, parmi les divers offices municipaux de cette époque, celui de Raffineur des Grandes Mesures, et le décrit comme suit :

Il y a encore un autre raffineur des grandes mesures de la dicte ville, de chaux, charbon, sel, qui sont toutes différentes. Il en pourvoit les marchans, et les rend parfaites et conformes aux étalons qui sont dans l'Hotel de ville. Il marque lesdictes mesures d'une marque à feu où sont les armoiries de la Ville.

Darnal a probablement oublié d'ajouter « etc. » à la nomenclature des produits à mesurer, car ce même office fut surtout chargé de la fourniture des mesures à grains et eut également à en livrer pour les châtaignes, pour l'huile et parfois même pour d'autres produits. D'ailleurs, la teneur du contrat par lequel il fut créé va confirmer cette assertion.

Au cours du dernier trimestre de 1608, le prévôt de ville avait averti la jurade que les cent mesures mises à la disposition du fermier avaient été en partie tant bien que mal réparées ; quant aux plus mauvaises, on avait achevé de les briser pour en enlever les marques de la ville et les appliquer sur d'autres récipients plus ou moins réguliers. La jurade avait alors décidé de remplacer cet ancien matériel par une nouvelle fabrication sur laquelle les plaques portant les armes de Bordeaux seraient remplacées par des empreintes à feu. Et pour pouvoir se procurer plus économiquement ce nouveau matériel, elle passa, le 27 novembre 1608, devant Maître Curau (?), notaire à Bordeaux, avec l'un des maîtres serruriers de la Contagion, Jean Seguin, un contrat aux termes duquel Jean Seguin s'engageait à fournir sans frais au fermier des mesures de blé cent mesures « neuves, de bon bois et bien ferrées », et à les entretenir ensuite en bon état. En contrepartie, Seguin fut pourvu de ce nouvel office de « raffineur et marqueur des mesures à blé, sel, charbon et chaux,

ainsi que des mesuroirs des taverniers, au gage de dix livres par an ». Il en jouirait comme les autres officiers de la ville, et aurait la faculté, comme eux, de le résigner en payant la taxe de 1/4 denier. Il lui était, en outre, réservé à l'égard des particuliers :

1° De percevoir un droit de raffinage de cinq sols par mesure apatronnée et marquée ;

2° En cas de fourniture de matériel neuf, ses prix de vente seraient fixés à :

7 livres 10 sols par boisseau,

3 livres 10 sols par quart de boisseau,

50 sols par demi-quart ;

3° Il aurait la faculté de louer aux marchands de chaux des douillats (d'une contenance d'un quart de pipe), des demis et des quarts, ainsi que des boisseaux faisant les 8^e, 16^e et 32^e de pipe, à raison de quatre sols par jour ;

4° Pour le charbon, il percevrait, par douillat, cinq sols de marque et un sol par jour de location.

Bien qu'établi en 1608, ce contrat ne fut transcrit que le 24 mars 1612 sur le registre de la jurade. C'est que, sans doute, cette transcription s'était révélée nécessaire à la suite de réclamations réciproques, soit de la part de la jurade, parce que Seguin n'exécutait pas assez ponctuellement ses obligations, soit de la part de Seguin lui-même qui, après ses premiers essais, avait jugé insuffisantes les conditions qui lui avaient été faites. Toujours est-il que cinq ans plus tard, le 13 septembre 1617, Seguin se trouva remplacé par Jean Lamaurie. Ce jour-là, avait eu lieu, entre eux, un pugilat en règle ayant nécessité l'intervention de la police. La jurade avait ensuite dû s'occuper de cette affaire. La sentence qu'elle rendit à cette occasion « entre Seguin, ci-devant raffineur des mesures et Jean Lamaurie pourvu dudict office », maintint « Seguin serrurier de la Contagion et Lamaurie officier des mesures, avec défense de se méfaire et médire sous peine de 100 livres d'amende ». Enfin, le 20 du même mois, la jurade porta de 10 à 20 livres le gage annuel du nouveau titulaire.

II

Jusqu'en 1626, il est difficile de suivre l'évolution de cet office. Jean Lamaurie aurait été suivi de Jean Maurie, mais qui n'ont bien pu n'être qu'un seul et même personnage, d'autant plus que ce dernier nom n'a été précédé de la syllabe « La » que dans la sentence de 1617.

Jean Maurie avait un fils, Mathieu, qui lui succéda et était déjà en place en 1626, puisque, cette année-là, le 13 juin, il est question de

lui : « Mathieu Maurie, bourgeois et marchand, doit remplacer les cent mesures fournies par son père, et qui sont usées. » Ce troisième titulaire de l'office exerça jusqu'en 1636, et fut remplacé par « Guillaume Expertingue, charpentier en barriques », qui prêta le 13 novembre, serment de « raffineur de boisseaux et quarts », mais se retira après treize mois d'exercice. Le métier exigeait, en effet, la fabrication de mesures métalliques, des mines en cuivre notamment, ce qui devait être pour lui un travail trop éloigné de sa profession primitive. Il céda donc l'office à un nommé Cyrian (ou Gagnan ou Gayrian) qui prêta, le 26 janvier 1639, « serment de raffineur des mesures de blé, chaux, sel et charbon ». Il fut remplacé par « Jean Mourillon, chaudronnier », qui dut, à son tour, prêter serment le 7 mars 1648, et paraît avoir exercé jusqu'en 1682. En somme, une période de quarante-trois ans sans histoires notables.

Mais à partir de ce moment, commence une période assurément plus agitée. C'est ainsi qu'apparaît un nouveau titulaire, du nom de Mathelin Bonneau, dont les fonctions sont assez mal définies. A quel titre intervenait-il ? Faute d'indications suffisantes, il est difficile de le préciser. Peut-être a-t-il été le successeur de Mourillon ? Mais rien ne subsiste dans ce sens sur les registres de la jurade. En sens contraire, il a bien pu être soit l'associé, soit le « facteur », soit même l'héritier de Mourillon, n'ayant continué le travail de l'office que pour en éviter la fermeture jusqu'à son acquisition par un nouveau preneur. Quoi qu'il en soit, il démissionna en 1682 en faveur de Pierre Mousnier, qui dut, à cette occasion, payer 20 livres de 1/4 denier (droit de mutation), plus 30 livres à la Manufacture. Quant au serment d'usage, on n'en retrouve aucune mention.

Mousnier se maintint en fonctions jusqu'en 1692, date à laquelle, pour une raison paraissant de nature délictueuse, son office fut saisi, inventorié, vendu aux enchères et adjugé à « Arnaud Lamangue, maître serrurier et orloger ». Or, celui-ci est déclaré avoir prêté, le 7 mai 1692, « serment de marqueur de poids et mesures » : une innovation bien inattendue dans la nature de cette formalité.

Depuis 1632, à côté de cet office des grandes mesures, en existaient cinq autres réservés aux balanciers, dont la spécialité n'était autre que la fabrication et la vérification des balances et des poids, donc un travail indépendant de celui des mesures. Par suite, il est douteux que Lamangue ait été qualifié pour dépasser ainsi les limites de son office. On ne peut que conclure à une confusion du rédacteur de l'article du registre.

Lamangue eut des ennuis avec son prédécesseur. D'abord, contrairement à ce qui aurait dû se passer, l'inventaire du matériel n'eut lieu que le 23 juillet, alors que Lamangue avait déjà prêté serment depuis le 7 mai. Or, cet inventaire révéla que sur la série des étalons devant faire partie du fonds de l'office, il ne restait qu'une mine de cuivre, plus un boisseau et un quart en fonte, et qu'il manquait « les mesures pour le sel et le blé ». Mousnier avait aussi conservé la marque de la ville et il s'en servait aux dépens de son

successeur. Celui-ci protesta d'abord les 4 et 20 octobre contre de tels agissements, mais comme Mousnier n'en tenait aucun compte, il déposa contre lui, le 20 novembre, une nouvelle plainte qui paraît avoir réglé le litige.

Lamangue étant décédé en 1714, l'office rentra dans les parties casuelles, c'est-à-dire dans le domaine municipal. Suivant la coutume, la jurade dut le remettre aussitôt en adjudication.

III

Cet office « des Grandes Mesures » fut adjugé à « Jean Dupuy, maître serrurier », le 10 septembre 1714, pour la somme de 300 livres. Après trente-huit ans d'exercice, il mourut en 1752, laissant avec sa veuve, Françoise Dumas, cinq enfants prénommés, par rang d'âge, René, Raphaël, Jean, Pierre et Marie.

Au moment de son décès, son fils aîné, René, était « au service du Roy ». C'est ainsi que le second, Raphaël, prit la suite de son père, d'accord avec sa mère, et ce, en vertu d'un acte notarié passé dans l'étude Pallotte, le 18 juillet 1752, et qui peut se résumer à ceci :

Entre Françoise Dumas, veuve de Jean Dupuy, maître serrurier et ajusteur des mesures de la ville, habitant aux Chartrons, paroisse Saint-Rémy, et Raphaël Dupuy, son fils aîné, habitant rue de la Fusterie, paroisse Saint-Michel, il avait été précisé que Jean Dupuy étant décédé « vestu et saisi de la commission d'ajusteur des mesures de la ville », Raphaël avait demandé à sa mère d'exercer la même commission. En échange, il lui avait offert, à titre de pension annuelle et viagère, de lui déléguer, d'abord, la somme de 150 livres, payable de six mois en six mois, chez le Receveur des Fermes de la Ville, pour fourniture de six mines dont quatre pour Bordeaux et deux pour Libourne ; ensuite une deuxième somme de 50 livres, également payable par semestre, par le « grand ouvrier de l'église et paroisse Saint Pierre, pour l'entretien de l'horloge de l'église ». La mère avait accepté, mais « tout autant que cette pension lui serait régulièrement servie », restant entendu qu'en cas de décès de Raphaël ou de tout autre empêchement dans le paiement de cette rente, elle reprendrait tous ses droits, et pourrait notamment transférer l'office à l'un quelconque de ses autres enfants.

Que signifiait exactement ce contrat ? Était-ce une gérance ou une cession en viager ? A cette époque, lorsque le titulaire d'une charge décédait intestat, il suffisait encore à la veuve de payer le quart denier des parties casuelles pour la conserver et pouvoir en choisir le nouveau titulaire. C'est sans doute en vertu de cet usage qu'elle avait pu englober l'office dans ses reprises, ce qui expliquerait le silence de ses autres enfants.

Raphaël Dupuy était marié à Guillaumine Delivran qui lui avait donné un enfant, Jean-François. Il ne garda l'office que pendant trois

ans car, le 1^{er} mars 1755, il le résigna au profit de son fils encore mineur, et partit aussitôt de Bordeaux. Peu après, sa femme, ayant appris qu'elle était veuve, choisit un nouveau titulaire, Etienne Duprat, qui accepta de travailler pour elle jusqu'à la majorité de Jean-François, et vint en jurade, le 13 du même mois, pour y prêter serment en cette qualité.

La mère de Raphaël, Françoise Dumas, était morte avant lui, ce qui avait rendu inopérante la clause du contrat de juillet 1752 qui lui aurait permis de reprendre possession de l'office lors du décès de Raphaël ; c'est ainsi que la veuve de ce dernier conserva pour elle seule tout le bénéfice de cette exploitation ; et cette fois encore, ses deux beaux-frères, Jean et Pierre, ainsi que sa belle-sœur, Marie, ne réagirent nullement contre une telle situation.

Ce ne fut qu'au retour de René, libéré du service militaire, qu'eut lieu une première contestation. Il adressa, en effet, au Procureur du Parlement, une requête dont voici le début :

Supplie humblement René Dupuy, aîné, maître serrurier à Bordeaux, disant que de père en fils ils ont exercé l'ajustage et l'étalonnage des mesures de Grains de cette ville et que de tous tems ils ont toujours eu chez eux les étalons et jauges desdites mesures. Depuis le décès de Jean Dupuy père du suppliant et pendant son absence, le suppliant étant alors au service du Roy, Raphaël, son frère puisné s'empara desdites jauges et étalons et les a toujours gardées chez lui jusques au tems ou sa mauvaise conduite et son libertinage l'obligèrent à quitter la ville.

Ce fut alors, Monseigneur, et depuis environ trois ans que lesdits étalons et jauges furent apportés dans l'hôtel de ville où elles sont actuellement...

Il ajoutait que ce retrait rendait l'exploitation de l'office aussi longue qu'onéreuse, car chaque ajustage exigeait un ou plusieurs charrois entre l'atelier et le dépôt de la ville. En somme, une requête qui éclairait certains points de l'affaire, mais n'explique pas tout.

D'abord, bien que daté du 27 avril — sans millésime — il est possible de dater cette requête puisque le décès de Raphaël et le retour consécutif des étalons dans les magasins de la ville remontaient à trois ans : on était donc en 1758. Ensuite, René y conteste l'aînesse de son frère qu'il qualifie de « puisné », se déclarant lui-même l'aîné de la famille. Enfin, pourquoi s'est-il adressé directement au Procureur du Parlement alors que l'office des Grandes Mesures, étant municipal, ressortissait du tribunal de Saint-Eloi ? Comme résultat de cette démarche, le procureur ne put que transmettre cette requête à la jurade qui paraît s'être contentée de la classer dans ses archives. Peut-être restituait-il les étalons et les jauges, mais rien ne permet de l'affirmer.

La situation resta donc inchangée jusqu'en 1762. Cette année-là, Etienne Duprat cessa son travail et fut remplacé par l'un des frères Dupuy, Jean (deuxième du nom), qui prêta serment le 11 mai : un serment qui fut suivi d'une longue déclaration mettant au point

les droits de chacun des membres de la famille suivant les termes reproduits ci-après :

RAFFINEUR DES MESURES. — Jean Dupuy, maître serrurier, habitant de cette ville, a prêté serment d'affineur et d'ajusteur des mesures de la présente ville et fauxbourgs, au cas requis, en l'état et office dont étoit cy-devant pourveu Raphael Dupuy, son frère, et ce, pour l'exercer jusqu'à ce que Jean-François Dupuy, son neveu, fils dud. Raphael, soit en âge et en état de l'exercer, ledit office luy ayant été résigné par sondit père le premier Mars 1755 ; à la charge par ledit Jean Dupuy, pendant qu'il fera lesd. fonctions dud. office, de payer chaque année à Guillaumine Delivran, sa belle-sœur, veuve dud. Raphael Dupuy, la somme de Cent Livres pour luy tenir lieu tant de la rente dud. office qui luy a été réservée par ladite résignation que de l'intérêt du capital de soixante livres qui est un cinquième de la somme de trois cents livres, prix de l'adjudication qui fut faite dudit office le 10 Setembre 1714 à Jean Dupuy père desdits Raphael et Jean Dupuy, et qui reste à partager par portions égales entre eux et René, Pierre et Marie Dupuy, leurs frères et sœur, et à la charge encore par ledit Jean Dupuy de payer chaque année auxdits René Pierre et Marie Dupuy, ses frères et sœur, et à chacun d'eux, la somme de trois livres pour l'intérêt de leur portion dans lesdites trois cents livres, le tout du consentement de ladite Guillaumine Delivran que desdits René, Pierre et Marie Dupuy...

Si l'on tient compte que les diverses prestations de serment ne faisaient, sur les registres de la jurade, que l'objet d'un simple enregistrement, il y a lieu de se demander pourquoi le serment de Jean Dupuy a été suivi de ce procès-verbal concernant plutôt une affaire familiale qu'une question municipale. Cela permettait de penser qu'à la suite de la requête de René Dupuy, un jurat ait accepté d'intervenir dans le litige qui l'opposait à la veuve de son frère Raphaël, et ait voulu ainsi officialiser, en quelque sorte, la concession qu'il avait obtenue d'elle. Alors que la cession de l'office en viager par Françoise Dumas à son fils Raphaël en avait donné la pleine propriété à ce dernier, sa veuve venait de consentir à partager avec les quatre autres héritiers de l'acquéreur le prix auquel il l'avait acquis en 1714. Ce petit capital, resté investi dans l'entreprise, redevenait ainsi indivis entre eux. Evidemment, le profit immédiat était minime (60 livres au denier 20 [5 %] ne laissaient à chacun qu'une rente annuelle de 3 livres) ; mais, fait plus important, cette concession permettait aussi, par voie de conséquence, de faire rentrer l'office lui-même dans l'indivision.

Jean Dupuy mourut en 1766. Pour le remplacer, sa famille fit alors appel à un tiers, Jean Bonis, qui prêta serment le 25 octobre de la même année.

Ce dernier venait d'acquérir, le mois précédent, l'un des cinq offices de balancier, celui de Ladugnie, lui-même successeur de Fabaret. A ce point de vue, il se trouvait ainsi le premier — et le seul — à cumuler ces deux types d'offices, en sorte que, pendant quelque temps, on a cru voir en lui deux personnages différents. Il resta en

fonctions jusqu'en 1768. Cette année-là, ayant offert sa démission aux consorts Dupuy, ceux-ci le remplacèrent par Jean Mallié, serrurier ; son serment du jeudi 15 septembre précisa qu'il travaillerait « aux conditions du contrat de Jean Dupuy ». Or, comme Jean Dupuy ne devait exercer que jusqu'à la majorité de son neveu, Jean-François, il reste donc encore une question en suspens : quel âge pouvait bien avoir ce fils de Raphaël et qu'était-il devenu ? En fait, jusqu'à la suppression de l'office, en mars 1790, il n'a jamais donné signe de vie.

Mallié n'exerça que jusqu'en 1772, laissant la place à Jean Bonis qui reprit ses anciennes fonctions. Il les interrompit une nouvelle fois en 1785, et fut remplacé par Jean Bafouigne, chaudronnier, qui le 13 août 1785, fut le dernier à prêter, pour cet office, le serment d'usage. Dans ce sens, remarquant que Bonis ne fut appelé à prêter serment qu'une seule fois, en 1766, il semble que Mallié, comme Bafouigne, n'aient été que de simples compagnons, c'est-à-dire des sous-ordres capables de le remplacer. Bonis reparut, en effet, une troisième fois, mais ce ne fut qu'en mars 1790, lors de la suppression de ces anciens offices et de leur remplacement par des firmes commerciales modernes. C'est ainsi qu'on le retrouvera, en 1792, associé avec l'un de ses anciens collègues balanciers, François Chayrou, dans la firme Chayrou, Bonis et C^o, place du Palais, à Bordeaux.

N.B. — Comme l'article déjà cité consacré aux « Offices bordelais des poids et mesures » (dans *Bull. et Mém. de la Soc. archéol. de Bordeaux*, t. 60, *Cercle Bertrand-Andrieu*, 1947-1958, 1960, p. 69-81), celui-ci est presque entièrement tiré des Registres de la Jurade conservés aux Archives municipales de Bordeaux, 71, rue du Loup.

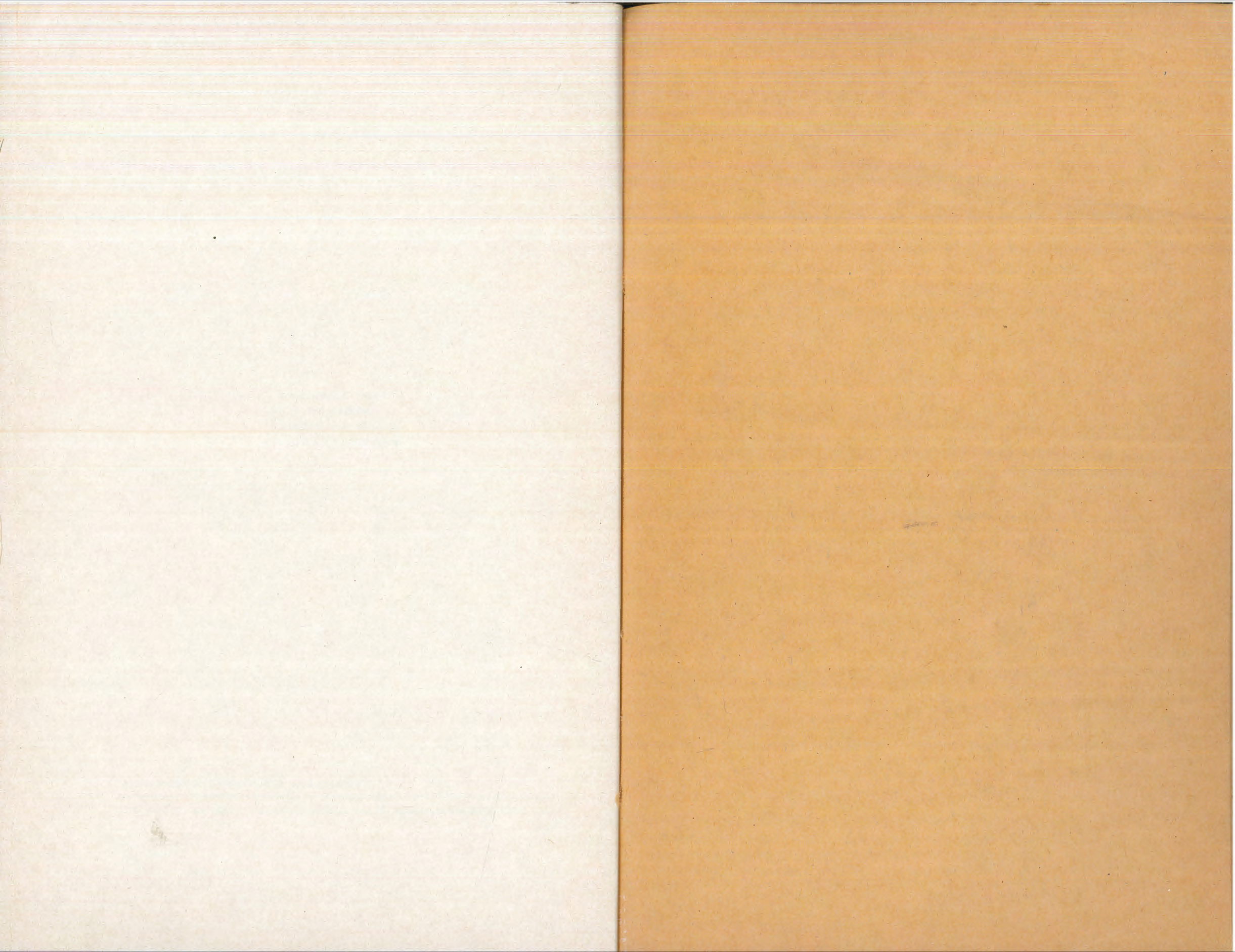
TABLE DES MATIERES DU TOME LXVII

<i>Un numismate bordelais, Joseph Ducasse, par D. NONY</i>	5
<i>Procès-verbaux des séances des années 1968 à 1971</i>	9
J. BENUSIGLIO, J.-J. CABARROT, J. COUGOUL, <i>Le Gorgonéion en numismatique</i>	10
J. BENUSIGLIO et J.-J. CABARROT, <i>Les monnaies du royaume de Numidie</i>	16-17
Ch. LASSERRE, <i>Les jetons de l'Ormée</i>	19
J. DUCASSE, <i>Monnaies grecques frappées à Bordeaux en 1878.</i>	19
D. NONY, <i>Les sceaux des archevêques de Bordeaux au Moyen Age</i>	21
J. DUCASSE, <i>La monnaie de Bordeaux en 1870-1871</i>	21
J. DUCASSE, <i>Les Mailles poitevines</i>	22
J. BENUSIGLIO, <i>Le monnayage archaïque d'Egine</i>	24
D. NONY, <i>L'atelier monétaire de Julia Traducta (Bétique)</i> ..	26
J.-P. MASDOUMIER, <i>Le monnayage des Lingons, à propos d'une monnaie de la coll. Miller (coll. Soc. archéologique)</i> ..	28
J. BENUSIGLIO et J.-J. CABARROT, <i>Les problèmes du monnayage carthaginois de bronze au III^e siècle av. J.-C.</i>	28
D. NONY, <i>Premières monnaies découvertes en 1971 aux allées de Tourny à Bordeaux</i>	28
J.-J. CABARROT, <i>Fête des Decennalia de Septime Sévère, à Rome (202)</i>	29
J. YVON, <i>Quelques trouvailles de monnaies isolées</i>	30
D. NONY, <i>Les monnaies du « Chameau », perdu le 26 août 1725, en Nouvelle-Ecosse (Canada)</i>	30
<i>Le médaillier de la Bibliothèque municipale de Bordeaux, par M. PASTOUREAU</i>	33
<i>Un petit trésor du III^e siècle ap. J.-C. trouvé à Bordeaux (rive droite), par C. BRENOT</i>	43
<i>La Monnaie de Bordeaux de 1774 à 1795, par J. DUCASSE</i>	49
<i>Bordeaux sous le second Empire, un chapitre d'histoire métallique, par R. FORTON et D. NONY</i>	87
<i>Médailles des médecins bordelais (suite), par le Dr J. COUGOUL.</i>	99
<i>Chronique : trouvailles monétaires en Gironde, par J. YVON</i> ..	115
<i>L'Office bordelais des grandes mesures aux XVII^e et XVIII^e siècles, par J. DUCASSE</i>	125

BISCAYE FRERES
IMPRIMEURS
22, RUE DU PEUGUE
BORDEAUX (FRANCE)

Le Directeur de la Publication : M. MARQUASSUZAA.

8247. BISCAYE FRERES, imprimeurs, 22, rue du Peugue, Bordeaux. N° 1768 impr. 4^e trim. 1972.



PZ 192

192